

AMNISTIA

**COLOQUIO SOBRE EL ESTADO DE EXCEPCION
Y LOS DERECHOS HUMANOS EN URUGUAY
LLAMADO POR LA AMNISTIA**

PARIS 15 Y 16 DE DICIEMBRE 1978

**SECRETARIADO INTERNACIONAL DE JURISTAS POR LA AMNISTIA EN URUGUAY
33, RUE GODOT DE MAUROY - 75009
PARIS - FRANCE
Tél : (1) 742.77.36**

INDICE

	Páginas
INTRODUCCION	1
TEXTO DE LOS INFORMES PRESENTADOS AL COLOQUIO	
Apertura del Coloquio	
Bernard Parmantier	11
Presentación del Coloquio	
Jean-Louis Weil	13
Las instituciones políticas y constitucionales	
Hipólito Solari Yrigoyen	19
Solidaridad de los países europeos	
Edmond Pettiti	27
La Justicia Militar y la Justicia Civil	
Salvatore Senese	31
Derechos individuales y derechos de la defensa	
Hans Thoolen	45
Violación de los derechos económicos y sociales del perseguido político	
Alejandro Artucio	57
Los derechos económicos, sociales y culturales	
Edgardo Carvalho	71
El régimen uruguayo frente al derecho internacional	
Robert K. Goldman	85
Síntesis y conclusiones	
Presentación a la prensa	
Louis Joinet	107
ANEXO I -	
Discursos y mensajes de dirigentes políticos de la oposición uruguaya	119
ANEXO II -	
Lista de personas y organizaciones que enviaron mensajes al Coloquio	145
ANEXO III -	
Fotos del coloquio - telegramas y artículos de prensa	151

COLOQUIO SOBRE:

EL ESTADO DE EXCEPCION Y LOS DERECHOS HUMANOS EN URUGUAY

SENADO FRANCÉS

15.16-12-1978

Secretariado Internacional de Juristas por la
Amnistía en Uruguay

LOS JURISTAS URUGUAYOS EDGARDO CARVALHO, HECTOR AMILIVIA, MARIO DELL'ACQUA, MARIA ELENA MARTINEZ Y CELIA GIL, LOS FRANCESES JEAN LOUIS WEIL, LOUIS JOINET, NURY ALBALA Y LOS LATINOAMERICANOS LEANDRO DESPOUY (ARGENTINA), PEDRO ENRIQUEZ (CHILE) Y ANINA DE CARVALHO (BRASIL), MIEMBROS DEL COMITE DIRECTOR DEL SECRETARIADO INTERNACIONAL DE JURISTAS POR LA AMNISTIA EN URUGUAY, RESPALDADOS POR MAS DE UN CENTENAR DE PRESTIGIOSOS JURISTAS DE 25 PAISES, JUNTO A LOS JURISTAS EUROPEOS Y AMERICANOS QUE COMPONEN LOS GRUPOS NACIONALES DEL SECRETARIADO, EXPRESAN SU RECONOCIMIENTO A LAS PERSONAS, ORGANISMOS E INSTITUCIONES QUE HAN HECHO POSIBLE LA CONCRECION DE ESTE EVENTO EN EL SENADO DE FRANCIA, SEGUROS DE QUE LA OPINION CALIFICADA DE LOS EXPOSITORES EN ESTE COLOQUIO PERMITIRA UN ANALISIS QUE CONTRIBUIRA SIN DUDA A BASAMENTAR SOLIDAMENTE LA CONTINUIDAD DE LA LUCHA POR LA VIGENCIA DE LOS DERECHOS HUMANOS EN URUGUAY.

A l'occasion du 29^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, un groupe international de juristes lance en appel

POUR L'AMNISTIE ET LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN URUGUAY

L'opinion publique internationale n'ignore plus que le gouvernement civique uruguayen, arrivé au pouvoir à la suite du coup d'Etat de juin 1973, a violé et persiste à violer de manière grave, systématique et systématique les droits de l'homme dans ce pays.

Un grand nombre d'organisations, de partis politiques démocratiques et d'entités représentatives de larges secteurs de l'opinion mondiale ont fait part de leur extrême inquiétude, suscité par les agissements d'un gouvernement dictatorial qui a détruit les bases mêmes de l'Etat de droit en Uruguay.

Cette situation n'a cessé d'empirer. Selon des estimations prudentes, on compte en Uruguay plus de 3 000 prisonniers politiques, soit un prisonnier pour 500 habitants, c'est-à-dire le pourcentage le plus élevé du monde. Dès 1988, la répression a augmenté sans arrêt et particulièrement à partir du mois d'avril 1972. Depuis cette période, plus de 50 000 personnes, soit un habitant sur 50, ont été incarcérées ou soumises à des interrogatoires. A cela vient s'ajouter la pratique systématique de la torture, à laquelle souvent se joint la mort métro fin, qui a été dénoncée de manière circonstanciée avec chiffres et dates à l'appui, tandis que la dictature uruguayenne se refusait à tout commentaire. S'y ajoutent également l'instauration d'un régime pénitentiaire copié des camps de concentration nazis et l'exil obligatoire pour ceux qui parviendraient à recouvrer leur liberté.

On assiste, par ailleurs, ces derniers mois à une vaste opération de chasse à la dérive contre les opposants politiques, militaires, politiques et par du personnel policier et militaire uruguayen contre les opposants politiques réfugiés sur le territoire argentin. Un grand nombre parmi ces derniers ont été assassinés, d'autres ont été séquestrés ou arrêtés sur le territoire argentin, avec la complicité du gouvernement de ce pays et en violation de leur statut de réfugié garanti par la communauté internationale. A ce jour, on reste sans nouvelles de la plupart d'entre eux. D'autres réfugiés enfin ont été enlevés et remis aux mains du gouvernement uruguayen; ils sont, aujourd'hui, encore détenus dans les prisons de ce pays.

L'Uruguay n'est sous un état d'exception permanent. Par la voie d'« actes institutionnels » édictés sous prétexte de sécurité nationale, l'Etat de droit a été démantelé afin de favoriser la mise en place de nouvelles structures juridiques consacrant l'existence d'un super-pouvoir militaire. C'est ainsi, notamment, que tous ceux qui ont été accusés de crimes contre la sécurité de l'Etat ont été privés du bénéfice des garanties constitutionnelles et légales existant en matière judiciaire. Ils se trouvent à la merci des juridictions militaires qui ignorent les principes de la procédure pénale et les droits de la défense des accusés et sont victimes de violences et de sévices systématiques. Par ailleurs, tout citoyen faisant l'objet d'une mesure d'interdiction administrative peut rester en prison pour une durée indéterminée et sans bénéficier des droits constitutionnels d'habitus corpus.

Cette situation est encore aggravée par l'interdiction faite à tout parti politique d'exercer ses activités, par la censure totale de la presse, la dissolution des organisations syndicales, les attaques menées contre l'Eglise lorsque celle-ci prend la défense des droits de l'homme, le fait que tout acte matériel d'aide aux familles des prisonniers politiques soit considéré comme un délit, le refus d'admettre l'entrée sur le territoire uruguayen de commissions d'enquêtes internationales, le refus opposé au Comité International de la Croix-Rouge qui souhaitait étendre ses activités à l'Uruguay.

Le projet de loi sur les personnes dangereuses, enfin, qui s'inscrit dans le cadre de cette évolution, représente la plus inquiétante menace pour la liberté du peuple uruguayen dans la mesure où il permet la condamnation et l'emprisonnement pour simple motif de divergence idéologique.

Pour notre part, nous avons pris connaissance de cette situation et, en outre, qu'elle est injuste, il ne nous est pas possible de rester indifférents. Estimant, en conséquence :

- qu'il est nécessaire de sensibiliser l'opinion publique à la situation des 5 000 prisonniers politiques uruguayens;
- qu'il est impératif d'obtenir une décision de la communauté internationale sur le transfert illégal des réfugiés politiques de l'Argentine vers l'Uruguay;
- qu'il est urgent, en ce qui concerne la destruction de l'Etat de droit en Uruguay, de réclamer l'intervention des institutions chargées de la protection des droits de l'homme, des organisations syndicales et des partis politiques démocratiques.

APPEL

Face à cette situation, les juristes soussignés appellent à une action commune et immédiate afin de réunir et diffuser toutes les informations disponibles sur ces problèmes, afin aussi de déterminer dans les meilleurs délais les mesures les plus efficaces permettant d'exprimer notre solidarité avec le peuple uruguayen :

- pour obtenir l'amnistie en faveur de tous les prisonniers politiques uruguayens, au nombre de 3 000, détenus dans les prisons politiques les plus âgées d'Amérique du Sud;
- pour réclamer que soient remis aux autorités internationales compétentes (C.R.C.) les réfugiés politiques uruguayens qui ont été livrés ou transférés illégalement dans les prisons de leur pays, que soient garanties la vie et l'intégrité physique de ceux qui ont disparu en Argentine et que cessent les persécution dont sont victimes les réfugiés uruguayens dans ce pays;
- pour exiger, enfin, le rétablissement de tous les droits et de toutes les libertés démocratiques que le peuple uruguayen a été privé.

FRANCE

M. ALBALA, avocat; R. BADINTER, avocat, prof. agrégé des Facultés de droit; J.-D. BÉDÉRI, avocat, prof. agrégé des Facultés de droit; A. BENOIST, ancien bâtonnier; R. CACHEN, avocat; M. DALLÉ, ancien secr. gén. Syndicat de la Magistrature; F. CALOT, avocat; D. JACOBY, avocat; L. JOINET, ancien prés. Syndicat de la Magistrature; E. PETITIT, bâtonnier; J. RIBES, avocat.

U.S.A.

D. BALDUS, prof. Université Iowa; M.S. BALL, prof. Université Rutgers; S. BIANCO, Barreau Iowa; A.N. BOSS, Barreau Pennsylvanie; R.S. CLARK, prof. Université Rutgers; L.S. COBURN, Barreau Pennsylvanie; J. DAVIS, prof. Université Rutgers; D.D. ELLIS Jr., prof. Université Iowa; T. FRANK, prof. Université Virginie; S.F. FRIEDL, prof. Université Rutgers; J.T. GALLOWAY, Barreau Washington D.C.; A. LITVAK, prof. Université Rutgers; R. LILICH, prof. Université New-York; S. LOVE, prof. Université Rutgers; J.F. MOORE Jr., Barreau Pennsylvanie; P.M. NEUHAUSER, prof. Université Iowa; T.R. NOVICK, Barreau Pennsylvanie; G.W.R. PALMER, prof. Université New-Zélande; J.F. PERRY, Barreau Pennsylvanie; S.S. PHILLIPS, Barreau Pennsylvanie; S. RUBIN, direct. American Society International Law; D. SCHACHTER, prof. Université Columbia; H. SEEMEL, Barreau Washington D.C.; L.J. SINCIO Jr., prof. Université Rutgers; W.R. SMITH III, Barreau Pennsylvanie; E.M. TAYLOR Jr., prof. Université Rutgers; CHRISTINA CERNA, Barreau Washington D.C.

ESPAGNE

J. ANDRUE I ABELLO, avocat-député; M. BARBERO SANTOS, prof. à Madrid; J. BENET, avocat-sénateur; A. BENISTAIN, prof. à San Sebastian; J. DE CARVALAL, avocat-sénateur; M. FERNANDEZ MONTES, avocat-procureur; E. GIMBERNAT ORDEIG, prof. à Salamanca; F. MARINO MENEZES, prof. à Madrid; J. MOLA LOPEZ, avocat; R. MOLDADO LEONDO, député-proc. à Madrid; F. MUNOZ COBDE, prof. à Séville; M. PALMES I SIRO, avocat, membre Comm. Défense Sociale du Barreau de Barcelone; C. PECES-BARBA MARTINEZ, député-proc. à Madrid; A. PELEGRIN, avocat, vice-présid. Comm. Défense Sociale du Barreau de Barcelone; T. QUADRAS-SALCEDO, prof. à Madrid; J. RUIZGIMENEZ CORTES, présid. Comm. Justice et Paix-Espagne, prof. à Madrid; A. DE SEMIR, avocat, membre Comm. Défense Sociale du Barreau de Barcelone; J. SOLE TURA, député-proc. à Barcelone; J. TOMES BOURSAULT, avocat.

PAYS-BAS

C. AARTS, doct. en droit; P. BOLES, doct. en droit; A. HEYDER, doct. en droit, prof. Université d'Amsterdam, membre du Bureau International d'Amnistie International; J.P. HOFMEESTER, doct. en droit, prof. Université Rotterdam; M. LINGENBERG, doct. en droit; G.E. LANGEMEIJER, doct. en droit, ancien procureur gén. de la Cour de Cassation; N. MEIJERS, doct. en droit, maître de conférences Université d'Amsterdam, présid. Comm. de Coopération pour les Réfugiés; R. MEER, licencié en droit; G. OOSTERHOUT, licencié en droit; C.M. POLAK, doct. en droit, ancien ministre de la Justice, membre Comm. Européenne des Droits de l'Homme; B.V.A. ROLING, doct. en droit, ancien prof. Université de Groningue; G. TER MAAT, doct. en droit, secrétaire Paz Christy Pays-Bas et Paz Christil international; J.G.M. TOOLEN, doct. en droit, ancien secrétaire Comité Hollandais des Juristes pour les Droits de l'Homme.

V. ANDRIOLI, prof. à Rome; P. BANILE, prof. à Florence; N. BOBBIO, prof. à Turin; F. BRICOLA, prof. à Bologne; A. CASSESE, prof. à Florence; C. GRASSETTI, prof. à Milan; E. LIGUORI, prof. à Milan; L. NATI, prof. à Padoue; G. PESARELLI, prof. à Milan; M. TONDI, prof. à Milan, prof. honoraire Université de Montevideo; P. SCHLESINGER, prof. à Milan; U. TERRACINI, ancien prés. de l'Assemblée Constituante Italienne, sénateur; N. TREVES, directeur institut philosophie et sociologie de Droit, Milan; E. VASSALI, prof. à Rome, Sénateur; P. ZICCARDI, prof. à Milan.

ANOLETERRE

N. ANGELL, E. BIRNBAUM, solicitor; B. BINNBERG, solicitor; J. BIRTLES; L. BLOOM-COOPER C.C.; B. DOUGLAS-MANN, M.P.; Lord GARDNER, former Lord Chancellor; D. IVEY; A. LESTER; M. SINGH, barrister; B. WHITAKER, barrister, membre de la sous-commission des Droits de l'Homme des Nations unies.

ALGERIE

M. JESIONSKI, présid. assoc. des Juristes, Vienne; M. KELLER, présid. Radio-TV autrichienne; M. KOLEGGER, prés. cour d'appel Innsbruck; S. REEDER, attaché de presse du ministre de la justice; M. SCHACHTER, avocat; E. SCHMUCKER, directrice institut de réhabilitation sociale; W. SCHUTTING, prés. assoc. avocats, Vienne; M. SIEBENALLER, avocat.

SUISSE

B. GENRIG, avocat; H. HEER, avocat; M. MONA, procureur; M. LEUBENBERGER, avocat; N. HEER, avocat.

BELGIQUE

J. DU CUMONT, secrétaire gén. Ligue internationale des Droits de l'Homme et la Liberté des Peuples; M. DE KOCK, prés. section belge Ligue internationale des Droits de l'Homme; F. RIGAU, prés. section belge Ligue pour les Droits et la Liberté des Peuples.

ALLEMAGNE

E. FURTWÄNGLER, avocat; H.A. NESSE, avocat; P. HANNOVER.

ITALIE

HANS GORAN FRANK, avocat, prés. Organisation suédoise d'aide aux réfugiés; secrétaire gén. comm. internationale pour le Chili; J. GOSSET, doct. en droit, Secrétaire de l'Institut International des Droits de l'Homme de STRASBOURG, ont signé :

U.S.A. : L.R. WRIGHT, E. Beckett, D. Perry, D. Temple, J. Traitor, M. Feinrid, S.F. TAYLOR, A. Son, L. Easman Tal, S. McKinney, S.E. Howe, E.A. Arambulo, J. Navarro.

ESPAGNE : R. ARRIETA, A. MANZANARES, I. COLOMA, L. GIRON, R. SORBAO, P. PEREZ.

PAYS-BAS : A. Kemps, R. Mert.

JORDANIE : F.G. Azouza.

IRAN : J. Khatami, P. Flood, B. Havel.

FRANCE : F. Thomaz.

ALGERIE : K. AZOUZ.

IRAN : J. Khatami, P. Flood, B. Havel.

SUISSE : R. Mahier.

ITALIE : T. Adirio.

IRAN : J. Khatami, P. Flood, B. Havel.

BELGIQUE : F. de Paw.

Ces signatures ont été recueillies par le Secrétariat International de Juristes pour l'Amnistie en Uruguay, 11, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

LLAMAMIENTO PUBLICADO POR LA PRENSA INTERNACIONAL EL 9.12.77

UN GRUPO INTERNACIONAL DE JURISTAS FORMULA UN LLAMADO TENDIENTE A LOGRAR LA AMNISTIA Y EL RESPETO DE LOS DERECHOS DEL HOMBRE EN URUGUAY.

La opinión pública internacional conoce que el gobierno cívico militar uruguayo, que asumiera el poder luego del golpe de estado de junio de 1973, ha incurrido e incurre en violaciones graves, continuadas y sistemáticas, de los derechos humanos en ese país.

En tal sentido, numerosos pronunciamientos de organizaciones, partidos políticos democráticos y entidades representativas de vastos sectores de la opinión pública han expresado su preocupación y alarma por las prácticas de un gobierno dictatorial que ha subvertido las bases mismas del estado de derecho.

Sin embargo esta situación no ha cesado de empeorar. Según estimaciones prudentes, existen hoy en Uruguay más de 5.000 prisioneros políticos, uno por cada 500 habitantes, es decir el porcentaje más alto del mundo. A partir de 1968 la represión ha ido en constante aumento y particularmente a partir de 1972. Desde este período más de 50.000 personas o sea uno de cada 50 habitantes, han pasado por las cárceles y cuarteles o bien han sido sometidos a interrogatorios. A ello se agrega el uso indiscriminado de la tortura, a la que solo la muerte suele poner fin y que ha sido denunciada con precisión de nombres y fechas, sin que la dictadura uruguaya haya osado realizar comentario alguno. A ello debe agregarse también la instauración de un régimen penitenciario copiado de los campos de concentración nazis y en fin, la obligación de partir al exilio por parte de los pocos que finalmente recuperan su libertad.

Por otra parte, en los últimos tiempos asistimos a una vasta operación de cacería de opositores políticos refugiados en Argentina. Estas operaciones de las que son directamente responsables las autoridades uruguayas, son efectuadas por personal policial y militar uruguayo contando con el consentimiento y apoyo del gobierno argentino para operar en su territorio. En este país, un gran número de refugiados políticos ha sido asesinado. Otros, que estaban bajo la protección del Alto Comisionado de Naciones Unidas, han sido detenidos o secuestrados, violándose de esta manera las Convenciones Internacionales que garantizan su status de refugiados. Aún hoy se carece de información acerca del paradero de la mayoría de las víctimas de estos secuestros. Otros en cambio han sido entregados ilegalmente a las autoridades uruguayas y permanecen detenidos en las cárceles de este país.

Es que el Uruguay vive permanentemente en régimen de excepción. Por vía de "actos institucionales" dictados bajo la invocación de la seguridad nacional, se ha ido desmantelando el estado de derecho para formalizar nuevas estructuras jurídicas que consagran la vigencia de un super-poder militar. Así, es inexistente la garantía del debido proceso para todos los acusados por crímenes contra la "seguridad del estado" sometidos a la decisión de magistrados militares que ignoran los más elementales principios de derechos y privados de la asistencia de abogados, víctimas de coacción y persecución sistemáticas. Por otra parte, sin vigencia el recurso de habeas corpus, la reclusión administrativa por tiempo indefinido es aplicable a cualquier ciudadano.

Y esta situación se completa con la prohibición de actividad de los partidos políticos, la censura total de la prensa, la disolución de las organizaciones sindicales, los ataques a la Iglesia cuando esta se eleva en defensa de los derechos humanos, la tipificación como delito de todo acto de ayuda material a las familias de los prisioneros políticos, la negativa a admitir la presencia de comisiones internacionales de investigación en territorio uruguayo, en el rechazo de la propuesta del Comité Internacional de la Cruz Roja por extender sus programas al Uruguay.

El proyecto de ley sobre personas "en estado peligroso" se inscribe en esta evolución y representa la más reciente y peligrosa amenaza para las libertades del pueblo uruguayo en la medida en que permite la prisión por simple motivo de disidencia ideológica.

Nosotros, en nuestra condición de juristas y estando en pleno conocimiento de esta situación, no creemos posible permanecer indiferentes.

En virtud de ello, consideramos:

* Que es necesario sensibilizar a la opinión pública respecto a la situación de 5.000 prisioneros políticos uruguayos

* Que es imperioso obtener una decisión de la comunidad internacional frente al traslado ilegal de refugiados políticos desde Argentina al Uruguay, y ante la desaparición de decenas de refugiados políticos en territorio argentino

* Que es urgente reclamar el pronunciamiento de las instituciones pro-derechos humanos, de las organizaciones sindicales, de los partidos políticos, frente a la destrucción del estado de derecho en Uruguay

L L A M A D O

Frente a esta situación, los juristas llamamos a una acción común e inmediata tendiente a reunir y difundir toda la información disponible sobre estos hechos y a los efectos también, de determinar en el más breve plazo las formas más adecuadas y eficaces de expresar nuestra solidaridad con el pueblo uruguayo:

* PARA OBTENER LA AMNISTIA EN FAVOR DE TODOS LOS PRISIONEROS POLITICOS URUGUAYOS, ENTRE LOS QUE SE CUENTAN HOY LOS MAS ANTIGUOS PRISIONEROS POLITICOS DE AMERICA LATINA.

* PARA LOGRAR QUE SEAN ENTREGADOS A LA AUTORIDAD INTERNACIONAL COMPETENTE (A.C.N.U.R.) LOS REFUGIADOS POLITICOS QUE HAN SIDO ENVIADOS O TRASLADADOS ILEGALMENTE A LAS CARCELES DE SU PAIS, QUE SEA GARANTIZADA LA VIDA Y LA INTEGRIDAD FISICA DE AQUELLOS QUE HAN DESAPARECIDO EN ARGENTINA Y QUE CESE LA PERSECUSION DE LA QUE SON VICTIMAS LOS REFUGIADOS POLITICOS URUGUAYOS EN ESE PAIS.

* PARA EXIGIR EN FIN, EL RESTABLECIMIENTO DE TODOS LOS DERECHOS Y LIBERTADES DEMOCRATICAS DE QUE SE HA PRIVADO AL PUEBLO URUGUAYO.

Este llamamiento hecho público en diciembre de 1977 mantiene plenamente su vigencia. En el año que ha transcurrido no solo se ha mantenido la situación en él descripta sino que se ha agravado en algunos aspectos.

Las cárceles uruguayas continúan pobladas por millares de presos políticos. La tortura sistemática sigue siendo el método aplicado por los militares en la caza a los opositores, y decenas de prisioneros siguen siendo víctimas de la "política de rehenes" que se aplica desde 1973.

Al amparo de la justicia militar se siguen produciendo aberraciones que evidencian el carácter de instrumento para la represión política de esta denominada justicia. Muestra de esto es el absurdo procesamiento del Gral. Ulber Seregni, los juicios públicos "ejemplarizantes", etc. Se mantiene en todos sus términos la censura a la prensa nacional y extranjera, y es reprimida ferozmente la distribución de informaciones y opiniones políticas que escapen al control de las FFAA. Más de diez mil ciudadanos siguen privados de sus derechos políticos en virtud del Acto Institucional Nº 4. Toda actividad sindical o gremial reivindicativa sigue siendo sistemáticamente perseguida. Las "desapariciones" como método de represión ya han cobrado más de un centenar de víctimas entre ellas una decena de niños y las actividades de los comandos clandestinos del Servicio de Inteligencia de Defensa (S.I.D.) se han extendido en las últimas semanas al Brasil, con el secuestro y traslado al Uruguay de Universindo Rodríguez, Lilián Celiberti y los dos hijos de ésta, en una flagrante violación de la soberanía territorial brasileña.

Por otra parte, en los últimos meses, las tensiones en el seno de las FFAA han originado un incremento sensible de la represión que ha llegado incluso al procesamiento y envío a la cárcel de dirigentes del Partido Nacional, luego que fuera realizado un atentado terrorista contra miembros del Directorio de este partido, que tuvo como consecuencia el asesinato de la esposa de uno de ellos, el ex-diputado Mario Heber. En las últimas semanas han habido brotes antisemitas y han sido arrestados decenas de opositores de izquierda, en particular vinculados al Partido Comunista y al Partido por la Victoria del Pueblo.

CONSOLIDAR UN VASTO MOVIMIENTO INTERNACIONAL POR LA AMNISTIA EN URUGUAY

1978 ha sido un año cargado de instancias de cuestionamiento a las violaciones sistemáticas de los Derechos Humanos efectuadas por el régimen uruguayo. Esto es indicativo de que la comunidad internacional ha profundizado su conocimiento de la realidad del Uruguay y que hay una progresiva toma de conciencia de vastísimos sectores, de la necesidad de contribuir a que la situación cambie. Cabe destacar que este hecho es fruto, por un lado de la persistencia de la represión y de la imposibilidad del gobierno militar de legitimar su acción de estos años y por otro, de la seriedad y responsabilidad con que se han documentado en general las innumerables denuncias ante la opinión pública y los organismos competentes.

Esto quiere decir que existen en estos momentos condiciones extremadamente favorables para la expresión de la solidaridad internacional con el pueblo uruguayo. Ella ya ha demostrado, en casos concretos, que es posible imponer retrocesos que, aún parciales, significan un estrechamiento de los márgenes de impunidad de la dictadura.

En este marco es que el Secretariado Internacional del Juristas por la Amnistía en Uruguay, creado en marzo de 1977, reafirma su convicción de que es necesaria la constitución de un vasto movimiento internacional de apoyo a la lucha por la Amnistía en Uruguay.

Los objetivos fundamentales del Secretariado, que pueden resumirse en la campaña internacional por la Amnistía en Uruguay son:

- * La sensibilización de la opinión pública internacional acerca de la situación de los derechos humanos en Uruguay.

- * La creación de un centro de datos y de análisis sobre la situación de los derechos humanos en Uruguay y el correspondiente trabajo de información y asesoramiento a los organismos internacionales

- * La preparación y/o realización de misiones internacionales que visiten el Uruguay interesándose por los presos y desaparecidos, así como por sus familiares y en general por la evolución de los derechos humanos en el país.

- * La realización de gestiones diversas tendientes al restablecimiento de las libertades democráticas y el estado de derecho en Uruguay. Un punto particular a señalar es el relativo a la violación de convenciones internacionales en materia de asilo por parte de Uruguay y Argentina, que ha tenido gran eco en la opinión pública internacional por el elevado número de uruguayos desaparecidos en Argentina, muchos de los cuales han sido transferidos ilegalmente a su país de origen.

CIRCULAR Nº 1, EMITIDA EL 22.9.77

BREVE RESEÑA DE LOS PROPOSITOS Y ORIGEN DE LA INICIATIVA

Tal como lo expresa el primer párrafo introductorio del LLAMADO, gravita en la opinión pública el conocimiento de la grave situación represiva de la que es víctima el pueblo uruguayo en su conjunto.

Esta situación que por otra parte no es única en América Latina, ya que como es sabido, otros pueblos hermanos padecen en mayor o menor medida similares situaciones de opresión, ha sido evocada con preocupación por parte de numerosas entidades representativas de vastos sectores de la opinión pública internacional.

Sin embargo resulta evidente que, a pesar de ello, en muchos casos, los resultados concretos no han estado a la altura de los obtenidos en situaciones similares en otros países latinoamericanos.

El caso de Chile es en este sentido bastante ejemplificante. La presión internacional obligó a la dictadura pinochetista a liberar centenares de prisioneros políticos. Similar situación no se produjo hasta el momento en Uruguay a pesar de la antigüedad y el número de prisioneros políticos y a pesar de los incansables esfuerzos que en el terreno de la solidaridad ha empeñado la comunidad uruguaya en el exilio.

Más allá de las múltiples diferencias con que ambas problemáticas son recogidas por la opinión pública internacional, está claro que en el caso de Chile, además de pronunciamientos públicos, de condenas y repudios a la dictadura, hubo presiones concretas, gestiones específicas, tramitaciones a niveles gubernamentales y diplomáticos, etc.

La iniciativa se orienta fundamentalmente a lograr las bases objetivas que permitan situar las acciones de solidaridad por Uruguay en esta segunda fase o nivel de tratamiento.

Para lograrlo es necesario que el llamado tenga la virtud de nutrirse del apoyo del mayor número posible de fuerzas sociales, profesionales, políticas, etc. a nivel europeo. En una palabra, es necesario que el llamado se constituya en un hecho relevante en Europa. Vale decir que la situación de los presos políticos uruguayos por ejemplo, se transforme en un problema que preocupe a los europeos y sea esta preocupación la que obligue (a los sectores con capacidad de hacerlo) a efectivizar dichas gestiones o presiones a que se hace mención precedentemente.

Porqué le hemos dado ese contenido

a) Prisioneros políticos. Las características de los destinatarios de esta circular nos eximen de abundar en mayores consideraciones acerca de los fundamentos, por los que este punto fue incluido entre las preocupaciones centrales del LLAMADO. Basta con remitirnos en consecuencia a lo explicitado en el LLAMADO.

Con respecto al término Amnistía, cabe señalar, sin entrar en consideraciones estrictamente políticas, ya que no es nuestra competencia y menos aún nuestra intención, que en nada interfiere ni importa en consecuencia, un retroceso a las consignas de "liberación de los prisioneros políticos" u otras que puedan estar planteadas ya por numerosos comités de solidaridad o bien por diversas fuerzas políticas uruguayas.

Efectivamente, nuestras propuestas e incluso el lenguaje con que son explicitadas, debe adecuarse necesariamente a nuestra competencia (jurista en tanto que juristas) y al contexto en que la iniciativa se desarrolla.

Por otra parte, si bien el término Amnistía importa jurídicamente "una gracia de poder establecido", nadie ignora que en política cuando ha habido una amnistía, esta ha sido arrancada a los gobiernos.

b) Refugiados. Este punto comprende tres situaciones que están claramente detalladas en el LLAMADO al que nos remitimos.

Como aclaración importante, cabría señalar que tratándose, en los tres presupuestos, de flagrantes violaciones de Convenios Internacionales en vigor, la legitimidad de nuestra preocupación en tanto juristas resulta evidente. Más aún, el cúmulo de pruebas que obran en poder de los Organismos Internacionales acerca de la entrega ilegal de refugiados políticos uruguayos residentes en Argentina a las autoridades de su país de origen, permite responsabilizar a ambos gobiernos de los que aún se encuentran desaparecidos y exigir su liberación y el cese de las persecuciones de que son objeto los refugiados en Argentina.

c) Libertades democráticas. Los fundamentos de este tópico están también ampliamente explicitados en el LLAMADO, por lo que nos ceñimos aquí a señalar que el término "libertades democráticas" encierra naturalmente las libertades públicas, individuales, sindicales, etc.

Cabe destacar que la amplitud del término da a la propuesta un cierto grado de flexibilidad tendiente a permitir la adecuación de la iniciativa a las condiciones cada día más dinámicas que presenta la realidad uruguaya.

Porqué los Juristas

Para que la iniciativa ofrezca desde el comienzo las garantías de objetividad e imparcialidad que permitan la integración y el aporte del más vasto espectro de fuerzas europeas.

De allí que la iniciativa deba mantenerse siempre en el plano de los Derechos Humanos.

A modo de anécdota podría agregarse que existen también razones históricas, ya que tres de los juristas que han realizado misiones al Uruguay en los últimos años, participan activamente en la iniciativa, además de haber participado en su gestación.

Secretariado Internacional

Está compuesto por los juristas uruguayos Edgardo Carvalho, Héctor Amilivia, Mario dell'Acqua, María Elena Martínez y Celia Gil, los franceses Jean Louis Weil, Louis Joinet, Nury Albala y los latinoamericanos Leandro Despouy (argentino), Pedro Enríquez (chileno) y Anina de Carvalho (brasileña).

En una próxima circular se completará la información acerca de sus funciones y tareas a las que se encuentra abocado.

Al solo efecto de adelantar las funciones centrales del Secretariado, señalamos que estas podrían reducirse a cuatro:

- 1) Lanzar la iniciativa.
- 2) Coordinar las tareas a los efectos de lograr un adecuado desarrollo a nivel europeo.
- 3) Ponerse a disposición de los distintos grupos de iniciativa en los distintos países.
- 4) Garantizar que la iniciativa se desarrolle en el marco de los Derechos humanos.

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE JURISTES
POUR L'AMNISTIE EN URUGUAY

11, RUE JEAN DE BEAUVAIN - 75006 PARIS

TÉL. : 325.16.47

COLOQUIO SOBRE EL ESTADO DE EXCEPCION Y
LOS DERECHOS HUMANOS EN URUGUAY

Programa de las jornadas de los días 15,16-12-1978

Viernes 15 hs. 30

Apertura del coloquio
Senador Bernard Parmantier (Francia)
Presentación del coloquio
Jean Louis Weil (Francia)
Las instituciones políticas y
constitucionales
Hipólito Solari Yrigoyen (Argentina)
Justicia Civil y Justicia Militar
Salvatore Senese (Italia)
Las garantías individuales y
los derechos de la defensa
Hans Thoolen (Países Bajos)
Violaciones de los derechos económicos
y sociales del perseguido político
Alejandro Artucio (Uruguay)
Solidaridad de los países europeos
Edmond Pettiti (Francia)

Sábado 9 hs. 30

Derechos económicos, sociales y culturales.
Edgardo Carvalho (Uruguay)
El régimen uruguayo frente al
Derecho Internacional
Robert K. Goldman (Estados Unidos)
Síntesis y conclusiones.
Presentación a la prensa
Louis Joinet (Francia)

Le Secrétariat International de Juristes pour l'Amnistie en Uruguay
vous invite à participer au colloque sur

L'ETAT D'EXCEPTION ET LES DROITS DE L'HOMME EN URUGUAY

qui se tiendra au Sénat de la République Française
le vendredi 15 Décembre 1978 de 15 h. 30 à 19 h.
et le samedi 16 Décembre de 9 h. 30 à 12 h.

Avec le soutien de

La Commission Internationale de Juristes
Le Secrétariat International de Juristes Catholiques
L'Association Internationale de Juristes Démocrates
La Fédération Internationale des Droits de l'homme

Sous la présidence de Bernard PARMANTIER
Sénateur de Paris - Membre Honoraire du S.I.J.A.U.

SENAT - Salle Médicis

Palais de Luxembourg - Paris 6^e

APERTURA DEL COLOQUIO

Senador Bernard PARMANTIER

Señoras, señores, queridos amigos, estimados colegas parlamentarios, ante todo quiero transmitirles mis saludos y decirles lo mucho que me honra recibirlos en el Senado y poder contribuir a la organización del Coloquio sobre "El Estado de Excepción y los Derechos Humanos en el Uruguay":

Como senador, tengo el honor de pertenecer a esta Cámara Alta de la República cuya preocupación por la defensa de las libertades individuales y colectivas es el carácter dominante y constante de su tradición.

Como socialista, estoy aquí para manifestar el compromiso de mi partido y de todos sus militantes con los pueblos que luchan por la libertad, la independencia y la democracia, y para demostrar junto a ustedes, junto a los participantes cuyo origen internacional evidencia la importancia del evento, que el pueblo uruguayo recibe, aquí en el Senado, la solidaridad activa de todos los demócratas.

Si nuestra atención se vuelca hoy hacia el Uruguay, no podemos olvidar que otros países del Cono Sur de América Latina viven también la misma tragedia de las dictaduras militares caracterizadas por una represión que ha alcanzado los límites del horror, por las privaciones y la miseria, por la pérdida de la independencia nacional.

Es responsabilidad de todos los demócratas denunciar las dictaduras que encarcelan, torturan, ase-

sinan, obligan a la emigración o al silencio a las fuerzas vivas de la población.

Sabemos que hay más de 5.000 prisioneros políticos en Uruguay en una población de alrededor de dos millones y medio de habitantes.

Sabemos que todos los ciudadanos de ese país viven cotidianamente en la inseguridad más total: física, económica y moral.

Pero sabemos también que el silencio cómplice de los dictadores es el refugio detrás del cual cometen sus innobles crímenes.

Es por todo eso, estimados amigos y camaradas, que hoy debemos, todos juntos, romper el silencio para que viva el pueblo uruguayo, para que viva el Uruguay libre y democrático.

PRESENTACION DEL COLOQUIO

Dr. Jean-Louis WEIL
Abogado ante la Corte de París. Miembro fundador del SI-JAU. Primer Secretario de la Conferencia de los abogados de París. Ha realizado múltiples misiones de investigación sobre el problema de los derechos humanos en diferentes países de América Latina.

Les agradezco, señoras y señores, vuestra participación en este Coloquio, al que el Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay otorga una gran importancia y en el cual deposita muchas esperanzas. Para nosotros, en efecto, no es sólo el fruto de las reflexiones y acciones llevadas a cabo desde hace dos años, es sobre todo, en nuestra opinión, y debe serlo, el punto de partida de un gran movimiento de solidaridad con Uruguay. ¿Por qué?

Debo presentarles este Coloquio, sus razones de ser y su significado, pero antes que nada debo presentarles nuestro Secretariado. El Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay no fue fundado para crear una organización internacional de juristas más. Ellas son numerosas y contamos hoy con la participación efectiva y activa de la Comisión Internacional de Juristas, de la Federación Internacional de Derechos del Hombre, de la Asociación Internacional de Juristas Demócratas y del Movimiento Internacional de Juristas Católicos.

Pero al retorno de nuestras misiones en Montevideo, especialmente la que hicimos en 1975 con Louis

Joinet, mandatados por la Federación Internacional de Derechos Humanos, hemos pensado en la necesidad de reunir en el seno de un secretariado, todos aquellos que en el plano internacional luchan solidariamente contra la dictadura uruguaya. Teníamos que definir mejor, que respetar mejor la propia identidad del Uruguay. Por supuesto, conocemos el martirio de otros pueblos de América Latina, y somos los primeros en situar el de Uruguay en el cuadro más general de América Latina, pero hay que decir también y reconocer que no siempre hemos sabido, después del golpe de estado de 1973, hablar suficientemente de Uruguay, solicitados por cierto por otros golpes de estado, en Chile, en Argentina, por la gravedad de la situación en Paraguay, en Brasil, etc. ... Probablemente debamos reconocer que nuestras organizaciones internacionales no han hablado suficientemente de Uruguay. Ellas quieren hacerlo hoy, situando el problema del Uruguay en ese contexto particular del Cono Sur de América Latina, pero respetando la identidad uruguaya y sus caracteres propios. Esta es la razón, yo diría esencialmente técnica, de un secretariado que quiere ser coordinador y que trabaja ligado a esas cuatro organizaciones internacionales de juristas.

Hay una segunda razón, muy fundamental. Es la participación y la presencia efectiva, en este Secretariado de juristas europeos y americanos, de nuestros amigos y colegas uruguayos. Hay desgraciadamente, ustedes lo saben, muchos juristas y otros profesionales tocados por la represión uruguaya y el número de profesores de derecho, de magistrados y abogados, algunos presos y torturados o en el exilio, es considerable. Es uno de los mas altos del globo, en relación al total de la población. Y esta presencia efectiva, este trabajo dinámico de todos estos juristas exiliados, que trabajan y luchan en distintos países de Europa para revelar al mundo entero lo que ocurre en Uruguay, demuestra que es absolutamente fundamental que este Secretariado sea un secretariado al servicio del Uruguay, que a través de ellos se exprese la oposición uruguaya. Nosotros les decimos solemnemente: este Secretariado es de ustedes, y debe ser, a nivel internacional, uno de los portavoces, en ustedes, del pueblo uruguayo. Es así al menos que concebimos la acción solidaria en el trabajo en común.

Habiendo definido estas razones de ser, hemos pues creado el Secretariado hace casi dos años, luego

de esta primera misión a Montevideo, con Louis Joinet y con otro jurista francés, Nuri Albala, que tuvo la ocasión de efectuar una misión en Argentina a propósito, como ustedes saben, del secuestro y rapto de ciudadanos uruguayos en Argentina, especialmente en 1976. Como miembros fundadores de nuestro Secretariado están los juristas uruguayos Edgardo Carvalho, Héctor Amilivia, Mario Dell'Acqua, Maria Elena Martínez y Celia Gil, que están aquí presentes. Por América Latina tenemos también a Leandro Despouy, abogado argentino exiliado y que cuando ejercía su profesión tuvo la oportunidad de defender, justamente, esos prisioneros uruguayos detenidos en Argentina. Son también miembros fundadores Pedro Enríquez, de nacionalidad chilena y Anina de Carvalho, de nacionalidad brasilera. Este conjunto marca así el carácter internacional de nuestro Secretariado. Después de esta iniciativa, numerosos juristas del mundo entero decidieron adherir a nuestro Secretariado, y felizmente, sería demasiado largo aquí citarles los nombres de los miembros activos del Secretariado. En efecto, lanzamos un llamado a fines del año pasado, en diciembre con la firma, no sólo de numerosos juristas de todos los países del mundo entero, sino también con el apoyo efectivo de una serie de organizaciones internacionales de juristas y de abogados. Debo decirles que la acogida manifestada a este llamado es tan importante que nos lleva a pensar que la vía que hemos elegido es una buena vía, aunque no la única.

Hemos realizado también, en acuerdo con estas organizaciones internacionales de juristas, participantes activas en este Coloquio, varias misiones. Personalmente, pero evocaremos este problema mañana, regreso de una misión efectuada en Brasil en diciembre de 1978 sobre el rapto de esos cuatro uruguayos en Porto Alegre hace algunas semanas.

Todas estas iniciativas, unidas a numerosas intervenciones públicas en Europa, concurren hoy a hacer de este Coloquio de París, un coloquio de síntesis del conjunto de estas iniciativas y de estas informaciones.

Quiero, para terminar, decirles una vez más, que para nosotros este Coloquio es un punto de partida. Nos hemos dado, es el nombre mismo de nuestro Secretariado, como objetivo fundamental la AMNISTIA EN URUGUAY. Quiero que quede claro, en todos los

ánimos, lo que significa la amnistía para nuestro Secretariado.

Se reprocha, a veces injustamente, a los juristas, la lucha por la amnistía, considerando que la amnistía borra todo, incluso los crímenes de los torturadores, que se quiere olvidar el pasado, que se quiere olvidar la dictadura, para recomenzar sobre nuevas bases como si nada hubiera pasado.

La amnistía no es eso. La amnistía no es la gracia que se suplica al Poder Ejecutivo y a la dictadura, que se mendiga. La amnistía es un derecho fundamental, es un momento histórico para un país y para un pueblo, en el que se dice no solamente que no habrá más presos políticos, que no habrá más policías que torturen, es un momento en que se dice que no habrá más exiliados políticos, que todos sin excepción ni discriminación, deben volver a su país; es un momento en que se dice, finalmente, y esto es lo esencial, que no habrá más legislación de excepción.

Hay que tener bien en cuenta que luchar por la amnistía es una conquista, y que obtener ese resultado no es de ninguna manera olvidar el pasado. Es obligar a la dictadura a deponer las armas. ¿Cómo un gobierno militar del tipo del de Uruguay podría sostenerse, podría continuar, sin sus medios de represión, sin el exilio, sin los encarcelamientos, sin la tortura, sin la censura de prensa y de las libertades sindicales? Es radicalmente imposible. Para nosotros la amnistía es una lucha fundamental, es el derecho de un pueblo, es un momento histórico e insistimos en recordarlo para definir el objetivo que nos hemos fijado.

La segunda consecuencia de la amnistía no es solo la liberación de los presos políticos y el retorno de los exiliados -y es la parte positiva de la amnistía, es la parte creadora- es el restablecimiento en Uruguay de las estructuras de derecho, de la Constitución, del Parlamento, de los organismos que harán revivir al Uruguay.

La amnistía debe desembocar en una restauración auténtica, e insisto, auténtica, de la democracia uruguaya, con el conjunto de sus instituciones y con el conjunto de las garantías fundamentales. El restablecimiento del derecho de asociación, el restablecimiento

to de la libertad de prensa, el restablecimiento de la vida de los partidos políticos, todos, sin excepción ni reserva, el restablecimiento de las libertades sindicales y del derecho de huelga.

Todo esto forma parte de la lucha por la amnistía. Ustedes comprenderán que en estas condiciones, nuestro Coloquio, en un esfuerzo de síntesis entre todos nosotros, se propone lanzar hoy en París, una vasta campaña mundial por la amnistía en Uruguay. Y nos acercamos aquí, naturalmente, a otras campañas por otros países en América Latina.

Regreso de Brasil. He quedado impactado por la importancia del movimiento por la amnistía en Brasil. No es por casualidad si la oposición brasileña, en todas sus estructuras, parlamentarias, políticas, sindicales, finalmente se ha reunido en torno a un tema común, el de la amnistía. Deseamos esta misma unión de las fuerzas democráticas uruguayas.

He aquí, señoras y señores, muy sumariamente resumidas las razones de ser y los orígenes de nuestro secretariado y lo que éste propone como tema común a todos. Deseamos, una vez más, que este Coloquio contribuya a desarrollar este movimiento de solidaridad internacional en favor del Uruguay y haga oír la palabra de los uruguayos en el exilio en el mundo entero.

Muchas gracias.

LAS INSTITUCIONES POLITICAS Y CONSTITUCIONALES

Dr. Hipólito SOLARI YRIGOYEN
Abogado argentino, Doctor en
Derecho y Ciencias Sociales.
Senador nacional. Profesor uni-
versitario. Especialista en de-
recho laboral. Periodista. Pre-
sidente de varias asociaciones
de periodistas. Miembro del Co-
mité Nacional de la Unión Cí-
vica Radical. Autor de trabajos
y conferencias sobre el tema
de los derechos humanos. Se
ocupa intensamente de los pro-
blemas de los refugiados urugua-
yos en la Argentina.

Señor Presidente, señoras y señores: como natu-
ral de un país vecino y amigo del Uruguay y al mismo
tiempo integrante de América Latina, si tuviera que
definir lo que a través de todos los tiempos ha carac-
terizado a la República Oriental, tendría que refe-
rirme a sus instituciones democráticas, a su amor a
la libertad, a su respeto por la justicia y a la vi-
gencia del Estado de Derecho. No puedo tampoco men-
cionar al Uruguay sin hacer mención a su educación
y a su avanzada legislación social que ha marcado
rumbos en todo el continente. Como prueba de su al-
to nivel cultural basta citar su carencia de analfa-
betismo y el prestigio de la Universidad de la Repú-
blica, que trascendía las fronteras para esparcirse
por toda América.

Cierto es que estas instituciones que nos asom-
bran por su estabilidad en América Latina comenzaron

a deteriorarse como consecuencia de la crisis económica y su evolución. Este es un punto digno de ser tenido en cuenta por los pueblos desarrollados que carecen de los problemas de los pueblos del Tercer Mundo. Es difícil dar una fecha para señalar cuándo comenzó el deterioro institucional. Tal vez comienza a partir de 1967 cuando empiezan a ser aplicadas unas medidas excepcionales, previstas por la Constitución del Uruguay.

Estas medidas fueron las Medidas Prontas de Seguridad. Su naturaleza era limitada. La Constitución uruguaya no prevee la ley marcial o el estado de sitio, por ejemplo, y la obligación de quienes aplican las Medidas Prontas de Seguridad era de dar inmediato aviso, dentro de las 24hs., a las dos cámaras del Congreso Nacional, reunidas en Asamblea General.

Pero estas Medidas de Seguridad, de carácter restringido, que podrían solamente haberse aplicado frente a un caso de conmoción interior o de ataque exterior, sin embargo, fueron el instrumento para la degradación de las instituciones, por el que las Fuerzas Armadas adquirieron cada día más poder, en desmedro del poder civil y de la vigencia constitucional. Hubo un verdadero uso abusivo, se puede decir, de las Medidas Prontas de Seguridad.

Fueron estas medidas las que crearon un Poder Ejecutivo desbordante, que avasalló al Poder Legislativo mientras que éste subsistió y al Poder Judicial. Era por entonces Presidente de la República el señor Pacheco Areco. En la historia se vinculará su nombre con el comienzo de un Uruguay distinto, un Uruguay negro, un Uruguay que con la cronología y el avance de los años será episódico, pues el día de la restitución de las instituciones llegará sin duda.

Las Medidas Prontas de Seguridad autorizaban a arrestar a las personas o a trasladarlas de un punto a otro del país, como medida de excepción.

A pesar del deterioro que estoy mencionando, la tradición democrática uruguaya era tal que contaba más en el país que las actitudes del Poder Ejecutivo para ir destruyendo paso a paso la demo-

cracia y las libertades fundamentales. Y por supuesto, quienes resultaron primeras víctimas, como suele ocurrir -y de esto hay buena experiencia en todo el continente- fueron los sectores de menos recursos, las clases asalariadas, las clases que no tienen más capital productivo que su trabajo. La tradición democrática se veía por todas partes, en los organismos populares, en las fuerzas de los partidos políticos, en la vieja y honrosa tradición sindical de la República.

Febrero de 1973 es una fecha clave. En ella los militares se integran al gobierno y conquistaron en forma definitiva gran parte del poder. Fue entonces que se creó el Consejo de Seguridad Nacional (COSENA). Ese consejo estaba formado por el Presidente, por la Junta de Comandantes en Jefe de las Fuerzas Armadas y por los ministros de Defensa, Interior y de Relaciones Exteriores.

Desde la iniciación de este consejo comenzó a aplicarse en Uruguay la filosofía que hoy conocemos con el nombre de Doctrina de la Seguridad Nacional, y que comenzó a ser aplicada en América Latina cuando los militares tomaron el poder en Brasil en 1964. A grandes rasgos, esta doctrina que reposa en los principios de la guerra fría, superados ya para esa época, divide al mundo en dos sectores en pugna: el sector del Bien, caracterizado por lo que ellos entienden que es el Occidente, y el sector del Mal, caracterizado por el Oriente. No sería más que una lucha entre el capitalismo y el comunismo. En el sector del capitalismo el enemigo está infiltrado en todas partes, está oculto, se encuentra en la Universidad, en los sindicatos, en los partidos políticos, en la asociación vecinal. Esto los lleva a concluir, a sus sostenedores, que estamos en guerra, la tercera guerra mundial, que es una guerra total.

Cuando empezó a aplicarse esta doctrina, en el Parlamento se levantaron voces señalando el peligro del avance totalitario dentro de esta República que no podía, aún por entonces, concebir qué destino trágico se le avecinaba en forma acelerada. Fueron voces que surgieron en algunos sectores del Partido Colorado, en el sector mayoritario del Partido Blanco, con Wilson Ferreira Aldunate, en el Frente Amplio con el ex-senador Erro, el senador Rodríguez y tantos otros. No quisiera con estas menciones ser

exhaustivo para no caer en la injusticia, pero en definitiva este Parlamento significaba una valla frente a los desbordes del Poder Ejecutivo y por ello el 27 de junio de 1973 éste lo clausuró.

Las consecuencias de este golpe de Estado no dejaron de hacerse sentir. No sólo se clausuró el Parlamento, se creó el Consejo de Estado, se estableció la censura de prensa, se disolvieron los poderes municipales, y se crearon para sustituirlos Juntas de Vecinos sin ninguna representación. Se suspendió el derecho de reunión, se disolvió la Convención Nacional de Trabajadores (CNT) que merece por su tradición de lucha obrera un capítulo especial por lo que ella ha significado en el progreso social del Uruguay. Por supuesto, se suspendieron los derechos a las huelgas y a los paros, quitándosele a los trabajadores sus armas pacíficas para obtener justas y muchas veces mínimas reivindicaciones que necesitaban en un país en donde una clase dominante día a día iba conquistando más poder.

Si nosotros leyéramos ahora los fundamentos que se invocaron para dar el golpe, nos quedaríamos sorprendidos por la falacia de sus argumentos. Todos esos valores que brillan por su ausencia en Uruguay, según los autores del golpe, eran los que ellos venían a rescatar.

El pueblo no aceptó ni siquiera "ab initio" el golpe y hubo una huelga general que duró 15 días y que demostró hasta qué punto estaban arraigadas, como lo están hoy día, las convicciones democráticas en el Uruguay.

La dictadura quiso entonces revertir la situación y para ello pensó cambiar el esquema de poder en la Universidad y en los sindicatos. Convocó a elecciones en la Universidad y el resultado del comicio ratificó el triunfo de las posiciones progresistas y democráticas, antimilitaristas. Y no pasó mucho tiempo, cuando en octubre de ese año optara el Poder Ejecutivo por intervenir la prestigiosa Universidad de la República, muchos de cuyos profesores y su rector Maggiolo tuvieron que pasar al exilio.

En cuanto a los sindicatos, no bastó la disolución de la CNT y se dictó una nueva reglamentación,

pero ésta tampoco pudo ser aplicada porque aún la escala mínima de actividades permitidas en el campo sindical hubiera hecho que los obreros manifestaran su protesta contra una política clasista -elitista- que iba en desmedro de la inmensa mayoría del pueblo.

En este período que fue de junio de 1973 a junio de 1976, el presidente de facto era Bordaberry, electo con normas vigentes en aquel entonces, aunque en un escrutinio dudoso que muchos pensaron que no había hecho más que sustituir los verdaderos resultados en desmedro de la fórmula del Partido Blanco que encabezaba Wilson Ferreira Aldunate y en segundo término de la fórmula del Frente Amplio que encabezaba ese mártir de la democracia, todavía prisionero, el general Líber Seregni. Se planteaban entonces los hombres del régimen, cómo iban ellos a poder seguir detentando el poder. ¿Es que iba a haber elecciones tal como correspondía y había sido ratificado por el presidente de facto, Bordaberry? Pero la respuesta militar a estos problemas eran nuevas y nuevas actas institucionales, con las cuales se iba modificando la Constitución, a pesar de que ella preveía que cualquier reforma que se realizara debía ser seguida de un plebiscito. Y como consecuencia de esos estudios y de los problemas que se les creaban a los militares, aún con la presencia de un fantoche civil como era Bordaberry, llegaron a lo que vino a ser como un golpe dentro de un golpe de Estado y así fue que de un día para otro fue destituido el Presidente de facto y se suspendieron definitivamente las elecciones que debían efectuarse ese año y Bordaberry se había comprometido a convocar, pasara lo que pasara.

Las consecuencias de estas medidas fueron un debilitamiento mayor del Poder Civil y la institucionalización de la presencia militar en los organismos de Estado por un lado, y por el otro, la modificación del ordenamiento jurídico tendiente a la concentración del poder en manos del Poder Ejecutivo de todas las funciones del Estado.

Hubo muchas actas institucionales tendientes a afirmar estas dos graves consecuencias que implicaban una nueva etapa de la degradación institucional uruguaya. Así fue como el Acta N°4 prohibió por 15 años el ejercicio de todos los derechos políti-

cos a todos aquellos ciudadanos que hubieran participado efectivamente en la vida política del Uruguay a partir del año 66. Fíjense que lo que cabría mencionar como una honra de la ciudadanía del Uruguay, se consideraba como un defecto dentro de esa nueva óptica fascista que alimentaban las Fuerzas Armadas. Aproximadamente 10.000 ciudadanos cayeron sancionados con esta Acta Nº4.

También se creó un nuevo órgano, el Consejo de la Nación, al que compete designar a las autoridades máximas: Presidente de la República, Presidente y miembros del Consejo de Estado, miembros de la Corte de Justicia, Tribunal de lo Contencioso-Administrativo y Corte Electoral. Este Consejo de la Nación está integrado, tanto por los miembros del Consejo de Estado, como por la Junta de Oficiales Generales, lo que muestra también en este aspecto el avance del Poder Militar.

Por el Acta Nº13 se creó la Secretaría de Planeamiento y por el Acta Nº8 se ha negado la posibilidad de impugnar en Justicia cualquier acto administrativo dictado por razones de seguridad y supuesto interés público. Es un nuevo avance de las facultades discrecionales de las Fuerzas Armadas dentro del Estado Totalitario.

Por el Acta Nº8 se intervienen los organismos de Justicia y Administración Electoral, fundamentando que es necesario que el Poder Ejecutivo tenga un control y una responsabilidad inmediata en todo lo relacionado con el Registro Cívico Nacional.

Por el Acta Nº7 se abren las vías de la depuración de la Administración Pública y se permite la destitución por simple acto discrecional de la autoridad administrativa, sin necesidad de sumario y sin posibilidad de defensa o de impugnación ante una autoridad judicial.

Vemos así, en pocas palabras, cómo un Estado Democrático fue sucesivamente reemplazado en pocos años por un sistema totalitario. Los militares, inspirados en esa Doctrina de la Seguridad Nacional, tenían y tienen, un proyecto totalitario. No es un proyecto bien definido, por cuanto no saben qué salida dar al proceso. Tienen que enfrentar dos

oposiciones claves, la del pueblo del Uruguay, por cuanto el divorcio es absoluto entre el gobierno y los sectores populares, y por otro lado la presión de una opinión pública internacional que está justamente hipersensibilizada por las experiencias de los gobiernos fascistas, que condujeron a la debacle internacional de la segunda guerra mundial y que hace que los pueblos libres reaccionen inmediatamente en cuanto aparece un brote nazi, en cualquier lugar del mundo.

SOLIDARIDAD DE LOS PAISES EUROPEOS

Dr. Edmond PETTITI.
Abogado francés. Presidente
del Colegio de Abogados de
la Corte de París. Presiden-
te del Movimiento Internacio-
nal de Juristas Católicos, en
cuyo nombre efectuó numerosas
misiones de investigación so-
bre los derechos humanos en
varios países.

Sabemos cuál era el valor de la escuela de de-
recho uruguayo, qué enseñanza dejó al mundo jurídico
en la elaboración de doctrinas que hasta los últimos
años fueron doctrinas de cooperación, de comprensión
recíproca. totalmente conformes al mensaje de las
Naciones Unidas. Consideramos que Uruguay atravie-
sa un período difícil en la vida de su pueblo -como
cada uno de nuestros países ha podido conocer-.

Puesto que estamos en la semana en que celebra-
mos el XXX Aniversario de la Declaración Universal
de los Derechos Humanos que en París dio lugar a
importantes manifestaciones, tanto en la UNESCO co-
mo en Nuestra Señora de París, en el seno de todas
nuestras Organizaciones No Gubernamentales, hay que
tomar conciencia, y precisamente sentirnos reconfor-
tados en nuestros esfuerzos sobre los derechos huma-
nos al ver que la acción internacional sobre la opi-
ni3n pública tiene un impacto considerable.

Muy a menudo nos desanimamos, nos sentimos de-
cepcionados, a menudo lo hemos estado por Argentina,

por Chile, por Uruguay, cuando no vemos inmediatamente la traducción de nuestros esfuerzos, la traducción de nuestras intervenciones, pero esas intervenciones, tarde o temprano dan fruto.

Tenemos ahí el ejemplo de la Comisión "ad hoc" de encuesta de la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas en lo que concierne a Chile. Finalmente pudo forzar todas las barreras y fue admitida a encuestar en el país. Nuestro esfuerzo como ustedes saben, y se aproxima al que concierne a las violaciones de derechos de hombre en Uruguay, es obtener la prorrogación de la misión de esta comisión "ad hoc". La Asamblea de las Naciones Unidas va a pronunciarse prontamente por esta prorrogación, porque es la primera vez que una comisión delegada por la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas ha podido encuestar en el país mismo. Es, evidentemente, lo que nosotros deseamos poder obtener, en las mismas condiciones, con el mismo procedimiento, para Uruguay. Es ahí que comienza el ejercicio de la acción internacional, el pasaje del derecho internacional académico al derecho internacional político.

Tenemos igualmente una segunda fuente de acción que ya ha sido emprendida pero que se puede reforzar. Ahora el número de ratificaciones para la adopción y la aplicación de los pactos llamados sociales y políticos de las Naciones Unidas ha alcanzado el nivel que era necesario. En consecuencia, para los estados que han sido a la vez firmantes y que han ratificado, los pactos entran en aplicación. El miércoles último, el Presidente de la República Francesa decidió presentar ante el Consejo de Ministros y luego al Parlamento la ratificación de esos mismos pactos por parte de Francia.

Sabemos que en virtud de esos pactos, los derechos de petición, tanto frente a las Naciones Unidas como frente a la UNESCO -derecho de petición individual y colectivo- pueden forzar la entrada, superando la fuerza de la inercia de ciertas comisiones, de la inercia de ciertas instituciones, y puesto que somos juristas, debemos en este momento preocuparnos por encontrar los procedimientos más ade-

cuados para reforzar la opinión pública en la toma en consideración de los problemas que se plantean. Cuando hayamos multiplicado las acciones de este tipo podremos ciertamente obtener resultados.

Lo que parecía imposible hace algunos meses en Irán, se vuelve posible... las transformaciones que hemos podido conocer en ciertos estados de cada uno de los continentes, nos muestran que en todo momento -y la Grecia de los Coroneles- había sido también un ejemplo- se puede pasar de la tiranía a la democracia, aún en condiciones históricas casi imprevisibles. Esta misma experiencia puede operar para otros países que conocen aún la opresión, la miseria, la tiranía y la tortura.

Lo esencial es que los hombres no pierdan nunca el coraje en esta acción solidaria; que lo hagan con plena conciencia, sabiendo que no basta atacar una forma particular de opresión -todas las opresiones deben ser objeto de la condena de los hombres de buena voluntad-. Es en la medida en que en el plano humanitario y universal hayamos consagrado esta indivisibilidad de los derechos del hombre, cualquiera sea el país, cualquiera sea el régimen, cualquiera sea la nacionalidad de los opresores o de sus víctimas, que habremos trazado el buen camino.

Les agradezco.

LA JUSTICIA MILITAR Y LA JUSTICIA CIVIL

EN URUGUAY

Juez Salvatore SENESE
Magistrado italiano. Secretario General de la Asociación de Magistrados Italianos: Magistratura Democrática. Miembro informante del Tribunal Russell en sus sesiones sobre América Latina.

Gracias señoras y señores. El título de este informe es "La Justicia Militar y la Justicia Civil en Uruguay", un título técnico, muy técnico, que se podría traducir así: "La destrucción de la Justicia en Uruguay", porque es de eso finalmente, que voy a hablarles. Pero lo haré de la manera más técnica, más jurídica, incluso más fría y racional posible, porque frente a este proceso que se vive en Uruguay y en gran parte de América Latina y que se puede llamar un proceso de destrucción de toda razón, pensamos que la respuesta debe ser al mismo tiempo emocional y racional y por lo tanto tenemos que emplear todos los análisis, todos los instrumentos del análisis jurídico que reafirman la importancia del derecho frente a un mundo que parece querer destruir todos los derechos.

Esta exposición abarcará seis puntos: El primero, la organización tradicional del Poder Judicial en Uruguay, el segundo, las Medidas Prontas de Seguridad y su impacto sobre el Poder Judicial, el tercero, el Estado de Guerra Interno y la Ley de Seguridad Nacional, el cuarto, la Justicia Militar, el quinto, la culminación del proceso de negación de la

justicia a través de la creación de una justicia ordinaria sometida y finalmente, la perspectiva actual.

1. La organización tradicional del Poder Judicial

La independencia del Poder Judicial fue uno de los elementos esenciales de la vasta tradición liberal del Estado uruguayo.

El principio de la separación de poderes, punto importante del horizonte ideológico de José Artigas, héroe de la independencia nacional, es afirmado en todas las constituciones desde 1830, y de manera más acentuada que en las instituciones de las democracias liberales de Europa Occidental.

En efecto, y ateniéndonos solo al último texto constitucional, el de 1967, la Constitución preveía una especie de "autoadministración" del Poder Judicial que quedaba así totalmente separado del Poder Ejecutivo, a tal punto que no había Ministro de Justicia. Todas las competencias relativas a la administración, incluso económicas de los tribunales y de todos sus miembros, así como los nombramientos y la disciplina de los jueces estaban en manos de la Corte Suprema de Justicia (Artículo 329). Esta estaba formada por cinco miembros que nombraba la Asamblea General (Cámara de Senadores y Cámara de Diputados reunidas en sesión conjunta) por una mayoría de dos tercios. Este sistema, en el cual el lazo entre el Poder Judicial y el Poder Ejecutivo se realizaba a través de la Asamblea General es totalmente distinto del modelo napoleónico del Juez Funcionario que nosotros conocemos en nuestros países, y es un sistema, creo, mejor adaptado a la protección de la independencia de los jueces. Sobre todo hacía los jueces totalmente independientes del Poder Ejecutivo. Y esta independencia no era un hecho corporativo, puesto que era completada en lo referente a las libertades de los ciudadanos por otros principios constitucionales -tales como la previsión de un recurso de "habeas corpus" para el control inmediato del arresto- que orientaban el funcionamiento de esta independencia hacia la garantía de las libertades.

La independencia de los jueces, pues, era un pilar de la ideología liberal en Uruguay. Y esta ideología, por otra parte, impregnaba profundamente la Asociación de Magistrados Uruguayos, una de

las más prestigiosas de América Latina.

Comprendemos bien, entonces, que las transformaciones institucionales de Uruguay desde 1967 -caracterizadas por una extensión progresiva del Ejecutivo hasta la desaparición del Parlamento y, dentro de ese proceso, por una participación creciente de las Fuerzas Armadas en el poder hasta la militarización del Estado- no podían acomodarse a un orden judicial así estructurado.

Las fuerzas que condujeron ese proceso, prefirieron, en lugar de un control directo del Poder Judicial, eludir la intervención de los tribunales y vaciarlos de todo poder, sustrayéndoles todos los casos que ponían en juego las libertades garantizadas a los ciudadanos.

La historia de la marginación de la justicia uruguaya en el correr de los últimos 10 años es un elemento constitutivo del proceso de destrucción del Estado de Derecho en ese país. Retrasar sus etapas significa seguir bajo ese ángulo particular las fases sucesivas del aniquilamiento de las libertades en Uruguay. Solo al término de este camino doloroso el Poder Militar se atacó directamente a la Justicia Civil, rehaciéndola de arriba a abajo para remodelarla según sus necesidades y su lógica.

2. Las Medidas Prontas de Seguridad

Podemos citar en 1967 los comienzos de la crisis institucional uruguaya, cuando Pacheco Areco, elegido Vice-presidente de la República en 1966, tomó, como estaba previsto en la Constitución, el lugar del Presidente Oscar Gestido que había fallecido. Para enfrentar la crisis económica y social y la guerrilla, el Presidente Pacheco Areco recurrió, de manera exorbitante en relación a su carácter excepcional, a los poderes especiales que la Constitución acordaba al Presidente en el artículo 168, parágrafo 17. Este artículo permite adoptar, "medidas prontas de seguridad" en razón de las cuales el Ejecutivo

puede ordenar el arresto de personas, fuera de los casos previstos por la ley, y su transferencia a uno u otro lugar del país, salvo que ellas optaren por el exilio. Estas medidas deben ser notificadas a la Asamblea General o, si esta no se encuentra en sesiones, a la Comisión Permanente a los efectos de su ratificación.

El gobierno recurrió a estas medidas en forma habitual. Pacheco consideraba que su empleo se extendía mucho más allá del terreno de las libertades individuales y le sirvieron para enfrentar diversos aspectos de la vida del país, del comercio exterior al mercado de cambios, de los alquileres hasta la enseñanza, de la censura de la prensa oral y escrita al derecho de asociación. El Parlamento en general ratificó dichas medidas y cuando en dos oportunidades no dio su asentimiento, Pacheco lo desconoció. La primera vez, restableciendo las medidas tres horas después del veto parlamentario, la segunda negando pura y simplemente la competencia de la Comisión Permanente que las había anulado.

El país se encuentra así en presencia de un orden jurídico doble: un orden jurídico normal, fundado sobre la Constitución y las leyes, y un orden jurídico especial, fundado sobre las Medias Prontas de Seguridad.

La justicia ordinaria se mantuvo en el orden jurídico normal, mientras que los arrestos arbitrarios, las prisiones en lugares secretos, la violencia contra los detenidos, la tortura, se multiplican en el orden especial.

Se burla así el papel del Poder Judicial de garante de las libertades. Este intentó, sin embargo, reafirmar sus funciones especialmente aceptando recibir recursos de "habeas corpus" a propósito de las personas golpeadas por las Medidas Prontas de Seguridad. Esta actitud fue incluso confirmada por la Suprema Corte pero el Poder Ejecutivo rechazó siempre la intervención judicial, lo que determinó un estado de tensión constitucional posterior. Hubo otras intervenciones de la Magistratura, por ejemplo, para garantizar a las personas detenidas en virtud de las Medidas Prontas de Seguridad el dere-

cho a optar por el exilio. Otro conflicto fue en ocasión de la expulsión de inquilinos; los jueces estatuyeron sobre la base de la ley y no sobre las Medidas Prontas de Seguridad que pretendían regular la materia y que no habían sido ratificadas por la Comisión Permanente. Por otra parte, en lo penal, que aún estaba reservado, los jueces adoptaron la misma actitud de independencia, reafirmando en los casos de delitos políticos, luego de algunas dudas, el principio de la responsabilidad penal y el rechazo de toda responsabilidad colectiva.

Estas manifestaciones de independencia chocaron gravemente con el poder político comprometido en la vía de la violación progresiva de la Constitución. Se habló de conflictos entre poderes, en realidad los jueces se habían limitado a aplicar correctamente la ley. Se lanzó de inmediato una virulenta campaña contra la Magistratura, acusada de inmiscuirse en los asuntos políticos, y el 1º de marzo de 1972 Pacheco Areco llegó a acusar públicamente al Poder Judicial de actuar bajo la presión del miedo a los guerrilleros.

3. Del Estado de Guerra Interno a la Ley de Seguridad Nacional

El acrecentamiento de la represión durante la presidencia de Pacheco se acompaña de un compromiso progresivo y directo de las Fuerzas Armadas en la vida de las instituciones. Cada vez con más frecuencia las personas golpeadas por las Medidas Prontas de Seguridad eran internadas en cuarteles, mientras que el Ejército comenzaba a recibir de los Estados Unidos una ayuda considerable y se reorganizaba dotándose de un equipamiento moderno para poder asegurar cabalmente el orden interior.

El 9 de setiembre de 1971 el decreto 566/971 confía la conducción de la lucha contra la guerrilla a las Fuerzas Armadas, crándose con este propósito un Estado Mayor Conjunto que incluía a la Policía. Algunos meses más tarde un Escuadrón de la Muerte se

forma, con apoyo de las Fuerzas Armadas. Todo esto lleva el clima social y político a una gran exhuberancia bajo el intercambio de golpes y respuestas entre Tupamaros y Escuadrón de la Muerte. Las Medidas Prontas de Seguridad no son suficientes en ese momento, es necesario encontrar a todo precio el medio de sustraer definitivamente los delitos políticos de la Órbita de los jueces ordinarios y hacer entrar a las Fuerzas Armadas directamente en el engranaje judicial.

Es así que el 14 de abril de 1972, aprovechando la emoción producida en la opinión pública por la ejecución por parte de los Tupamaros de cuatro miembros del Escuadrón de la Muerte, y preocupados por las revelaciones que podrían tomar estado público y que emanarían de documentos que los guerrilleros habían capturado, el Presidente Bordaberry -que había sucedido a Pacheco- suspende los derechos individuales (Art. 31 de la Constitución) y declara el Estado de Guerra Interno.

Se trata de un instrumento jurídico totalmente desconocido en la Constitución y que se intenta fundar jurídicamente reclamándose de un artículo del Código Penal Militar que habla de una situación de "guerra interna". La consecuencia más importante de este susodicho Estado de Guerra Interno es que, a partir del 15 de abril de 1972, todos los delitos políticos pasan a ser considerados según las disposiciones del Código Penal Militar y son de competencia de los Tribunales Militares, los únicos que decidirán del arresto, detención y juicio de las personas acusadas de delitos políticos. Así es que se realiza la marginación de la Justicia Civil en un sector muy importante de la vida del país, incluso si esta conserva la competencia para los asuntos en curso de antes del 15 de abril.

Esta expropiación de la Justicia Civil se hacía al precio de un doble desgarramiento de la Constitución: a) el invento ya señalado de "guerra interna" que no es mencionado en ningún lugar de la Constitución; b) la violación del Artículo 253 de la Constitución según el cual los Tribunales Militares, en tiempos de paz como en tiempos de guerra,

tienen jurisdicción solamente sobre los militares y en consecuencia jamás sobre los civiles. (José Luis Bruno: La Jurisdicción Militar en la Constitución Nacional, Revista de Derecho Público, volumen 1, página 13).

La fragilidad jurídica de toda esta construcción, denunciada por los juristas, lleva al gobierno a intentar obtener la caución del Parlamento para establecer la competencia de la Justicia Militar sobre bases menos dudosas.

La objeción mayor, que ningún pase mágico jurídico logra levantar, es que los Tribunales Militares pasan a ocuparse de delitos que están previstos en el Código Penal Ordinario, mientras que la Constitución establece claramente que la jurisdicción militar está limitada solamente a los delitos militares que según la doctrina y la tradición son solamente los delitos previstos por el Código Penal Militar.

Se trata entonces de institucionalizar el Estado de Excepción por medio de una Ley de Seguridad Nacional que es votada el 10 de junio de 1972 a pesar de la opinión contraria de todos los juristas, excepto dos, que la consideran institucional. El Partido Nacional que hasta último momento había expresado fuertes reservas, se decide finalmente a aprobarla por temor a que el Parlamento fuera disuelto.

El mecanismo de esta ley es muy simple: introduce un nuevo capítulo en el Código Penal Militar titulado de "Les a Nación" en el que figuran los delitos políticos ya previstos por el Código Penal y otros que son creados en esa ocasión.

Así con este golpe de varita mágica, toda una serie de delitos se vuelven delitos militares y de esa manera pasan a la jurisdicción de las Fuerzas Armadas. Queda ciertamente la contradicción de una serie de delitos militares que pueden ser cometidos por gente extranjera a las Fuerzas Armadas. Pero esto es evidentemente secundario frente al resultado de la institucionalización de la Justicia Militar.

Se presentó un recurso de inconstitucionalidad ante la Corte Suprema pero no tuvo éxito; la composición de la Corte había cambiado entretanto. Dos de sus miembros eran nuevos. El 5 de abril de 1974 la Corte -adoptando la misma actitud que había adoptado precedentemente el Parlamento, es decir no contradecir al Ejecutivo para asegurar su supervivencia- juzga la ley como constitucional alineándose a la opinión del Procurador General Bayardo Bengoa, que en esa ocasión desmiente las opiniones que había emitido precedentemente y que, detalle significativo, son invocadas en vano en el curso de los debates, por los abogados que defendieron la inconstitucionalidad. El régimen supo agradecer al Dr. Bayardo Bengoa de su dada vuelta digamos "científica": es actualmente Ministro de Justicia.

4. La Justicia Militar: Negación de la Justicia

Llegamos así a hablar de la Justicia Militar que de ahora en adelante, por ese pase mágico, es dueña de todo proceso político en Uruguay.

Todo el mundo sabe que la Justicia Militar es una mascarada de justicia. En cuanto a la Justicia Militar uruguaya, juzguen ustedes mismos.

Los miembros del Supremo Tribunal Militar son nombrados por el Poder Ejecutivo con venia favorable del Senado. Los Jueces de Instancia son nombrados por el Poder Ejecutivo igual que los Abogados de Oficio. Los Jueces de Instrucción son nombrados por el Supremo Tribunal Militar. La condición esencial para ser nombrado es ser miembro de las Fuerzas Armadas con el grado de Teniente Coronel o equivalente. Los Jueces llamados Sumariantes (a los que se les confía los primeros actos de la instrucción) son capitanes nombrados por los jefes de las unidades militares en las que se encuentran integrados. El puesto de Juez Militar no puede ser rechazado.

No tienen pues ninguna independencia institucional. Además por formación y educación el soldado

ve en el "adversario" un enemigo a abatir. Estos Jueces Militares pertenecen a unas Fuerzas Armadas comprometidas a fondo en la lucha contra los que se llama la "sedición". En esta lucha tuvieron muertos y heridos a los cuales los comunicados oficiales rinden periódicamente homenaje. Son los camaradas de aquellos que cayeron, los que juzgan luego a los "sediciosos". Es el vencedor que juzga al vencido. Además esos mismos militares deberán juzgar a quienes de entre ellos hayan cometido excesos. Como bien podemos comprenderlo, las razones de justificación funcionan en todos los casos.

En general el arresto se hace de noche, sin autorización de arresto y sin autorización de allanamiento, con un gran despliegue de Policía Militar. No se informa a los familiares del lugar de detención. Si los familiares presentan un recurso de "habeas corpus", se les responde que el detenido está a "disposición del Poder Ejecutivo". La posibilidad prevista en el Artículo 14 de la Ley de Seguridad de presentar un recurso frente a la Corte Suprema contra el mandato de arresto -esta posibilidad que había aparecido como una garantía a los parlamentarios indecisos que finalmente se habían decidido a votar la ley- no funciona en la práctica.

Un informe redactado por el Sr. Mac Dermont y la Srta. Inger Fahlander en 1974 para la Comisión Internacional de Juristas relata que la persona detenida es llevada a locales de las Fuerzas Armadas para ser interrogadas por el juez "sumariante" quien debería recoger las primeras pruebas. Es durante este período que se practica la tortura para obtener la confesión. Casi siempre esta confesión es la única prueba recogida por el Juez Sumariante.

Solo cuando el procedimiento pasa a la fase de la instrucción el inculcado es interrogado en presencia de su abogado: El juez le pregunta si confirma sus declaraciones anteriores y obtiene en general la respuesta afirmativa. El Sr. Mac Dermont preguntó a un Juez de Instrucción si creería a un inculcado que no le confirmase su confesión. Este le respondió que no. Y sin embargo, el artículo 435 del Código

go de Procedimiento Penal Militar proclama que una confesión carece de efecto legal si no es hecha ante el juez competente en presencia del abogado defensor. La eventualidad de una retractación es por otro lado puramente teórica: el inculcado ha sido advertido, en la unidad donde ha sido torturado que si se retracta retornará para sufrir el mismo tratamiento.

He aquí la justicia que ha reemplazado la justicia de los tribunales uruguayos!

5. El coronamiento del proceso

La militarización de la sociedad se intensifica en el curso de los años siguientes, integrando cada vez más esta nueva justicia. En febrero de 1973 se crean dos nuevos organismos: un Consejo de Seguridad Nacional (COSENA) y la Junta de Comandantes en Jefe que dan a las Fuerzas Armadas directamente la dirección política y económica del país. En junio de 1973 es disuelto el Parlamento poniendo fin, también en el plano formal, al régimen representativo que de hecho ya no funcionaba. En 1975 son promulgadas dos leyes: la ley Nº 14.373 del 13/5/1975 y la ley Nº 14.493 del 18/12/1975 que prevén respectivamente la confiscación de los bienes pertenecientes a los miembros de las organizaciones subversivas, en violación del Artículo 14 de la Constitución y el pasaje a la jurisdicción militar de todos los asuntos de delito político anteriores a la promulgación de la Ley de Seguridad Nacional. Esta se torna, pues, retroactiva y la expropiación de la Justicia Civil es así total: los Tribunales Militares son a partir de entonces los dueños de todas las personas detenidas por razones políticas en Uruguay.

En junio de 1976 Bordaberry es separado del poder y a partir de ese momento el régimen militar se preocupa de hacerse un revoque institucional por medio de una serie de Actas Institucionales.

5. Hacia una Justicia Ordinaria sometida

El Acta Constitucional más importante para la Justicia es la Nº 8, promulgada el 1º de julio de 1978 y que reemplaza toda la sección XV de la Constitución consagrada a la organización judicial. Ya con el decreto institucional Nº 3 del 1º de setiembre de 1976 se había instituido el Ministerio de Justicia, que no existía, y se le había dado como tarea la regulación de las relaciones entre el Poder Ejecutivo, el Poder Judicial y las otras jurisdicciones (excepto la jurisdicción militar) en la perspectiva de una supremacía del Poder Ejecutivo. Esta perspectiva es institucionalizada en el Acta Constitucional Nº 8 que sitúa de ahí en adelante el orden judicial bajo la férula del Poder Ejecutivo (Artículo 1/2; Artículo 7/2; Artículo 17).

La autoadministración del Poder Judicial es ampliamente reducida. De todas maneras ya no tiene mucha razón de ser, puesto que los miembros de la Suprema Corte, rebautizada Corte de Justicia, serán nombrados por el Consejo de la Nación donde las Fuerzas Armadas están directamente presentes, (Acta Institucional Nº 2) a propuesta del Poder Ejecutivo (Artículo 3).

Pero más que seguir en los detalles de la construcción tortuosa de ese texto, conviene indicar algunos puntos que revelan inmediatamente la ideología:

a) Los magistrados son declarados inamovibles, por supuesto, pero todos los Jueces de Instancia adquieren la inamovilidad luego de un período de cuatro años de interinato durante el cual pueden ser destituidos por el Poder Ejecutivo sin que haya necesidad de indicar la razón (Artículo 62).

b) Todos los magistrados de la justicia ordinaria y administrativa actualmente en funciones, cualquiera sea su grado, son considerados interinos durante un período de cuatro años a partir de la promulgación del Acta Institucional. Durante ese lapso el Poder Ejecutivo puede destituirlos en cualquier momento (Artículo 48).

Con este doble mecanismo, el régimen se asegu-

ra, por un lado, la posibilidad de expulsar de la Magistratura todo elemento que no le de garantías de absoluta docilidad, y por otro, controlar para el futuro constantemente los nuevos reclutas de manera de tener siempre en sus manos el cuerpo judicial. No es inútil recordar lo siguiente, ya que aquí se ha hablado de fascismo: uno de los primeros actos de Mussolini fue la promulgación de la ley 24.12.1925 nº 2.300 que autorizaba al gobierno, por el lapso de un año, a destituir cualquier funcionario, comprendidos los magistrados. Varios magistrados liberales se vieron así radiados del cuerpo poco después de la llegada del fascismo al poder.

El uso que hará el régimen uruguayo de esta norma puede apreciarse en sus primeras aplicaciones: el primer Juez destituido fue el señor Mario Forni quien había cometido la falta imperdonable, siendo Juez en Rocha, de autorizar la autopsia, a pedido de los familiares, del cuerpo de Hugo de los Santos Mendoza, muerto en la tortura. Ha sido seguido del Juez García Otero, cuyo error fue el de haber presidido la Asociación de Magistrados Uruguayos. Esta destitución fue sentida como tan odiosa, que el Juez Vago, miembro de la Suprema Corte, y sin animosidad contra el régimen, se sintió obligado a dimitir en signo de protesta.

c) La destitución del Juez Otero nos permite comprender mejor otro de los rasgos distintivos de esta Acta Institucional: la prohibición de toda Asociación de Magistrados, justificada por el hecho de que la Asociación de Magistrados que existía antes, se habría transformado en un "sindicato de jueces verdadero centro de presión ante los poderes públicos". Ahora bien, este centro de presión, como en toda Asociación de Magistrados que se respete, no puede existir sino para defender la independencia de los jueces. Es así en todos los países de Europa Occidental donde esas organizaciones existen. Este compromiso en el debate ideal y político, en defensa de la independencia, es justamente el mérito de estas asociaciones de magistrados, uno de los signos en donde se reconoce la existencia de un régimen liberal. Allí también encontramos una enojosa similitud: el fascismo italiano se apresuró a disolver la Asociación de Magistrados y a destituir a

sus antiguos dirigente en 1925.

CONCLUSION

De este rápido examen surgen sobre todo dos conclusiones:

La primera, fundamentalmente en el plano inmediato, es que hoy, los millares de presos políticos que pueblan las mazmorras uruguayas son personas cuya prisión ha sido decidida y mantenida por una negación de Justicia. Personas que pueden ser consideradas, pues, como detenidas injustamente y por las cuales, nosotros todos nos hemos comprometido a pedir su liberación, una amnistía general que marcaría un viraje histórico como se decía al comienzo del Coloquio, que marcaría la voluntad de terminar con esta situación de negación de justicia, si se quiere que la Declaración Universal de Derechos Humanos tenga algún sentido.

La segunda conclusión, a más largo plazo, concierne las instituciones a venir en el Uruguay, la posibilidad de que este país vuelva a un régimen de Justicia Civil como desarrollo de un nuevo proceso en el cual la amnistía representaría un primer acto. Esta posibilidad corre el riesgo de no ser más que un engaño si el proceso de homogenización de la Magistratura, inaugurado por el Acta Constitucional nº8 continúa.

El gobierno uruguayo se ha comprometido en la hora actual en una represión masiva de los Magistrados y de los abogados, como lo dice el informe presentado por el Centro por la Independencia de los Jueces y los Abogados, creado en enero pasado junto a la Comisión Internacional de Juristas en Ginebra. Es por medio de esta represión que se trata de crear el molde del Juez uruguayo del mañana, dócil instrumento del poder, que el Acta nº 8 debería asegurar la reproducción.

Entonces no debemos dejarnos embaucar: este acto podría preparar una falsa Justicia para una falsa liberalización destinada a apaciguar las inquietu-

des de los Estados Unidos a propósito de los derechos humanos en América Latina. Este sería el peor de los servicios a estos "derechos humanos".

DERECHOS INDIVIDUALES Y DERECHO DE DEFENSA

Dr. Hans THOOLEN
Abogado holandés. Secretario
Ejecutivo de la Comisión In-
ternacional de Juristas. Obser-
vador ante distintos organis-
mos de las Naciones Unidas re-
lacionados con los Derechos Hu-
manos, en representación de la
C.I.J.

Hace algunos días el mundo celebró el XXX Aniversario de la Declaración Universal de los Derechos Humanos. Hoy nuestra atención es solicitada por otro acontecimiento desgraciadamente muy negativo: el Estado de Excepción en Uruguay y su impacto sobre la situación de los Derechos Humanos en dicho país. El proceso de represión comenzó hace 10 años, en 1968, con la promulgación de las "Medidas Prontas de Seguridad", seguidas por la declaración del Estado de Guerra Interno en 1972, la disolución del Parlamento y una ola de medidas represivas en 1973, culminando en un proceso que transformó completamente el orden constitucional por medio de la implantación desde 1976 de las llamadas "Actas Institucionales". Miles de ciudadanos han sido víctimas de este triste proceso. Se me ha solicitado centrar mi exposición en un aspecto particular del Estado de Excepción en Uruguay: el concerniente al avasallamiento del derecho de defensa de estos ciudadanos.

Mañana mi estimado amigo el Profesor Goldman se referirá seguramente al problema de los "convenios internacionales". De todas formas haré refe-

rencia en mi exposición a los niveles mínimos aceptados internacionalmente en lo que concierne a los juicios legales, ya que éstos constituyen un elemento importante en el concepto de "Imperio del Derecho", concepto al cual mi organización -la C.I.J.- adhiere en sus estatutos.

El concepto "Imperio del Derecho" es un concepto muy rico, compartido por todos los grandes sistemas legales en el mundo. Concierne la legalidad, pero implica mucho más que la mera legalidad. Va más lejos que asegurar que aquello que es hecho por quienes detentan autoridad sea realizado de acuerdo a la ley. Implica la aplicación de los sagrados principios de la Justicia, tanto en el contexto de la ley como en los procedimientos e instituciones por medio de las cuales son aplicados. La ley puede y debe ser un instrumento de justicia, de protección de la dignidad y de la libertad de todo ser humano. Pero no siempre es así. Demasiado a menudo la hemos visto utilizada como elemento de opresión, de negación de derechos humanos básicos y de libertades fundamentales para permitir la arbitrariedad y los excesos flagrantes, crueles e inhumanos, de los agentes de la autoridad. Todo esto no tiene nada que ver, por supuesto, con el concepto de "Imperio del Derecho". Sin embargo, no es mi tarea tratar de explicar aquí cuáles son los derechos que deben ser incluidos en dicho concepto, sino mas bien referirme a las instituciones y los procedimientos legales mediante los cuales esos derechos son salvaguardados.

En todo caso, estos derechos están definidos en términos generales en la Declaración Universal y más específicamente en las dos Convenciones Internacionales sobre Derechos Humanos, de las cuales Uruguay es país signatario (el 11 de julio de 1966) y en varios otros acuerdos internacionales. En el campo de los derechos civiles y políticos están incluidos el derecho a la vida, libertad y seguridad de la persona, a la igualdad ante la ley, a la libertad de pensamiento, conciencia y religión, a la libertad de opinión y expresión, a la libertad de reunión y asociación; el derecho a participar libremente en el gobierno de su propio país, el derecho que protege del arresto, detención o exilio arbitrarios, tortura o cualquier otro tra-

tamiento denigrante, el derecho que protege de la interferencia arbitraria en la privacidad personal, de la familia, del hogar, en el honor y la reputación; el derecho a un proceso legal y a una efectiva indemnización contra las violaciones de esos derechos. El ejercicio de estos derechos y libertades está sometido solamente a aquellas limitaciones determinadas por la ley y con el único propósito de asegurar el debido reconocimiento y respeto por los derechos y libertades de los otros, y de acuerdo a los justos requerimientos de moralidad, orden público y bienestar general en toda sociedad democrática.

¿Cuáles son entonces las condiciones para la protección de estos derechos de acuerdo al "Imperio del Derecho"?

Primero, no alcanza con que estos derechos sean proclamados o "garantizados" por cláusulas generales de la Constitución. Deben estar explicitados en leyes detalladas, destinadas a hacer realidad estos derechos, y deben contar con recursos apropiados y efectivos para su aplicación. Debe existir, pues, un Poder Judicial altamente independiente y un vigoroso cuerpo de abogados, libres de coacción o intimidación, cuyos miembros puedan defender los derechos de todos con total imparcialidad, incluyendo los de los más débiles e impopulares. Tanto la independencia del Poder Judicial como la del Cuerpo de Abogados deben ser respetadas totalmente por el Poder Ejecutivo.

EL PODER JUDICIAL

Dado que el problema de la Justicia Militar versus Justicia Civil será abordado por otro de los expositores, será breve.

La integridad y la independencia de la Justicia Militar en Uruguay ha sido enormemente debilitada. La famosa Acta Institucional nº 8 ha modificado los poderes constitucionales de la Suprema Corte que ha tomado el nombre de Corte de Justicia. Su poder de nombrar, supervisar y remover jueces ha sido transferido al Ejecutivo. Las garantías contra la destitución arbitraria han desaparecido. Son ya

diez los jueces que ha sido destituidos bajo esta Acta Institucional.

Basta citar un comentario hecho por el Colegio de Abogados Uruguayos sobre el Acta Institucional nº 8 que dice:

"Bajo tales circunstancias queda claro que el reconocimiento formal y enfático que hace esta Acta sobre el hecho que 'la actividad de la Corte implica el ejercicio de su propio poder, soberano e independiente, de juzgar'... es una afirmación que refleja muy mal la situación que se está creando; siglos de experiencia han demostrado que sea quien sea el que posea una influencia sobre el nombramiento y la carrera de los jueces, ejerce también una influencia sobre la función que ellos desempeñan."

Y aún más, desde abril 1972 la jurisdicción de los Tribunales Civiles sobre los casos políticos ha sido transferida a los Tribunales Militares, administrados más bien por el Poder Ejecutivo que por la Suprema Corte. Muy pocos jueces militares son abogados calificados, en cuanto al resto del personal judicial, tienen muy poca o ninguna formación jurídica. Su composición y el servicio que desempeñan hace que carezcan de casi todas las garantías de independencia real. Como miembros que son de la jerarquía militar, es muy difícil que puedan desempeñar sus tareas de una manera que desagrade a sus superiores.

Vale la pena señalar aquí que formalmente los Tribunales Militares según la Constitución tenían un papel muy limitado: su jurisdicción se restringía a las faltas disciplinarias de los militares, tales como deserción, insubordinación, etc. Los crímenes de derecho común cometidos por personal militar eran de competencia de la Justicia Civil. Por lo tanto el aparato judicial militar así como la experiencia de los jueces militares eran limitados. Los códigos militares son más bien una herramienta disciplinaria que un instrumento de justicia. Cuando de golpe se extendió la competencia de los Tribunales Militares por medio de leyes especiales y decretos legislativos, se produjo una sobrecarga de los Tribunales Militares, tanto cua-

cualitativa como cuantitativa.

EL CUERPO DE ABOGADOS

La situación de los juristas es en general difícil pero la suerte de los abogados defensores es particularmente grave. Una de las afirmaciones más comunes pero también más nocivas hechas por los gobiernos opresores es aquella que establece que quien defiende a un preso político es por eso subversivo él también. La persecución a los abogados en Uruguay ha llevado a una situación en la cual la mayoría, cuando no todos, de los abogados experimentados, reputados en la defensa de casos criminales están, o bien presos o en el exilio. En noviembre de 1977 la Comisión Internacional de Juristas emitió un comunicado de prensa en el que exponía los cargos prefabricados contra cuatro de los abogados defensores más calificados que aún quedaban en el país y que habían sido arrestados en esos días. La C.I.J. y otras organizaciones de juristas escribieron al gobierno uruguayo. Subsiguientemente fue llevada a cabo una misión, integrada por William Butler, presidente de la Asociación Americana de la C.I.J. y por Luis Reque, ex-Secretario Ejecutivo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos y del Colegio de Abogados de Nueva York. Los cuatro abogados fueron liberados poco tiempo antes de la llegada de la misión, pero su derecho a practicar la profesión les fue entretanto suspendido. Para que sus derechos fueran restituidos tendrían que apelar a la Corte. Como es comprensible, sólo uno lo hizo y es dudoso que en el futuro se ocupe de la defensa de casos criminales.

El 2º Boletín del Centro para la Independencia de Jueces y Abogados, que es un cuerpo semi-autónomo de la C.I.J. posee en sus listas 7 abogados que han sido detenidos, 27 que están en exilio y 18 que estuvieron formalmente presos pero que permanecieron en el país luego de su liberación.

La intimidación, la coacción, el exilio forzado y la prisión de abogados defensores han privado cada vez más a los presos de los servicios de abogados defensores calificados, viéndose obligados a

aceptar abogados de oficio quienes, en el caso de la Justicia Militar, no sólo no son abogados, sino que además carecen de independencia para conducir una defensa apropiada.

En segundo lugar, una Justicia y un Cuerpo de Abogados independientes, aún cuando existan, no son suficientes para hacer del "Imperio del Derecho" una realidad. Es indispensable un conjunto de procedimientos justos. El contenido y la aplicación de un Código de Procedimiento equitativo constituye la vía más importante y concreta para sostener los derechos del individuo. Propongo, por lo tanto, describir brevemente algunos de estos elementos claves.

Primero, entonces, la cuestión del arresto. Salvo los casos muy excepcionales de emergencia pública que amenacen la vida de la nación, y siendo ésta proclamada por un período definido de tiempo, ninguna persona puede ser privada de su libertad sin cargos ni proceso. Desde 1968 y en particular desde 1972 cuando el Estado de Guerra Interno fue declarado en Uruguay, los sospechosos políticos han sido detenidos bajo medidas de emergencia para las cuales la Constitución prevee un control parlamentario: El número de presos políticos se eleva a 3.000 o 4.000 de acuerdo a estimaciones moderadas. Son mantenidos durante largos períodos en prisiones militares, y si bien la mayoría de ellos han sido acusados ante un Juez militar, aún no han sido sentenciados o liberados. Algunos están en esta situación des 1972 y 1973.

Segundo, una persona que es detenida debe ser presentada ante una autoridad judicial en el período de tiempo más corto posible, generalmente en 48 horas. Para esto el artículo 16 de la Constitución uruguaya prevee un plazo de 24 horas. En Uruguay la gente que es llevada a los cuarteles es, en la mayoría de los casos, interrogada primero por la unidad que procedió al arresto bajo el control de un oficial que actúa como Juez Sumariante. Este puede ejercer sus funciones en ausencia del Juez de Instrucción Militar oficial. De acuerdo con el decreto del 12 de junio de 1973 el caso debe ser transferido en un período de 10 días al Juez de Instrucción Militar o de lo contrario la persona arrestada

debe ser liberada. En la práctica ese tiempo límite es raramente respetado y generalmente se prolonga a dos o tres meses. Solamente las llamadas "confesiones" logran acelerar este proceso. El Juez de Instrucción Militar examina las pruebas y puede ordenar nuevas investigaciones. Cuando la instrucción está terminada puede hacer una de las tres cosas siguientes:

- 1- Dejar libre al preso por falta de pruebas
- 2- Transferir el caso a un Juez de Instrucción Civil
- 3- Establecer una inculpación. Desgraciadamente luego de la inculpación no existe límite de tiempo previsto.

En tercer lugar el problema de la tortura. Es un hecho bien conocido la tortura sistemática que es infligida, primeramente en la fase del "pre-proceso", mientras la persona se encuentra bajo interrogatorio por parte de la Policía y de las Fuerzas de Seguridad. La desmesurada prolongación de esta etapa "pre-procesal" aumenta enormemente el riesgo de tortura y de tratamiento degradante en Uruguay. Muchas denuncias de tortura han sido hechas tanto fuera como en el ámbito de los juzgados. Pero la prueba debe ser provista por el denunciante. Los Jueces Militares han sido extremadamente cuidadosos en no ordenar ninguna investigación y no sorprenderá a nadie el hecho de que ninguno de sus "colegas" militares haya sido inculpado.

La situación se agrava por el hecho de que luego que la persona es llevada ante el Juez Militar, en casi todos los casos, es devuelta a los cuarteles o a la Policía, o sea al lugar en donde le fue arrancada la confesión. Me gustaría repetir acá el sencillo principio formulado por el Congreso de la C.I.J. de Nueva Delhi en 1959: las autoridades responsables de la custodia de una persona arrestada deben ser distintas de aquellas encargadas de la investigación del caso.

En cuarto lugar, la significación que adquiere el principio del "habeas corpus" en el contexto de arrestos arbitrarios y malos tratos, debe ser mencionado. Si bien se puede aceptar la validez de las detenciones administrativas en casos de emergencia y más aún es aceptable que un juez no pueda cuestionar

las decisiones del Poder Ejecutivo, el valor del Habeas Corpus como garantía práctica contra los arrestos arbitrarios, es extraordinario. No podría resumirlo mejor que como lo ha hecho la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en su segundo informe sobre Chile en 1976:

"El Juez debe tener la posibilidad de requerir que la persona detenida sea llevada ante su presencia (Habeas Corpus), lo que le permitirá asegurarse si ésta está viva o no, si conserva su integridad física o no, si muestra signos de malos tratos y torturas; le permitirá saber donde se encuentra y si tiene o no alguien para darle consejo legal; será capaz de decidir si la orden de arresto ha sido emitida por una autoridad competente o no, y si esta llena todos los requisitos formales; tendrá la posibilidad de conocer si la persona detenida se encuentra en un lugar adecuado o si está mezclada con delincuentes comunes en una celda común, etc. Es enorme entonces la significación trascendental que adquiere el recurso de Habeas Corpus en estos casos excepcionales."

La práctica habitual que se desarrolla en Uruguay consiste en que cuando alguien es arrestado por fuerzas de seguridad militares -o simplemente desaparece de forma tal que es evidente que ha sido arrestada- a partir de ese momento, nadie, ni la propia persona arrestada, ni sus familiares, logran saber por qué y bajo qué autoridad se encuentra detenido. Los nombres de las personas arrestadas no son publicados. Pueden estar detenidas en virtud de las Medidas Prontas de Seguridad y ser dejadas en libertad luego de un tiempo, o ser inculpadas de delito criminal y conducidas al Juez militar por lo que se llama "crimen político". De hecho, las autoridades militares no saben a menudo cuándo tienen a alguien detenido en términos de detención administrativa o en base a un crimen político. Esto queda así hasta que se ven forzados a aclarar las situaciones debido a las persistentes averiguaciones y reclamos de los familiares, de valientes abogados o ante la presión internacional. En los casos excepcionales en que un Juez civil ha hecho una investigación las autoridades militares han simplemente invocado las Medidas Prontas de Seguridad o de lo contrario han respondido que la persona en cuestión se

encontraba efectivamente detenida pero que la Ley de Seguridad del Estado autoriza a negar información, aún a la Justicia, cuando esta implique, directa o indirectamente, la revelación de secretos militares.(9) El número de casos en que los jueces han sido obligados a someterse a esta justificación sin poder realizar gestiones posteriores resulta sorprendentemente alto. Las posibilidades que gozan los militares de acomodar la calidad de la detención a su conveniencia hace que el sistema en su totalidad sea incontrolable.

Aún la propia legalidad militar ha sido violada por razones de seguridad. Cuando un acusado es encontrado no culpable por el Juez militar y se ordena su libertad, o cuando el preso ha cumplido la pena, ocurre muchas veces que éste finalmente no es liberado sino por el contrario es mantenido preso bajo Medidas de Seguridad, frustrando así aún aquellos raros casos en que parecía que los jueces militares habrían hecho justicia.

En quinto lugar, el derecho de apelación. Las sentencias pueden ser apeladas ante el Supremo Tribunal Militar. Este tribunal está compuesto por oficiales militares que frecuentemente carecen de formación jurídica. De allí parte la apelación a la Corte de Justicia, antiguamente llamada Suprema Corte. Siendo ésta una corte de casación, sólo puede atender apelaciones por errores judiciales.

Para tales casos la Corte, integrada normalmente por cinco miembros civiles, es ampliada con la inclusión de dos oficiales militares nombrados por el Presidente. Según informaciones gubernamentales este procedimiento ha sido usado solamente 40 veces en cinco años, entre 1972 y 1977, y en ningún caso la Corte hizo lugar a la apelación.

Es de señalar también la situación que pre-

(9) Artículo 37 (Capítulo VI) Ley de Seguridad del Estado. Julio de 1972.

sentan las apelaciones contra las sentencias emitidas por un Juez de Instrucción. Aquí el defensor tiene tres días de plazo a partir del momento de la sentencia para presentar una apelación ante la Corte de Justicia. Sin embargo, el procedimiento por el cual el inculcado puede elegir un abogado de su agrado lleva más tiempo que tres días. Por consecuencia, el defensor se ve forzado a aceptar un abogado de oficio. Por otro lado cada uno de los 7 miembros de la Corte de Justicia dispone de 90 días para estudiar el caso. Así, la duración total de la apelación puede ser entonces de uno a dos años, sin que exista la posibilidad de obtener la libertad provisional durante ese período. Como resultado, los abogados advierten a sus clientes con frecuencia que su libertad será en realidad demorada si ejercer el derecho de apelación contra una decisión errónea.

En sexto lugar, el tratamiento de los presos. El tratamiento de los presos políticos está muy por debajo de los niveles aceptados desde distintos puntos de vista, en particular en la etapa del "pre-proceso" durante la cual los presos son mantenidos incomunicados por largos períodos, a veces por varios meses y en algunos casos por todo un año. Las investigaciones médicas prueban sin ninguna duda que períodos tan largos de reclusión aislada actúan en detrimento de la salud física y mental de la mayoría de los presos. No abordaré los aspectos económicos y sociales del tratamiento degradante a que se somete a los presos pues este tema será abordado en el documento del Dr. Alejandro Artucio, miembro de la C.I.J., que ha sido entregado a los organizadores y que creo será publicado al final de este coloquio.

EL ESTADO DE EXCEPCION

Antes de cerrar mi exposición quisiera volver brevemente sobre el Estado de Excepción que ha creado esta maquinaria legal de represión. Es justo decir que virtualmente ningún estado en el mundo contemporáneo se priva de resortes constitucionales que prevean la concentración del poder en manos del Ejecutivo si la necesidad los obliga. Pero es justo también observar que en muchos casos estos poderes han sido usados para establecer un permanente estado

de emergencia en el cual la totalidad del sistema de protección de los derechos fundamentales, que ha costado tantos años construir, ha sido avasallado.

Uruguay es un buen ejemplo de esto último, pero no estamos, por lo menos ya no estamos más, frente a una genuina emergencia según la Constitución. Los militares fueron llamados por el Gobierno para resolver el problema de la guerrilla urbana de los Tupamaros. Después de haber cumplido su misión no han querido desprenderse del poder y han eliminado sistemáticamente muchos, cuando no todos, los derechos individuales como espero haber demostrado.

No sería demasiado audaz afirmar que no hay otra emergencia que aquella creada por las actividades opresivas del Gobierno. Tomando las palabras del Embajador Ecuatoriano Benítez en su discurso de apertura en la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas en 1977:

"Para los que han sido educados en tales tradiciones, es doloroso ver a sus países ocupados por sus propios ejércitos. Es aún peor cuando desde las Fuerzas Armadas, que son solamente una parte del pueblo a quien se les ha confiado las armas para defender la Patria y la Ley, nace la extraña doctrina de que son ellos los tutores de sus pueblos, la fuente de su legislación y los ejecutores de sus leyes. Así se ha hecho revivir la retrógrada idea de Taine sobre la necesidad de un gendarme alerta y de mano dura para imponer la paz por el miedo ..."

Gracias.

VIOLACION DE DERECHOS ECONOMICOS Y SOCIALES DEL PERSEGUIDO POLITICO

Dr. Alejandro ARTUCIO
Abogado uruguayo. Desarrolló una intensa labor de defensa de prisioneros políticos en su país. Actualmente se desempeña como Consejero Jurídico de la Comisión Internacional de Juristas, teniendo a su cargo los asuntos de América Latina.

El Uruguay, país que fuera durante décadas, un ejemplo de estabilidad institucional y de democracia, con un sistema jurídico en el que se respetaban adecuadamente los derechos básicos, se convirtió en un proceso de muy pocos años y cuyos inicios pueden ubicarse en la segunda mitad de la década del 60, en un Estado en el que su gobierno -controlado y dirigido por militares- practica en forma permanente y reiterada, graves violaciones a los derechos humanos.

A esta situación no se llegó en forma casual; el gobierno militar surgido del golpe de Estado de junio de 1973 se propuso como objetivo un "proyecto de gobierno y de sociedad" fundado sobre la libre empresa, las inversiones extranjeras, la monoproducción, el principio de autoridad y la ausencia de toda oposición. Para hacerlo, tuvo que eliminar los mecanismos democráticos que se oponían a sus planes. Simultáneamente fue institucionalizando a través de normas emitidas por él, los pilares básicos de su esquema hasta llegar a la implantación de un estado

autoritario y antijurídico, en el que el peso de una crisis económica agravada, pretende hacerse pagar a los trabajadores y a las gentes de escasos recursos.

En tal camino, les fue necesario eliminar, o si ello no era posible neutralizar los sectores sociales que se oponían a tales planes. En materia de represión llegaron mucho más lejos que las normas represivas que dictaron, destrozando y haciendo ilusorio el sistema imperante de protección a los derechos humanos. La tortura se ha convertido en una especie de regla para el régimen. Y quien emplea la tortura y el asesinato político como métodos para sostenerse en el poder, se hace culpable de las más aberrantes violaciones a los derechos humanos. No existe excusa que pueda justificar este proceder, ni la seguridad del Estado -suponiendo que pueda estar en juego, que no es el caso- ni la paz, ni el estilo de vida.

Bueno es aclarar también que el régimen impuesto por los militares no ha desconocido derechos humanos para alcanzar el desarrollo económico y la justicia social, sino para conservar o consolidar un sistema de privilegio. Democracia y progreso no son ni pueden llegar a ser términos irreconciliables, que para alcanzar uno deba destruirse al otro. Los derechos humanos y las libertades esenciales no constituyen de manera alguna una barrera al progreso. El progreso debe llevar consigo, inevitablemente unido, la protección de los valores esenciales. Tanto en la paz como en la guerra, en la riqueza o en la pobreza nunca podrá admitirse que alguien sea privado de sus derechos fundamentales.

Vuestro Coloquio será sin duda de gran utilidad para el restablecimiento de los derechos avasallados en Uruguay; es necesario advertir a la opinión pública internacional sobre lo que está pasando. Y ello con el sentido de poner en marcha los mecanismos existentes para imponer al actual gobierno uruguayo el estricto cumplimiento de las normas jurídicas nacionales, internacionales y los principios de humanidad.

Con la intención de colaborar a esta tarea he creído conveniente referirme a un aspecto poco cono-

cido de la represión política en Uruguay. Por cierto no se trata de una de las peores fascetas del régimen actual, y parecerá pequeño cuando se piensa en las torturas sistemáticas, los asesinatos, desapariciones, en el régimen carcelario traducido en malos tratos permanentes, en la censura de medios de comunicación, en la prohibición de toda actividad política o sindical, en el daño provocado a la educación y la cultura. Pero lo he elegido por ser uno de los aspectos que muestran hasta dónde puede llegarse cuando se actúa en un marco de arbitrariedad. Y porque además no nos es posible, ni sería justo, hacer una priorización de derechos y libertades. la violación es violación en tanto se ejerza sobre aspectos que golpean la conciencia de la humanidad como sobre otros que afectan a un número limitado de personas y en el ámbito material.

Voy a referirme entonces, a las diferentes formas por las que se atacan los DERECHOS ECONOMICOS Y SOCIALES DE LOS PERSEGUIDOS POLITICOS Y SUS FAMILIAS.

Como paso previo es necesario señalar que el régimen entiende por "opositor político" o como lo llama normalmente, por "subversivo", todo aquel que de una manera u otra, violenta o pacífica, abierta o velada, pone en tela de juicio las opiniones gubernamentales, o informa de lo que no informa el gobierno, o denuncia violaciones de derechos humanos.

A./ En el momento mismo en que se produce la detención de un sospechoso político, cuando se registra su domicilio, su establecimiento comercial o industrial, suele ocurrir -y al efecto existen millares de denuncias- que los funcionarios actuantes, pertenecientes a las Fuerzas Conjuntas (Ejército, Marina, Fuerza Aérea y Policía), se apoderan ilícitamente de objetos de valor, de dinero en efectivo, de vehículos automotores. Suele suceder que los objetos y valores no tienen ninguna relación con el delito que se imputa; no se deja constancia de lo que se retira y el hecho deviene un hurto puro y simple, agravado por ser funcionarios de seguridad quienes lo practican. En el estado actual de cosas se vuelve imposible que la Justicia intervenga y menos aún que las fuerzas de seguridad investiguen esas sustracciones, recuperen los objetos y castiguen a los culpables.

Creemos que, sin excepción, las denuncias efectuadas por familiares y prisioneros, en muchos casos testigos directos de los hechos, quedaron sin efecto. Invariablemente, cada vez que la Justicia Civil pretendió indagar el proceder de las fuerzas de seguridad, recibió como respuesta que se trataba de "secretos militares" y que su cuestionamiento podía causar perjuicio en la "lucha contra la subversión". El art. 37 de la ley 14.068 de Seguridad del Estado, vino a institucionalizar la situación, al disponer que no podrían diligenciarse pruebas ni informaciones, ni aún por el Poder Judicial, cuando "pudieran importar develación de secretos militares", sea directa o indirectamente. En realidad desde abril de 1972 -fecha en que la Justicia Civil fue sustituida por la Militar para el juzgamiento de causas políticas- además de un grave ataque al Poder Judicial a quien se quitó parte de su competencia, se llegó a asegurar total impunidad para los excesos cometidos por militares y policías. Sus conductas, en todo lo que tenga que ver con actividades políticas, son apreciadas exclusivamente por oficiales militares en función de Jueces. O sea, la aplicación integral de lo que parece haber sido la idea rectora: que todo quede "entre casa, en manos militares", sin testigos molestos, de tal forma todo el trámite de investigación de delitos políticos, eventual proceso, condena y cumplimiento de ella, queda siempre limitado a la Justicia Militar. Incluso los abusos de autoridad, para el caso de ser investigados lo serán solamente por Jueces Militares, en procedimiento revestido con el manto del "secreto militar". No funcionan en Uruguay ninguno de los recursos previstos en sus leyes para proteger a sus habitantes contra violaciones de sus derechos fundamentales, si ellas provienen de las fuerzas de seguridad.

Pero esta etapa no plantea problemas jurídicos; se trata de delitos del fuero común y en realidad de la aplicación de lo que en otros tiempos de la historia se conoció como "botín de guerra".

B./ Con posterioridad al golpe de Estado, los militares resolvieron legalizar los apoderamientos de bienes, probablemente para estimular el celo de las fuerzas de seguridad. El problema se planteaba sobre todo en el caso de vehículos automotores y pro-

piedades inmuebles que, por estar su propiedad registrada en oficinas públicas podían serles reclamados y exigida responsabilidad en los casos de detentación ilegítima. En su virtud el Consejo de Estado (cuerpo creado con la pretensión de sustituir al Parlamento), aprobó la ley 14.373, el 13 de mayo de 1975. Dicha ley pone en duda, por primera vez en el país, el principio establecido en el art. 14 de la Constitución -que teóricamente permanece vigente- de que: "No podrá imponerse la pena de confiscación de bienes por razones de carácter político".

La ley 14.373 viene a legitimar y autorizar una especie de confiscación de bienes, en base a un procedimiento muy expeditivo que se desenvuelve exclusivamente en la Justicia Militar. Señalemos los puntos centrales de ella:

- Dispone la "incautación provisoria" de bienes, sean éstos muebles, inmuebles o semovientes (ganado), cuando los mismo "puedan ser o hayan sido utilizados como medio propio o impropio, directo o indirecto, para preparar, concertar, proponer o ejecutar" delitos previstos en la Ley de Seguridad del Estado. Como se ve su vaguedad es tal que podría permitir cualquier interpretación.

- Es suficiente para llegar a tal medida la "presunción fundada" de que los bienes han servido a alguno de los fines indicados y de que pertenecen a alguno de los partícipes en el delito.

- La incautación provisoria corre por cuenta de la policía o las fuerzas armadas actuantes, quienes comunicarán el hecho al Juez Militar, quien podrá entregar su custodia legal a la unidad actuante o a otra que creyere conveniente (No a un depositario independiente).

- En la sentencia definitiva del proceso que eventualmente se siga a los imputados, el Juez Militar podrá decretar la "confiscación" de los bienes en cuestión, en cuyo caso transferirá en forma definitiva el derecho de propiedad o se procederá a su remate público.

- La ley tiene efecto retroactivo desde que dispone que el producido del remate de los bienes "incautados con anterioridad" a su vigencia, se desti-

nará a solventar los costos de mantener en prisión a los opositores.

- El sistema puede funcionar contra inocentes o culpables, ya que la incautación puede tener lugar inmediatamente de iniciada la investigación, sin esperar a que la sentencia determine responsabilidades.

La ley viene a modificar -en perjuicio de los sospechoso de delito político, pues solo funciona contra ellos- el régimen del art. 105 del Código Penal Ordinario que autoriza, una vez probados en debido proceso legal los hechos, solamente la confiscación de los "efectos del delito y de los instrumentos con que fue ejecutado". En la práctica sirvió para que las fuerzas de seguridad se apropiaran de objetos, valores, casas, departamentos, establecimientos agropecuarios, ganado y maquinarias de los detenidos; de bienes propiedad de sindicatos de trabajadores, de partidos y agrupaciones políticas declarados ilegales. Para poner en marcha el mecanismo basta con que los funcionarios actuantes transmitan al Juez Militar que tienen el convencimiento (éste será la "presunción fundada") de que en un lugar determinado, propiedad de algún activista de oposición, de preferencia subversivo, o de un sindicato o un partido político, se efectuaron reuniones ilegales para atentar contra la seguridad del Estado. El procedimiento no está sujeto a ningún control por parte de la autoridad civil, ni de la Justicia Ordinaria.

C./ Desde hace muchos años la ley uruguaya (art. 27 de la Constitución) preveía la posibilidad de que el Juez concediera la libertad de un acusado mientras se tramita su proceso, cuando la detención preventiva se juzgara suficiente para cumplir su efecto intimidatorio y el Juez estimara "prima facie" que la condena a recaer no superaría los 2 años (pena de penitenciaría). Este beneficio que termina con la prisión preventiva, se conoce como "libertad provisional" y se concede, como vimos, cuando el delito no es de naturaleza grave y con anterioridad a la sentencia definitiva.

Para ser liberado provisionalmente, el Código de Instrucción Criminal prevé (arts. 202 a 210) tres formas: a) bajo fianza personal; b) bajo fianza real

y c) bajo caución juratoria. La fianza personal significa que una tercera persona poseedora de bienes y con alguna solvencia, se compromete a presentar al encausado cuando la Justicia lo requiera. La fianza real exige el depósito de una suma de dinero que el Juez fija en cada caso. La caución juratorio (simple palabra) fue establecida a fin de que también un individuo pobre, pueda recuperar su libertad, sin que el hecho de su pobreza se transforme en un impedimento. Si el beneficiado quebrantare la liberación provisional, en el caso a) la Justicia hará pagar al fiador personal una suma de dinero estimada en función de la posible condena a recaer; en el b) se quedará con el dinero depositado, y en el c) no le concederá nuevamente el beneficio.

Este sistema funcionó bien -y sigue funcionando con respecto a delitos del fuero común- hasta que la Justicia Civil fue sustituida por la Militar. Hasta esa fecha los Jueces liberaban bajo caución juratoria y en algunos casos -y esto sucedía en el de los delitos políticos- requerían una fianza personal. Pero solamente en casos excepcionales (por ej. delitos de tipo económico) se exigía el depósito de sumas de dinero. A partir de abril de 1972, la Justicia Militar contra toda tradición, comenzó a exigir a los detenidos a quienes otorga la libertad provisional, el depósito de gruesas sumas de dinero, como condición previa al disfrute del beneficio.

Los Jueces Militares transformaron esta práctica en un hecho ineludible; para obtener la liberación debe afianzarse con dinero. Las sumas se establecen con verdadera y total arbitrariedad; poco tiene que ver con la entidad del delito, el tiempo de prisión sufrido o lo que podría restarle por cumplir. Lo que interesa son las posibilidades económicas del procesado o de su familia. Algunos ejemplos lo muestran: frente a fianzas de 1.000 pesos nuevos (unos 120 dólares) hay otras de 15.000 (2.100 dólares) y de 20.000 (3.000 dólares); debe tenerse en cuenta que un salario medio en Uruguay representa unos 100 dólares.

D./ Pero las cosas se siguieron refinando, hasta alcanzar los límites de lo absurdo: que los gastos provenientes de los abusos sean cubiertos por

las víctimas de los abusos. Una vieja disposición del Código Penal Ordinario (art. 105) establece que el Juez podrá, al dictar sentencia definitiva: condenar a una pena de privación de libertad y/o penas accesorias, al pago de los gastos del proceso, al resarcimiento de daños y perjuicios, si los hubiere y a "indemnizar al Estado los gastos de alimentación, vestido y alojamiento durante el proceso y la condena".

La norma comentada no puede decirse que sea mala en sí misma; su bondad o maldad dependerá de la forma en que se aplique. En Uruguay, salvo casos excepcionales de delincuentes económicos o que tuvieran medios elevados de fortuna, la parte que se refiere al resarcimiento de los gastos de alimentación, vestido y alojamiento NUNCA se aplicó. Muy probablemente dadas las enormes carencias que tienen los establecimientos de detención, desde el punto de vista material. Pero también por otras razones, mucho más importantes. Hoy en día observamos que todas las naciones que pueden llamarse civilizadas, se preocupan de la reinserción del delincuente en la sociedad, una vez purgada la condena. Desde hace ya largo tiempo, el Derecho Penal y la Penología se han distanciado de viejas doctrinas, para enseñarnos que la pena no persigue por finalidad castigar al delincuente, ni vengarse de él, ni eliminarlo de la vida en sociedad, sino que muy por el contrario su finalidad primaria es la de reintegrarlo, reeducarlo y transformarlo en ciudadano útil. Para estos fines, además de prever diversos sistemas de libertad condicional, se procura asistir al recluso moral y materialmente, enseñarle un oficio o profesión, formándole durante el período de su privación de libertad un peculio, una suma de dinero que lo ayude a enfrentar la libertad. Eso sí, ninguna legislación castiga económicamente al prisionero una vez liberado, ninguna trata de provocarle dificultades económicas adicionales.

Si bien los conceptos mencionados no son de aplicación al caso de los perseguidos políticos en el Uruguay, pues éstos no requieren reeducación -no son peligrosos para la sociedad, sino para quienes detentan ilegítimamente el poder- también es igualmente cierto que NO existe ninguna razón para que

deba castigárseles económicamente, una vez que recuperan la libertad. Pero en Uruguay todo es posible, y es eso lo que hacen exactamente los Jueces Militares; obligan al recluso a pagar sumas enormes, desproporcionadas, por concepto de gastos de alimentación, vestido y alojamiento. Si no dispone de bienes propios ni su familia puede pagar, se decreta lo que se llama embargo genérico, de tal forma que la Justicia Militar cobrará el día en que el ex-prisionero logre adquirir algún bien. Por otra parte, el art. 106 del Código Penal Ordinario exceptúa de la obligación de pagar este tipo de gastos a las personas con familia a su cargo y escasos bienes. Pues bien, no conocemos casos en que los jueces militares hayan hecho jugar esta exoneración; todos (los prisioneros políticos) pagan por igual. El cuántum se fija unilateralmente por el Juzgado, sin audiencia ni posibilidad de recurso alguno por parte del recluso o su abogado.

El prisionero debe entonces "indemnizar al Estado"; pero, ¿qué es lo que debe indemnizar? ¿el haber sido torturado, maltratado, sometido a pésimas condiciones de alimentación, vestido, alojamiento y, en la mayor parte de los casos el haber estado injustamente preso? Creemos que la explicación debe buscarse en el deseo de castigar, para que el preso que ya pasó por todas las demás pruebas -torturas, vejaciones, etc.- pero que también su familia y amistades, tengan presente lo que cuesta ser opositor a la política o a los intereses del régimen.

Acompaño los textos de 2 liquidaciones hechas por la Justicia Militar al dictar sentencia definitiva. Omito solamente los nombres, por elementales razones de seguridad hacia ellas, desde que las represalias no son nuevas en Uruguay. En los documentos se muestra cómo, conjuntamente con el aumento del costo de vida, ha ido subiendo lo que debe pagarse por estar preso. El costo actual de un día de prisión es de 15 pesos nuevos (o sea más de 2 dólares USA). puede estimarse que una prisión media en el Uruguay de hoy son 5 años, lo que hace un total de 25.000 pesos nuevos (3.600 dólares). Para pagarlos, tomando como base un salario medio de 700 pesos nuevos (100 dólares) el ex-presos político necesitará disponer del 100% de un salario medio durante 3 años.

E./ Veamos finalmente de qué otras formas se oprime económicamente a la familia del detenido político. Desde el momento mismo de la detención, deja éste de percibir su salario. Contrariando normas vigentes para el resto de la población, si trabaja en la actividad privada puede despedirse sin que ni el Estado ni el empleador estén obligados a pagar indemnización alguna por el despido. Si se trata de un funcionario del Estado, se inicia de inmediato un sumario, con suspensión de sueldos. Si la detención dura varios meses es seguro que será destituido, aún cuando no exista sentencia condenatoria. El riesgo del despido lo corren tanto los detenidos por vía administrativa (por "Medidas Prontas de Seguridad") como los procesados y condenados por la Justicia Militar. Ni la ley ni las decisiones aplicadas para detener a las personas incluyen medidas para asegurar la protección material de la familia y de los hijos.

Mientras dura la prisión, los reglamentos militares no prevén ninguna forma de trabajo remunerado. En muchos casos no se autoriza a los reclusos a trabajar; en otros se les imponen formas de trabajo forzado como la realización de obras dentro del Penal (éstos no se imponen como consecuencia de la condena, pues alcanzan por igual a procesados y penados, con lo que son claramente ilegales). En general los únicos trabajos de libre elección permitidos son: la cocina, limpieza, servicios médicos, administración y artesanía. Este último es el único que puede aportar un modestísimo beneficio económico, siempre y cuando se autorice -lo que no siempre sucede- a la familia a retirar la artesanía producida y venderla.

Cuando el preso recobra su libertad, se enfrenta a una sociedad que conoce particulares dificultades; elevada desocupación, aumento constante del costo de vida y pérdida progresiva del poder adquisitivo del salario (éste representa un 50% del que tenía en 1968). En tal contexto ya resulta difícil para cualquiera que no haya sido preso político encontrar un trabajo aunque sea de subsistencia; pero para ellos la dificultad es enormemente mayor. Todos los cargos de la administración pública les están vedados; tampoco pueden ser educadores; en la actividad privadas muchos empleadores

no aceptan tomarlos, aún cuando solo sea para evitarse complicaciones con el aparato militar que domina el Estado; si eran estudiantes no pueden reinscribirse en las Universidades porque tienen "antecedentes". La consecuencia es: salvo para aquellos cuyas familias dispongan de recursos necesarios y que además estén dispuestos a transformarse en carga permanente, la mayoría de los que no han encontrado una solución deben emigrar. Para ello deberán disponer de un pasaporte, que se les otorgará siempre y cuando sus "cuentas financieras" con los establecimientos de reclusión estén saldadas.

En todo lo que tiene que ver con la reinserción en la sociedad, poco importan los resultados del proceso penal que se le haya seguido. En efecto, existen dos cosas distintas: el proceso ante la Justicia Militar y los conceptos que emiten los servicios de inteligencia de las Fuerzas Conjuntas. Estos últimos son los que cuentan; de nada sirve que, por ejemplo, el proceso penal haya terminado en absolución, si los informes de seguridad -siempre secretos- consideran al individuo como "peligroso".

Todas estas prácticas que violan derechos económicos y sociales de los opositores políticos, muestran con nitidez hasta dónde se puede llegar en un país cuando no existen derechos fundamentales, ni Justicia independiente e imparcial, ni derechos de defensa, ni Parlamento, ni sindicatos, ni partidos políticos, ni asociaciones representativas, ni institución alguna ante la cual acudir para reparar una injusticia, cuando esa injusticia proviene de las Fuerzas Conjuntas y el caso se clasifica como teniendo alguna relación con la "seguridad del Estado", concepto omnipresente que domina la vida nacional. En tal contexto todas las regulaciones jurídicas protectoras de los derechos humanos se vuelven ineficaces y pierden su sentido originario.

Por ello la necesidad de emplear todos nuestros esfuerzos en el restablecimiento del "Imperio del Derecho", que permitirá el disfrute de los derechos fundamentales. A tan elevado objetivo tiende la acción permanente de la Comisión Internacional de Juristas, a quien me honro en representar.

Sólo me resta agradecer a los organizadores de este Coloquio por haberme permitido realizar estos comentarios.

DOCUMENTOS ANEXOS

Los dos casos cuyas liquidaciones de gastos se acompañan se tramitaron en el mismo Juzgado Militar, pero en fechas distintas; ambas personas fueron condenadas por el mismo delito político. En los dos casos la sentencia dice en su parte dispositiva:

"... FALLO: I) CONDENADO a por autoría del delito de asistencia a la asociación subversiva (artículo 60 del Código Penal Militar, modificado por Ley 14.068 de Seguridad del Estado y el Orden Interno), a la pena de años de penitenciaría, debiendo descontarse la preventiva cumplida; II) se le CONDENA asimismo a: 1) Indemnizar los daños y perjuicios que hubiere ocasionado; 2) Resarcir al Estado: a) los gastos del proceso; b) los gastos de alimentación, vestido y alojamiento durante el proceso y la condena; c) Como medida cautelar, trábase EMBARGO genérico sobre sus bienes, créditos, derechos y acciones, oficiándose al efecto al Registro General de Inhibiciones".

"Juez Militar de Primera Instancia
de Segundo Turno "

"JUZGADO MILITAR DE PRIMERA INSTANCIA DE SEGUNDO TURNO.

"Liquidación de gastos de alimentación, vestido y alojamiento.
En los autos caratulados, causa y conforme a lo dispuesto por el auto Nro.... de fecha 1976, se han liquidado los gastos de alimentación, vestido y alojamiento del penado militar detenido el día y puesto en libertad el día acorde a órdenes impartidas por el Supremo Tribunal Militar, de acuerdo al siguiente detalle:

Año 1972	.....	243 días a N°	1.50	.....	N°	364.50
Año 1973	.....	365 días a N°	2.50	.....	N°	912.50
Año 1974	.....	365 días a N°	3.50	.....	N°	1.277.50
Año 1975	.....	365 días a N°	5.00	.....	N°	1.825.00
Año 1976	.....	167 días a N°	7.00	.....	N°	1.169.00
Total						N° 5.548.50

Son nuevos pesos cinco mil quinientos cuarenta y ocho con cincuenta centésimos.

Montevideode 1976

El Secretario, Tte. lro. (JN) _____

Roberto Cabrera

JUZGADO MILITAR DE PRIMERA INSTANCIA DE SEGUNDO TURNO.
LIQUIDACION DE GASTOS DE ALIMENTACION, VESTIDO Y ALOJAMIENTO
En los autos caratulado, causa Nro.... y conforme a lo dispuesto por el auto Nro de fecha 1978, se han liquidado los gastos de alimentación, vestido y alojamiento del penado militar detenido el día y puesto en libertad el día, acorde a órdenes impartidas por el Supremo Tribunal Militar, de acuerdo al siguiente detalle.

Año 1973	....	112 días a N/	2.50	....	N/	280.00
Año 1974	....	365 días a N/	3.50	....	N/	1.277.50
Año 1975	....	365 días a N/	5.00	....	N/	1.825.00
Año 1976	....	365 días a N/	7.00	....	N/	2.555.00
Año 1977	....	365 días a N/	10.00	....	N/	3.650.00
Año 1978	....	97 días a N/	15.00	....	N/	<u>1.455.00</u>

Ttal N/ 11.042.50

Son nuevos pesos once mil cuarenta y dos con cincuenta centésimos.

Montevideo de 1978

El Secretario, Tte. lro (M) _____

Roberto Cabrera "

*Nota: dicha suma representa unos 1.580 dólares; un salario medio en Uruguay alcanza a uno 100 dólares. Para pagarla, una persona deberá disponer del 100% de un salario medio durante 16 meses.

LOS DERECHOS ECONOMICOS, SOCIALES Y CULTURALES

Dr. Edgardo CARVALHO
Abogado uruguayo. Miembro fundador del Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay. Profesor adscripto a la cátedra de Derecho Administrativo de la Universidad de Montevideo. Abogado del Seguro Social para empleados bancarios del Uruguay. Abogado de sindicatos obreros. Miembro de la Junta Directiva del Colegio de Abogados del Uruguay. Defensor de presos políticos hasta 1976. Exiliado en España desde agosto de 1976.

El proceso de destrucción del estado de derecho en Uruguay se ha realizado mediante la supresión de las instituciones de la democracia política y la violación de los derechos humanos. Ha sido un proceso sistemático, encaminado a lograr una remodelación conservadora de la sociedad uruguaya, tomando como eje un tipo de estado autoritario, basado en el concepto de la seguridad nacional, entendida como misión fundamental de las Fuerzas Armadas, a las que la ley orgánica militar (ley 14.157, de 5.3.74) define en su art.1º como "núcleo básico de la nación".

Ese proceso de cambios políticos, jurídicos e institucionales ha sido imprescindible para dar una solución regresiva a los conflictos que vivía el Uruguay en los planos económico y social, derivados de

su condición de país subdesarrollado, de economía dependiente.

La supresión de las libertades fundamentales, la disolución del Parlamento, la prohibición de la actividad política, el sistema de contralor policiaco sobre toda la vida de la sociedad uruguaya forman la base imprescindible para llevar a cabo un despojo gigantesco en el nivel de vida de los trabajadores uruguayos, sin precedentes históricos. Este despojo ha sido perpetrado mediante la violación de derechos económicos y sociales que los trabajadores uruguayos habían conquistado a lo largo de una dilatada evolución social. Esos derechos no solamente estaban sólidamente inscritos en la forma de vida de una comunidad, sino que habían recibido su consagración expresa en normas del más elevado rango jurídico y habían sido garantizados por el estado uruguayo en diversos instrumentos internacionales.

El carácter de esta exposición hace imposible un análisis en detalle de todos los aspectos involucrados en el tema. Habrá, entonces, que hacer una referencia lateral al derecho al trabajo, mero enunciado formal en una sociedad en que el índice de desocupación alcanza hoy al 12%. O al derecho a una remuneración justa en un país en que el poder adquisitivo del salario ha descendido un 31% en los últimos cinco años. O a la protección y asistencia a la familia, en un régimen en que las esposas y los hijos de los prisioneros políticos son víctimas del desamparo total, ya que se considera delito el brindarles ayuda material o jurídica.

Es necesario elegir, limitarse a las cuestiones principales. Se hará referencia, entonces, al derecho de sindicación y huelga, como básico para la defensa de los derechos económicos y sociales de los trabajadores y al derecho a la educación y a participar en la vida cultural, en la libre investigación científica y en la libre actividad creadora.

A. DERECHO DE SINDICACION Y HUELGA

Me parece importante señalar, en cuanto al derecho de sindicación y huelga, que el régimen uruguayo considera vigente la Constitución Nacional

en todo aquello que no haya sido modificado por los llamados "decretos constitucionales", dictados en ejercicio de la potestad constituyente que las Fuerzas Armadas se han atribuido a sí mismas. De ello se desprende que la propia legalidad superior que el régimen dice vigente reconoce en su art. 39 el derecho de toda persona a asociarse, cualquiera sea el objeto que persigan y declara, art. 57, que la huelga es un derecho gremial, encomendando al legislador promover la organización de sindicatos y acordar a estos facilidades para su constitución y funcionamiento. Se trata, esencialmente, de los mismos derechos garantizados por el art.8 del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales, ratificado por Uruguay por ley de 11 de julio de 1969, que reconoce el derecho de toda persona a fundar sindicatos y afiliarse al de su elección, el de estos sindicatos a funcionar sin limitaciones no previstas en la ley y a formar federaciones nacionales, que podrán a su vez fundar o afiliarse a organizaciones sindicales internacionales.

Todo ello, sin que puedan imponerse otras restricciones al ejercicio de estos derechos que las establecidas por la ley y en la medida necesaria, en una sociedad democrática, al interés del orden público y los derechos y libertades de los demás. El Pacto Internacional desarrolla así el derecho a fundar sindicatos y afiliarse a ellos, reconocido en el art. 23,4 de la Declaración Universal de Derechos del Hombre y el derecho de libre asociación sindical, reconocido por el art. 22 de la Declaración Americana de Derechos del Hombre, ambas votadas por Uruguay. En ese mismo sentido, el Convenio 87 de la OIT, sobre libertad sindical y protección del derecho de sindicación, ratificado por Uruguay el 18.3.54, establece el derecho de todos los trabajadores, sin distinción, a constituir sindicatos y afiliarse a ellos.

Y bien, estos derechos reconocidos de manera terminante en ese conjunto de normas jurídicas, derecho vigente aún para el régimen militar, no son más que letra muerta para los trabajadores uruguayos desde julio de 1973. Es cierto que ya desde 1967, a medida que se agravaba la crisis económica y los conflictos sociales, un uso desviado de las "Medidas Prontas de Seguridad" permitió al gobierno limitar

en la práctica las libertades sindicales (prohibición de determinadas huelgas, arresto de dirigentes, militarización de huelguistas).

Pero es solo a partir del golpe de estado y la disolución del Parlamento, que se llegará a la supresión genérica de las libertades y derechos sindicales, paso previo e imprescindible para el ataque al nivel de vida de los trabajadores. En respuesta a la masiva huelga general con que la clase obrera uruguaya se opuso al golpe de estado, la dictadura, en su tercer día de existencia, dispuso, por resolución 1.102, la disolución de la CNT, declarada ilícita, ordena la clausura de sus locales, la incautación de sus bienes y el arresto de sus dirigentes. De esta forma, la dictadura atacaba directamente la columna vertebral del movimiento obrero organizado. Iniciaba así una política dirigida a despojar a los trabajadores uruguayos de todas sus libertades sindicales, de toda posibilidad de organización y acción colectiva para la defensa de sus derechos económicos y sociales.

Solo cuatro días después, por vía de "Medida Pronta de Seguridad, dictada el 4.7.1973, como decreto 518, se prohibió el ejercicio del derecho de huelga, ordenando la destitución inmediata de los trabajadores del sector público que infringieran esta prohibición y estableciendo que las empresas privadas podrían despedir libremente, sin derecho a indemnización alguna, a todo huelguista. Además se ordenaba el arresto de los dirigentes sindicales que de cualquier manera instaran a los trabajadores a asumir esas conductas, declaradas ilícitas, los que serían sometidos a la justicia como autores de delito contra el orden político interno del estado, todo ello sin perjuicio de su detención administrativa, a título de "Medida Pronta de Seguridad".

Es necesario detenerse especialmente en este decreto del 4.7.1973, porque lo cierto es que hoy, a más de cinco años que se le dictara invocando una situación "grave e imprevista", de "conmoción interior" el decreto continúa plenamente vigente y es la norma básica del derecho gremial del régimen, por cuya rígida y constante aplicación miles de trabajadores han sido expulsados de sus empleos y cientos de dirigentes sindicales han sufrido y sufren la tor-

tura y la prisión.

Una vez derrotada la huelga general, el régimen se propuso cubrir con una capa de pseudo legalidad la situación real de supresión del derecho de sindicación y huelga, para disimular la verdad ante la opinión pública internacional. Para ello, utilizando siempre la vía de las "Medidas Prontas de Seguridad", dictó el decreto 622, de 1.8.1973, que contiene un verdadero estatuto de la actividad sindical, fijando condiciones para su ejercicio. Este decreto, abiertamente violatorio de los derechos consagrados en la Constitución uruguaya y garantizados por normas internacionales ratificadas por Uruguay, tiene como única finalidad restringir al máximo el derecho de los trabajadores a organizar sindicatos, condicionando la existencia legal de éstos a su reconocimiento previo por vía de la inscripción ante el Ministerio del Trabajo, único juez del cumplimiento de una larga serie de requisitos de apreciación discrecional por parte de la autoridad administrativa. En cuanto a la huelga, derecho exclusivo de los sindicatos reconocidos por el Ministerio, su ejercicio efectivo se reduce y retacea por tantas vías y de tantas maneras, que en los hechos se le suprime.

Ahora bien, la explotación a que están sometidos los trabajadores uruguayos es tan intensa y son tan firmes entre ellos las tradiciones de organización y lucha sindical, que inmediatamente de puesto en vigencia el régimen de reglamentación restrictiva de los derechos sindicales, la dictadura se vio confrontada a una situación paradójal. No le fue siquiera posible poner en funcionamiento su propia reglamentación, porque en breves días pudo comprobarse que a través de ellas, aunque mínima, volvía a tener una expresión pública y legal el movimiento obrero organizado. Y esta expresión, por limitada que sea, es incompatible con el proyecto económico del régimen, fundado en la indefensión de la clase obrera, despojada de todo derecho a negociar sus condiciones de trabajo, ya que es con las ilimitadas posibilidades de explotación de la mano de obra, con la baja persistente y continúa del salario real, que la dictadura quiere atraer el capital extranjero, considerado piedra angular del proyecto de desarrollo. Y así, cubriéndose de ridículo, el régi-

gimen no tuvo más remedio que volver sobre sus pasos y congelar la situación de tal forma que se hiciera imposible llevar a cabo, legalmente, toda actividad sindical.

Para ello, el 28.9.1973, 58 días luego de la aprobación de la nueva reglamentación sindical, por decreto 823 (siempre bajo la invocación de una situación "grave e imprevista", justificativa de una "Medida Pronta de Seguridad") se dejaron sin efecto, "sine die", los términos previstos para el ajuste de los sindicatos a la nueva normativa, para la entrega a los trabajadores de los formularios de inscripción que les permitirían adherir a un sindicato e, incluso, para que el propio Ministerio de Trabajo decidiera sobre las solicitudes de inscripción en el Registro Nacional de Sindicatos. Y así, hasta hoy.

Como se ve, la situación jurídica de las organizaciones sindicales uruguayas linda con el absurdo. Un sindicato solo puede actuar como tal si está reconocido por el Ministerio del Trabajo. Pero se ha suprimido para éste toda obligación de decidir en un plazo determinado acerca de las solicitudes que se le presenten, como ha desaparecido para las empresas la obligación de entregar a sus trabajadores los formularios que les permitan adherir a un sindicato.

De hecho, algunos sindicatos lograron, superando todos los obstáculos, presentar sus estatutos a la nueva normativa, pero han visto transcurrir cinco años sin que se dicte resolución alguna, concediendo o negando la inscripción en el Registro. De tal manera, por la vía de condicionar la libre actividad sindical al cumplimiento de una serie de requisitos imposibles, desde que el propio gobierno elimina todo plazo para realizar por su parte los actos jurídicos necesarios para perfeccionar aquellos, ha venido a quedar prohibido en Uruguay el ejercicio del derecho de sindicación y más aún, el de huelga. La única norma realmente vigente sigue siendo aquel decreto dictado en régimen de excepción, el 4.7.1973 y que consagra la prohibición absoluta del derecho de huelga.

Y los trabajadores uruguayos, sus sindicatos, han visto como cada vez que se han movilizado para defender sus intereses, en estos años trágicos,

se ha abatido sobre ellos la represión, que se cuantifica en miles de cesantes, de prisioneros, de torturados, en sindicatos disueltos, en locales incautados para utilizarlos como centros de detención o cuarteles de policía.

Obviamente, una situación de este tipo debía provocar el repudio generalizado de los trabajadores de todo el mundo. Es importante destacar que todas las centrales sindicales internacionales se han unido para denunciar ante la O.I.T. la violación de las obligaciones contraídas por Uruguay en los convenios nº 87 y 98. Y es entonces que, con la ingenua esperanza de diluir el repudio internacional, siempre por vía del decreto nº 87 de febrero de 1977, el gobierno autorizó el funcionamiento de las llamadas "Comisiones Paritarias". Ello no representa progreso alguno en cuanto al ejercicio de las libertades sindicales. Frigor suponen el desconocimiento o la inexistencia de toda organización sindical, en incluso se excluye expresamente de toda participación en ellas a quienes hayan ocupado cargos de dirección en un sindicato. El funcionamiento de estas Comisiones, anunciadas por el régimen como una etapa de transición hacia el pleno restablecimiento de los derechos sindicales, ha sido nulo. Como era de esperar, dada su competencia mínima y su constitución facultativa (previo acuerdo de partes su incidencia en la práctica ha sido mínima. Si de algo ha servido ha sido para comprobar la adhesión inalterable de los trabajadores uruguayos a sus organizaciones tradicionales. En la única fábrica importante en la que se convocó a elección de representantes obreros para integrar una Comisión Paritaria (fábrica de neumáticos y artículos de caucho), el Ministerio del Trabajo desistió de reunirla, al comprobar que habían sido elegidos por inmensa mayoría los trabajadores vinculados a la antigua organización sindical.

En los últimos meses, la creciente presión internacional ha obligado al gobierno uruguayo a preparar un anteproyecto de ley sindical, aprobado el cual se permitiría gradualmente a los sindicatos reiniciar sus actividades. Dado su carácter de mero proyecto no tiene mayor sentido detenerse en su análisis. Es suficiente con señalar que no representaría ningún cambio significativo en la situación, ya que obliga a

todo trabajador que aspire a ocupar un cargo directivo en un sindicato a proveerse previamente de un certificado de "fe democrática" expedido... por la policía política.

B. LA SITUACION DE LOS FUNCIONARIOS

En este punto es importante hacer referencia a la situación creada a los trabajadores del sector público por la depuración cumplida de manera sistemática y minuciosa, con la finalidad de privar del empleo a todas aquellas personas cuyos antecedentes políticos permitan sospechar, no ya de oposición activa al régimen, sino simplemente de opinión contraria a la dictadura.

Constituye una violación gravísima del derecho de igualdad, consagrado por el Artículo nº 8 de la Constitución uruguaya, el Artículo nº 1 de la Declaración Universal de los Derechos del Hombre y el Artículo 2 de la Declaración Americana. Sin olvidar que el Pacto Internacional garantiza en su Artículo 7 el derecho al goce de condiciones de trabajo equitativas las que suponen, entre otras cosas, "igual oportunidad para todos de ser promovidos, dentro de su trabajo, a la categoría superior que les corresponde, sin más consideraciones que los factores de tiempo, servicios y capacidad".

La destitución masiva de funcionarios por motivos políticos tuvo comienzo en la Universidad, poco después de su intervención. La medida provocó una gran conmoción y derivó en una larga serie de litigios ante la justicia administrativa, entonces aún independiente. El régimen optó entonces por "legalizar" la persecución ideológica, haciendo sancionar por el parlamento títere la ley nº 14.248, que establece como requisito para ocupar un empleo público la firma de una declaración jurada de adhesión al sistema de gobierno establecido en la Constitución. Por supuesto esta exigencia incongruente, por provenir de quienes precisamente han abolido el sistema cuya adhesión reclaman, encubre meramente la disposición esencial, contenida en el Artículo 3º: para decidir, los órganos administrativos podrán requerir los informes que estimen necesarios de los Ministe-

rios del Interior y Defensa Nacional. En definitiva, la estabilidad en el empleo de todos los trabajadores ocupados en la Administración propiamente dicha, en las actividades comerciales o industriales nacionalizadas, en las administraciones municipales, en la seguridad social o los organismos de enseñanza, depende del juicio que su actitud política merezca a los servicios de seguridad.

Se han creado tres clases de certificados de "antecedentes políticos" identificados con las letras A, B y C. Aquellos a quienes se extiende un certificado A, pueden continuar en su empleo. Aquellos a quienes se extiende un certificado C, son destituidos sin más trámite. En el caso de aquellos clasificados B, se deja la decisión sobre la cesantía a cargo de sus jefes inmediatos, según el juicio que merezca su actitud hacia el régimen. Y hay que señalar que el Uruguay es un pequeño país, habitado por poco más de dos millones y medio de habitantes, cubierto por aparatos represivos diversificados, dotados de las técnicas más modernas. Todo ciudadano uruguayo está hoy fichado y clasificado políticamente en función de hechos que pueden ser muy lejanos en el tiempo y, por supuesto, absolutamente legales, cuando fueron cumplidos, pero que sirven a las autoridades como indicio de una determinada actitud, de una manera de pensar que aún cuando no se exprese públicamente, cae bajo la represión.

Y la práctica de exigir el certificado de "antecedentes políticos" o de "fe democrática" sería requisito imprescindible para poder participar activamente en la vida gremial.

Podría presumirse, conociendo sus prácticas políticas, que el régimen intentaría cubrir con un cierto barniz de legalidad los hechos consumados de persecución y discriminación por motivos ideológicos. Hay que señalar que a través de un dilatado proceso la legislación uruguaya y la propia Constitución habrían terminado por amparar al funcionario de la discrecionalidad de la Administración, exigiendo la prueba de determinadas causas para la destitución, admitiendo el derecho de defensa y el contralor posterior de una justicia administrativa independiente y con competencia anulatoria de los actos ilegales.

El decreto constitucional nº 7 vino a cancelar este proceso de garantía de derechos de los trabajadores dependientes del estado, estableciendo radicalmente la posibilidad de cesantía para todos ellos, mediante el solo requisito de la invocación de "razones superiores de interés público o de mejor servicio", según la apreciación exclusiva y absolutamente discrecional de la autoridad administrativa (Artículo 4).

Para completar el mecanismo de la arbitrariedad, pocos días después, el decreto constitucional nº 8, además de consagrar la desaparición del Poder Judicial como un poder independiente, elimina también la independencia del Tribunal de lo Contencioso Administrativo. Y declara además, irrecurribles ante él todos aquellos actos de carácter discrecional y, finalmente, todos aquellos que la Administración dicte invocando "razones de seguridad o interés general". Mecanismo, como se ve, por el que se despoja a los funcionarios de todos aquellos derechos que la Constitución y la ley reconocían.

C. DERECHO A LA EDUCACION

Quisiera referirme ahora al derecho a la educación entendida, en palabras del Pacto (Artículo 13) como educación para el pleno desarrollo de la personalidad humana y del sentido de su dignidad, para fortalecer el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales. Y también al derecho a participar en la vida cultural y gozar de la libertad indispensable para la investigación científica y la actividad creadora (Artículo 15,3).

Son los derechos consagrados por los Artículos 12 y 13 de la Declaración Americana de Derechos del Hombre y por los Artículos 26.2 y 27.1 de la Declaración Universal, ambas votadas por el Uruguay. Son por último, derechos amparados por artículos que aún el régimen considera vigentes dentro de la Constitución uruguaya. El Artículo 29, libertad para la comunicación del pensamiento, el Artículo 33, protección especial para el trabajo de los intelectuales y artistas, el Artículo 68, que garantiza la libertad de enseñanza, o el 69 que protege y subvenciona a las instituciones culturales. Son también los Artículos 202

y siguientes, que establecen el gobierno de las más importantes ramas de la enseñanza pública por consejos autónomos, debiendo ser el de gobierno de la Universidad electo con participación de profesores, estudiantes y egresados.

Como es natural, en el campo de la educación y de la cultura se desplegó con toda violencia la represión política e ideológica. El gobierno militar asigna una importancia decisiva a la formación de los jóvenes en la ideología (si así cabe llamarla) del régimen: un autoritarismo conservador, basado en el odio de toda aspiración de progreso social, en la negación total del libre debate de ideas.

Las autoridades de la enseñanza primaria, media y técnica, designadas por el gobierno militar, iniciaron al otro día del golpe de estado una vasta labor de depuración por motivos políticos, de la que fueron víctimas miles de profesores que habían dedicado su vida a la enseñanza, con fojas de servicio intachables y que pagaban ahora el delito de no pensar como los jefes militares. La baja en el nivel de la enseñanza, como es lógico, resulta hoy fácilmente constatable. Las medidas de depuración alcanzaron también a los estudiantes, muchos de ellos apenas adolescentes. Cientos fueron expulsados y sancionados con prohibición de estudiar en ningún instituto público o privado, por períodos de varios años, acusados de haber tomado parte en demostraciones pacíficas contra el régimen. Son numerosos los jóvenes que han debido emigrar para poder continuar sus estudios.

La situación de la Universidad merece una atención especial. En pleno gobierno militar, el 12 de setiembre de 1973, profesores y egresados de la Universidad uruguaya fueron convocados por primera vez en régimen de voto obligatorio y secreto, para elegir los consejos de gobierno de la Universidad. Se trataba de la primera aplicación de una ley fundada en la idea de que una minoría violenta gobernaba a una mayoría atemorizada. Sin embargo los resultados de la elección, demostraron todo lo contrario. Por amplísima mayoría fue ratificada la orientación democrática, defensora de la autonomía de la Universidad y de la libertad de cátedra. Al día siguiente de haber sido proclamado oficialmente este resultado y tomando co-

mo pretexto una explosión ocurrida en la Facultad de Ingeniería (en circunstancias hasta hoy no aclaradas), el gobierno dispuso, por decreto 921 de 1973, la intervención de la Universidad, el arresto de sus autoridades legítimas, la ocupación por el ejército de las facultades y escuelas universitarias. Así, la persecución política se ensañó con los docentes y los estudiantes universitarios, como antes había ocurrido con los de otros niveles de la enseñanza. Suman cientos los profesores universitarios destituidos, miles los estudiantes sancionados de una u otra forma por aplicación de un régimen de disciplina basado en el contralor policial de los edificios universitarios, decenas los que han sido expulsados de la vida de la Universidad, como en la Facultad de Medicina, con la aplicación de una sanción perpetua, que no conoce siquiera el derecho penal uruguayo. Se comenzó luego con la reforma de los planes de estudio, de los que se eliminaron en general aquellas materias susceptibles de conducir a un análisis de la realidad del país (sociología, economía, ciencia política, historia de las ideas).

Este proceso se operaba también en otras ramas de la enseñanza, donde se modificaron los programas, en especial los de historia o los de filosofía, sustituyéndolos por otros en los que se plantea textualmente, el estudio de la sociedad medioeval como paradigma de la civilización o el análisis del sindicalismo y el comunismo como obstáculos al desarrollo nacional.

La circular 1376/75 ordenó a las direcciones de los institutos de enseñanza media eliminar de sus bibliotecas todo libro, revista, disco o publicación cuyo contenido no se ajuste a los principios fundamentales de la nacionalidad, en particular, aquellos de tendencia marxista. Y se exigió el mayor cuidado en la tarea, que no debía limitarse al contralor de los libros sobre ciencias sociales, sino también a los que tratan de ciencias exactas, naturales e incluso idiomas, medios por los cuales "pueden penetrar conceptos lesivos de las coordenadas del pensamiento clásico u occidental". Y esta circular es digna de atención porque es uno de los pocos rastros dejados por la dictadura en este campo. Uno de los rasgos de la política cultural del régimen es el cuidado puesto

para borrar las huellas de sus arbitrariedades. Todos saben hoy en Uruguay que será destituido el profesor de lengua española que intente enseñar sirviéndose de textos de Juan Ramón Jiménez o de Antonio Machado. Y eso con total independencia del contenido de los textos, solo porque ambos fueron españoles demócratas y murieron en el exilio. Nadie podrá exhibir nunca una lista de autores o textos prohibidos. No existe oficialmente, aunque todo el mundo la conoce. El sistema es casi perfecto, porque no deja pruebas y porque el temor y la inseguridad lo aumentan mucho más. Quien no quiera arriesgar su empleo deberá evitar cuidadosamente enseñar los autores que puedan ser mal vistos por el régimen y (puesto que no existe un index oficial) aún aquellos acerca de los que tenga dudas, única manera de precaver la destitución.

Hay que señalar que el régimen militar ha atacado también todas las manifestaciones culturales reñidas con el modelo de sociedad que se pretende implantar. La policía del pensamiento ha llegado a extremos casi inverosímiles. Salvo excepciones, se opera siempre por medio de circulares reservadas a la policía política, de las que se notifica, pero no se deja copia al notificado. Y por este mecanismo se ha llegado a una verdadera muerte civil de todos los intelectuales y artistas disidentes. No solo se les prohíbe aparecer en público, como profesores, conferenciantes o actores, sino que no pueden editarse sus libros, ni sus nombres pueden ser mencionados en la prensa, aún como mera cita en críticas literarias o teatrales.

Está prohibida la edición y venta de todos los libros que directa o indirectamente puedan reflejar puntos de vista que el régimen considere marxistas. Se cumplen requisas de librerías y editoriales, con el secuestro y posterior destrucción de libros sospechosos. Por decreto 450 del 5/6/75 se ha prohibido la circulación por vía postal de cualquier obra o material marxista, autorizándose el contralor de la correspondencia para la incautación y destrucción del que pudiera circular por esa vía. Sería muy larga la lista de cantantes populares a los que se ha prohibido actuar en público, como ha sido prohibida la venta de sus discos o su emisión por la radio.

En este campo quiero destacar un caso muy especial. El del Dr. Carlos Quijano, abogado, periodista, economista, director del semanario "Marcha", clausurado en noviembre de 1974, luego de sufrir en los meses anteriores clausuras por 10 y 20 ediciones, con las que se pretendió arruinar al semanario. Quijano, a los 75 años de edad, junto a Juan Carlos Onetti, el más importante escritor uruguayo y uno de los más importantes de la literatura en lengua española y a otras distinguidas personalidades, fue encarcelado por orden el Poder Ejecutivo ("medida pronta de seguridad") durante varios meses, en razón de haber integrado un jurado literario que premió un cuento en el que la policía creyó encontrar alusiones a un jerarca policial muerto en un atentado.

Para terminar, no es posible pasar por alto la prueba más evidente de la minuciosidad e implacabilidad de la represión en materia cultural: la censura no perdona siquiera a los conjuntos populares que participan con su música y sus canciones satíricas en las fiestas de carnaval, tradicionales en Uruguay. Las letras de estas canciones también están sometidas a censura previa y ha sido prohibido utilizar en ellas vocablos tales como "libertad", "igualdad", "justicia", "obreros".

Debe concluirse entonces que el sistema represivo instaurado en Uruguay por el gobierno de las Fuerzas Armadas ha conducido a la completa y sistemática violación del derecho a la educación y a la participación en la vida cultural, tal como han sido reconocidos en instrumentos internacionales a los que el Uruguay ha prestado adhesión.

Nada más.

EL REGIMEN URUGUAYO FRENTE AL
DERECHO INTERNACIONAL

Robert K. GOLDMAN
Abogado norteamericano. Profesor de Derecho Internacional en la Universidad Americana, Washington D.C. Miembro del Consejo Ejecutivo de la Sociedad Americana de Legislación Internacional. Miembro de las cortes del distrito de Columbia y el Estado de Virginia. Asistió como observador a las elecciones en Bolivia en 1978 mandado por la WOLA. Participó con los Dres. Weil y Martínez Ejkman en una misión a Uruguay organizada por el SIJAU y patrocinada por la Federación Internacional de los Derechos del Hombre, el Movimiento Internacional de Juristas Católicos y el Consejo de Iglesias Americanas. Participó con el Dr. Jacoby en una misión a México en abril-marzo de 1978 organizada por la Liga Internacional de Derechos Humanos (Nueva York), la Federación Internacional (París) y Fax Romana (Roma).

1. INTRODUCCION

Me complace haber sido llamado a participar en este Coloquio y particularmente para hablar sobre el régimen legal imperante en Uruguay en relación con la

protección estatal a los derechos humanos según las normas del Derecho Internacional.

Como ustedes saben, desde mediados de 1973, las Comisiones Internacionales de Derechos Humanos y Organizaciones No-Gubernamentales han recibido miles de denuncias detalladas referentes a las persistentes y flagrantes violaciones de derechos humanos básicos perpetrados por el Gobierno de Uruguay. La gran mayoría de estas denuncias comprenden reclamos por arrestos arbitrarios sin garantías ni cargos, detenciones administrativas bajo "incomunicación" en aplicación de las Medidas Prontas de Seguridad por prolongados períodos de tiempo, práctica sistemática de la tortura física y psicológica a detenidos de ambos sexos, y la "desaparición" bajo circunstancias misteriosas, de ciudadanos uruguayos, entre ellos niños, en Uruguay, en Argentina y más recientemente en Paraguay y Brasil. Sin embargo el gobierno Uruguayo ha negado categóricamente hasta el momento la existencia de cualquier violación de derechos humanos y atribuye estas denuncias a una organizada y sistemática campaña internacional por parte del marxismo-leninismo para desacreditar al país.

A pesar de estas afirmaciones del Gobierno, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la O.E.A., órgano permanente autónomo de ésta, cuya principal tarea es la promoción y protección de los derechos proclamados en la Declaración Americana de los Derechos del Hombre, publicó el 31 de enero de 1978 un informe sobre la Situación de los Derechos Humanos en Uruguay (1), en el cual se afirma:

"Luego de un cuidadoso y objetivo análisis de la información a este respecto, la Comisión ha llegado a la conclusión de que existe en Uruguay un régimen bajo el cual, los derechos reconocidos en la Declaración Americana de los Derechos y Deberes del Hombre han sido violados.

(1) O.E.A./ser, L/V/11.43, doc.19 corr.1, (31 de enero de 1978. (Según "Informe sobre Uruguay")

Las numerosas denuncias recibidas desde Uruguay y de otras varias fuentes que la Comisión considera fidedignas, así como las respuestas del gobierno uruguayo a los pedidos de información y recomendación solicitados por la Comisión, habilitan a la misma a afirmar que ha habido en Uruguay serias violaciones de los siguientes derechos humanos: el derecho a la vida, a la libertad, y a la seguridad personal; el derecho a la libertad de opinión, expresión y propagación de ideas; el derecho a un juicio honorable; el derecho a un proceso legal; el derecho de reunión y asociación; el derecho al voto y a la participación en el gobierno." (1)

Frente a las flagrantes violaciones de derechos humanos en Uruguay y al fracaso de la Comisión Interamericana de realizar una visita "in loco", la O.E.A. votó el 31 de enero de 1978 el rechazo a la invitación uruguayaya de realizar su Asamblea General de 1978 en ese país. Además de esto, la Comisión de Derechos Humanos de la O.N.U. en su 34ª sesión que culminó el 10 de marzo de 1978 en Ginebra, determinó públicamente que Uruguay es uno de los nueve países cuyo caso sería tratado a puertas cerradas y tomó medidas confidenciales de acuerdo a la Resolución 1.503 (LVIII) del Consejo Económico y Social de 1971: esta resolución comprende situaciones que revelan la configuración de flagrantes violaciones de derechos humanos.

2. NORMAS REGIONALES E INTERNACIONALES DE DERECHOS HUMANOS Y LAS RESPECTIVAS OBLIGACIONES POR PARTE DEL URUGUAY:

Evalutando el nivel general de protección de los derechos humanos en Uruguay desde 1973 es necesario subrayar que Uruguay votó a favor de la Declaración Universal de Derechos Humanos y ha ratificado los siguientes acuerdos de la O.N.U. garantizando los derechos humanos: Protocolo Internacional sobre Derechos Políticos y Civiles y Protocolo Opcional Respectivo

(1) Id. en página 70

(aprobado por Uruguay el 11 de julio de 1969); Convención sobre la Libertad de Asociación y Protección del Derecho de Organización (nº 87) y Convención sobre el Derecho de Organizar Negociaciones Colectivas (nº 98) (ambos aprobados por Uruguay el 18 de marzo de 1954); Convención relativa al Estatuto del Refugiado y Protocolo correspondiente (ambos aprobados por Uruguay el 14 de octubre de 1969).

La Comisión Interamericana de Derechos Humanos ha establecido que según el "Derecho Americano e Internacional" en el área de los derechos humanos, "la doctrina más aceptada" es aquella establecida en la Convención Americana de Derechos Humanos. (1)

El Artículo nº 27 de esta Convención a la vez que prevee la suspensión de algunos derechos explícitamente enumerados, bajo circunstancias excepcionales prohíbe expresamente la suspensión de otros derechos bajo ninguna circunstancia. Este artículo reza de la manera siguiente:

"1. In tiempos de guerra, peligro público, u otra emergencia que amenace la independencia o seguridad de un Estado miembro, éste puede tomar medidas que lo eximan de sus obligaciones a la presente Convención en la medida y por el período de tiempo estrictamente requerido por las exigencias de la situación, con la condición de que estas medidas no atenten contra sus otras obligaciones con respecto al derecho internacional y no comprendan discriminación en el campo de la raza, color, sexo, lenguaje, religión u origen social.

2. Las previsiones antes mencionadas no autorizan ninguna suspensión de los siguientes artículos: Artículo 3 (derecho a la personalidad jurídica), Artículo 4 (derecho a la vida), Artículo 5 (derecho a un tratamiento humanitario), Artículo 6 (prevención de esclavitud), Artículo 9 (prevención contra leyes de pacto), Artículo 12 (libertad de conciencia y religión), Artículo 17 (derechos de la familia),

(1) CIDH Informe sobre el Estado de los Derechos Humanos en Chile, O.E.A./ Ser. L./II. 34 doc. 21 corr. 25 de octubre de 1974, páginas 2 - 3.

Artículo 18 (derecho al nombre), Artículo 19 (derechos del niño), Artículo 20 (derecho a la nacionalidad), Artículo 23 (derecho a participar en el gobierno). Estas mismas disposiciones no autorizan la suspensión de las garantías esenciales a la protección de tales derechos.

3. Cualquier Estado miembro que haga uso del derecho de suspensión informará inmediatamente a los otros miembros a través de la Secretaría General de la Organización de Estados Americanos, sobre las provisiones cuya aplicación haya sido suspendida, las razones que han motivado la suspensión, y la fecha establecida para la terminación de dicha suspensión."

De igual forma, el Artículo 4 del Tratado sobre Derechos políticos y Civiles a la vez que permite la suspensión de varios derechos "en tiempos de emergencia pública que amenacen la vida de la nación y cuya existencia es públicamente proclamada", prohíbe a los Estados miembros la derogación de los siguientes artículos: Artículo 6 (derecho a la vida), Artículo 7 (derecho a la integridad personal), Artículo 8 (prohibición de la esclavitud y la servidumbre), Artículo 15 (principio contra la retroactividad), Artículo 18 (libertad de pensamiento, conciencia y religión).

Como en el caso de cualquier derogación en acuerdos internacionales, tanto el Artículo 4 del Tratado como el Artículo 27 (1) de la Convención Americana deben ser necesariamente analizados en forma minuciosa, particularmente a la luz del sujeto en cuestión y de los propósitos de ambos instrumentos. En este sentido, la Comisión Interamericana ha escrito lo que sigue, en relación a los límites en los cuales un Estado miembros puede restringir el ejercicio de los derechos humanos de acuerdo con el Artículo 27:

"Como se ve, por lo tanto, estas situaciones especiales no autorizan privación de vida, tortura, aplicación retroactiva de las leyes penales más severas, establecimiento de "crímenes de opinión", la desatención de los derechos del menor, a su protec-

(1) Id. en páginas 3 - 4

ción especial y a un tratamiento apropiado a su edad, como tampoco la adopción de medidas cuyos resultados sean el hacer imposible durante años el ejercicio de básicos derechos políticos como el sufragio.

Además de esto, las medidas que comprendan la suspensión de derechos básicos no deben durar en ningún caso, más tiempo que la actual, real y probable situación que determina su adopción. Así por ejemplo, un "Estado de Guerra", que en los hechos no existe, o que en realidad ha dejado de existir, no puede ser invocado para justificar, de acuerdo al Derecho Internacional, la suspensión de tales garantías." (1)

Es por lo tanto, impermisible a un país signatario de la Convención Americana o a un Estado miembro de la Convención, continuar la suspensión de derechos fundamentales una vez que la situación objetiva que justificó dichas medidas, dejó de existir.(2)

En este sentido, el Gobierno de Uruguay, proclamó el 15 de abril de 1972 el "Estado de Guerra Interno", en un esfuerzo para destruir un violento movimiento guerrillero (M.L.N. Tupamaros) y tomó a pedido del Ejecutivo una serie de medidas que suspendieron temporariamente ciertos derechos garantizados por la Constitución. El 10 de julio de 1972, la Asamblea General electa, promulgó la "Ley de Seguridad Nacional"

(1) Id. página 73

(2) Debe ser anotado con respecto a las obligaciones de Uruguay como país signatario del Pacto de San José que un principio que gobierna las leyes de tratados es aquel que dice que un Estado que firma un tratado, que se esfuerza por su entrada en vigencia manifestando de esta forma su acuerdo a verse obligado por el mismo, tiene que abstenerse de actos que puedan frustrar el objeto y propósito del tratado. Este principio está codificado en el Artículo 18 de la Convención sobre las Leyes de los Tratados de Viena, O.N.U. Doc. A/COF. 39/ 27lp. 289 (adoptado el 22 de mayo de 1969; abierto para ser firmado el 23 de mayo de 1969 por la Conferencia sobre las leyes del Tratado de la O.N.U.

Esta ley que está aún en vigencia y que ha sido consecuentemente aplicada en forma retroactiva, suspende ciertos derechos a las personas acusadas de "actividades subversivas" y transfiere la jurisdicción civil a la militar sobre ciudadanos acusados de atentados a la seguridad. Esta ley, suplanta asimismo la declaración de "Estado de Guerra Interno".

Luego con la destrucción de los Tupamaros, como lo admitió el propio Ejecutivo a principios de 1973, el propósito explícito que reposaba en la aprobación de la Asamblea General a estas medidas extraordinarias, queda fuertemente viciado. Sin embargo, en lugar de proceder al restablecimiento del ejercicio de los derechos suspendidos, el Ejecutivo, apoyado por las Fuerzas Armadas, pero sin la aprobación de la Asamblea General, decreta el 12 de junio de 1973 una suspensión indefinida de varios derechos constitucionales bajo la ampliación del ejercicio de las Medidas Frontas de Seguridad.

El 27 de junio de 1973, el Ejecutivo, respaldado por las Fuerzas Armadas, disolvió ilegalmente la Asamblea General electa y todos los cuerpos legislativos locales electos, transfiriendo los poderes legislativos nacionales al, en aquel entonces recién creado Consejo de Estado cuyos miembros fueron nombrados por el Presidente de la República. Finalmente el 12 de junio de 1976 las Fuerzas Armadas removieron al presidente electo de la República e instalaron un Presidente "provisional". Desde el 27 de junio de 1973, los decretos y otras medidas legales adoptadas por las autoridades uruguayas han culminado en una gradual y completa destrucción del gobierno constitucional, de las normas de derecho, y de los derechos individuales garantidos en la Constitución de 1967, en la Declaración Universal y Americana, a pesar del hecho que la situación que precipitó la adopción de medidas provisionarias que suspendían derechos individuales, había dejado de existir.

Aproximadamente, el nivel de represión en Uruguay, se ha incrementado sustancialmente desde 1976 y continúa creciendo hasta el momento actual.

3. EL USO DE LAS MEDIDAS PRONTAS DE SEGURIDAD POR PARTE DEL EJECUTIVO.

Para apreciar profundamente la naturaleza de las violaciones de derechos humanos en Uruguay, debe comprenderse el uso indiscriminado y arbitrario que el Ejecutivo ha hecho de las Medidas Frontas de Seguridad desde el 27 de junio de 1973.

El Artículo 168, párrafo 17 de la Constitución uruguaya de 1967 da poderes al Ejecutivo "para tomar Medidas Prontas de Seguridad en casos graves y sin precedentes de ataque externo o de conmoción interna..." Esta cláusula requiere que el Ejecutivo informe al Poder Legislativo dentro de las 24 horas de la resolución poniendo en práctica estos poderes extraordinarios, de las razones y del contenido de su decisión para adoptar estas medidas. El Poder Legislativo está investido de absoluta autoridad para levantar las medidas 24 horas después de su adopción. El Artículo 168 hace asimismo una importante distinción entre aquellas medidas que se aplican a los individuos y aquellas que no.

Con respecto a los individuos, el poder del Ejecutivo para ejercer estas medidas excepcionales, es extremadamente limitado. Las personas pueden ser detenidas o desplazadas de una parte a otra del país, únicamente, si no hacen uso del derecho a salir del país. Las personas detenidas no pueden ser alojadas en centros de detención con criminales comunes. Más aún, el Ejecutivo debe informar las razones de la detención al Poder Legislativo, dentro de las 24 horas, pudiendo este último levantar la medida y liberar al detenido.

Por lo tanto la Constitución inviste a la Legislatura, y no a la Justicia, para proteger a los individuos del ejercicio arbitrario de esos poderes extraordinarios por parte del Ejecutivo.

Más aún, a diferencia del "Estado de Sitio", disposición que aparece en muchas constituciones latinoamericanas, las Medidas Prontas de Seguridad claramente no dan poder al Ejecutivo para suspender la Constitución, ni en su totalidad ni en partes, por un período de tiempo indefinido. Estos poderes no pueden

ser invocados por lo tanto para privar a la totalidad de la ciudadanía de sus derechos básicos, sino que son aplicables solamente en forma individual, y bajo la estricta vigilancia del Poder Legislativo.

Sin embargo, si bien es esta la teoría jurisprudencial de las Medidas Frontas de Seguridad, la práctica actual durante estos últimos 4 años ha sido bien diferente. El Ejecutivo ha usado estas medidas para detenciones administrativas bajo incomunicación, para detener a miles de individuos por prolongados períodos de tiempo y para emitir decretos generales que caracterizan a la situación como de "comoción interna". Por lo tanto, la invocación arbitraria a estos poderes excepcionales ha restringido el ejercicio de los derechos básicos de la misma forma que lo haría un Estado de Sitio, no previsto por la Constitución.

Ista situación es atribuible al hecho de que el choque entre el Poder Legislativo y el ejercicio de estas medidas por el Ejecutivo terminó con la disolución de la Asamblea General electa, por el Poder Ejecutivo el 27 de junio de 1973 y la consecuente transferencia de su autoridad legislativa al Consejo de Estado cuyos miembros fueron nombrados por el Ejecutivo. Además, el Acta Institucional nº 2 del 12 de junio de 1976, que creó el "Consejo de la Nación" que lo autorizó a designar tanto al Presidente de la República como a los miembros del Consejo de Estado, indica claramente que estas dos ramas gubernamentales han sido subordinadas al control de un solo cuerpo.

Por lo tanto, el principio básico establecido en el Artículo 168, párrafo 17 de la Constitución de 1967, que determina la separación cuidadosamente delimitada de los Poderes Ejecutivo y Legislativo, ha sido en los hechos, totalmente destrozado y con ello la defensa concebida para proteger contra el ejercicio arbitrario de estas medidas.

Teóricamente, las personas que han sido detenidas administrativamente bajo las Medidas Frontas de Seguridad y que no han sido acusadas de delito, o aquellas cuya libertad ha sido ordenada por el Juez por falta de pruebas, gozan del derecho constitucional de abandonar el país. Sin embargo, es absolutamente claro, tanto por informaciones provenientes de

denunciantes como por las respuestas del gobierno uruguayo a organizaciones internacionales y organizaciones no gubernamentales, que dichas personas son frecuentemente mantenidas bajo custodia y no les es permitido el ejercicio de este derecho constitucional.

En los hechos, en una conversación mantenida con el presidente del Consejo de Estado de Uruguay Sr. Hamlet Reyes, en diciembre de 1977, éste admitió libremente que el Consejo a menudo no es notificado durante meses, de las detenciones administrativas bajo estas medidas.

Lo que debe ser anotado es que desde el 27 de junio de 1973, el gobierno uruguayo ha consecuentemente mantenido que la Constitución de 1967 continúa en vigencia. De esta forma es inconsistente para el gobierno citar el Artículo 168 (17) como base legal para dichas detenciones, mientras ignora otras provisiones del mismo artículo diseñadas para restringir al Ejecutivo y para proteger los derechos del detenido.

En su informe sobre Uruguay, la Comisión Interamericana, a la vez que anota que los derechos contra arresto arbitrario pueden ser temporariamente suspendidos, afirma:

"...ninguna norma legal, interna o internacional, justifica, simplemente invocando este poder especial, el mantenimiento de detenidos en prisión por largos e indeterminados períodos, sin que ningún cargo sea presentado contra ellos por violación a la Ley de Seguridad Nacional o a otra ley criminal, y sin ser enjuiciados para que estos puedan ejercer el derecho a un juicio honorable y al debido proceso legal.

... la Comisión ha puntualizado repetidas veces que la privación de libertad por períodos prolongados de tiempo, sin justificación es una violación de los derechos humanos pues implica la imposición de un castigo efectivo negando el derecho a un proceso y juicio legal, a los cuales todos los individuos tienen derecho."

Las miles de denuncias sobre violación de derechos humanos presentadas ante las Organizaciones Internacionales, junto a las investigaciones hechas por la Comisión y las Organizaciones no-Gubernamentales, que han realizado visitas "in loco" a Uruguay, otorgan bases razonables para concluir que el gobierno uruguayo ha cometido sistemáticas y flagrantes violaciones de derechos humanos. Un análisis de las leyes, decretos y otras medidas legales adoptadas por el gobierno desde el 27 de junio de 1973, muestran "prima facie" evidencias objetivas que apoyan esta conclusión.

Lo que sigue es un preve resumen de las implicancias de algunas de las medidas legales uruguayas que entraron en vigencia desde mediados de 1973 conforme a las obligaciones de ese país con la O.I.A., la O.N.U., declaraciones y acuerdos que garantizar los derechos humanos.

4. LEYES Y DECRETOS QUE VIOLAN OBLIGACIONES INTERNACIONALES ESPECIFICAS.

A. Violación del derecho a un juicio legal y al derecho que prohíbe la aplicación retroactiva de las leyes criminales (Artículos 8 y 9 de la Declaración Americana y Artículos XXV y XXVI de la Convención Americana).

Ley nº 14.493 del 29 de diciembre de 1975: Como fue anotado anteriormente, el 10 de julio de 1972, la Asamblea General promulgó la Ley de Seguridad del Estado que creó la imputación de crímenes de "LesaNación" contra el Estado y que fueron declarados delitos militares y sujetos a la Justicia Militar.

El 29 de diciembre de 1975, el Consejo de Estado aprobó la Ley nº 14.493 que extiende la jurisdicción de la Justicia Militar para procesar personas bajo la Ley de Seguridad Nacional, cualquiera haya sido la fecha de comisión del delito. Esta ley permite a la Justicia Militar juzgar retroactivamente civiles por delitos cometidos qntes de la Declaración del Estado de Guerra Interno el 15 de abril de 1972 y antes

de la aprobación de la Ley de Seguridad Nacional.

Sobre este aspecto, el Informe de la Comisión Interamericana, detalla profusamente los abusos producidos en, virtualmente, cada fase del sistema de la Justicia Militar. Puntualiza también que el recurso de "Habeas Corpus", garantizado por el Artículo 17 de la Constitución, es virtualmente inefectivo en casos de detención bajo Medidas Prontas de Seguridad y bajo la Ley de Seguridad Nacional.

Concluye que los abogados que defienden a estos detenidos aparentemente "viven en una atmósfera caracterizada por el miedo ya que por el solo hecho de representar a sus clientes, ellos mismos pueden ser objeto de hostilidad judicial." (1)

La Ley 14.493 contraviene "prima facie" las previsiones citadas más arriba contra la aplicación "Ex-Post-Facto" de las leyes criminales, y como es aplicada a personas acusadas de haber cometido crímenes de "lesa Nación" antes de 15 de abril de 1972 priva a las personas del debido proceso y protección de la ley y el derecho a un juicio honorable. La Ley viola asimismo los Artículos 10 y 11 de la Declaración Universal y los artículos 14 y 15 de la Convención de Derechos Políticos y Civiles.

B. Violación del derecho de Asamblea Pacífica.
Artículo 15 de la Convención Americana y Artículo XXV de la Declaración Americana)

1. Decreto 466/973 del 28 de noviembre de 1973:
El Presidente de la República, disolvió y declaró "asociaciones ilícitas" a los siguientes Partidos Políticos y grupos estudiantiles: Partido Comunista, Partido Socialista, Unión Popular, Movimiento 26 de Marzo, Movimiento Revolucionario Oriental, Partido Comunista Revolucionario, Agrupaciones Rojas, Unión de Juventudes Comunistas, Partido Obrero Revolucionario, Federación de Estudiantes Universitarios del Uruguay (F.E.U.U.), Resistencia Obrero Estudiantil

(1) Id. página 61

(R.O.E.), Federación de Estudiantes Revolucionarios (F.E.R.), Grupos de Acción Unificadora (G.A.U.) y Grupos de Auto-Defensa (G.A.D.).

Este decreto transforma retroactivamente la existencia y propagación de una doctrina político-filosófica en un acto ilícito. Aún más, estos partidos políticos no solo han sido prohibidos sino que han sido declarados "en receso" -lo que quiere decir una total prohibición de su actividad política en el país. La actividad política vinculada a un partido o grupo ilegal bajo la Ley de Seguridad Nacional, constituye el delito de "asociación subversiva" o de "asistencia a la asociación subversiva".

2. Resolución 1.102 del 30 de junio de 1973:
Por medio de esta medida el Presidente disolvió la Convención Nacional de Trabajadores (C.N.T.), la más grande organización de trabajadores uruguayos, declarándola "asociación ilícita", cerrando sus locales, ordenando el arresto y juicio a sus dirigentes por el delito de "asociación delictiva".

Esta medida viola patentemente el derecho de libertad de asociación y, al ser aplicada a personas arrestadas y enjuiciadas fundamentalmente sobre la base de su pertenencia a la Central, priva a éstas de un debido proceso legal.

En este sentido, la situación global de los Sindicatos, sus dirigentes y miembros ha sido durante años objeto de profundos estudios hechos por el Comité de Libertad de Asociación de la O.I.T.

En su informe Nº 157, el Comité recomienda al Consejo Administrativo recordar al Gobierno Uruguayo que la disolución de la C.N.T. y de la Federación de Profesores, atenta contra el Artículo 4 de la "Convención por la Libertad de Asociación y Protección al Derecho de Organización". Además, el Comité ha recibido y examinado numerosas denuncias sobre el arresto arbitrario, detención y tortura de dirigentes sindicales, así como la realización de allanamientos ilegales y embargo de la Central.

Estas dos medidas contravienen el Artículo XX de la Declaración Universal y el Artículo 24 de la

Convención.

C. Violaciones al derecho de opinión y al derecho de libre expresión. (Artículo 13 de la Convención Americana y Artículo IV de la Declaración Americana).

1. Decreto Nº 1.026/973 del 28 de noviembre de 1973: Este decreto citado previamente, no solo abolió 14 partidos políticos y grupos estudiantiles, sino que ordenó el cierre de dos diarios marxista-leninistas, "El Popular" y "Crónica", prohibiendo a la vez, prospectivamente la publicación de cualquier material que tuviera la misma orientación política-filosófica.

Apparentemente, 26 diarios nacionales y 5 diarios locales, así como todas las publicaciones sindicales, han sido permanentemente cerrados desde el 27 de junio de 1973.

Otras publicaciones que han sido clausuradas son los diarios "Ahora", "Ultima Hora", "Vea" y los semanarios "Respuesta", "El Oriental", "Compañero" y "Marcha".

Estas publicaciones cubrían un amplio espectro del pensamiento político y económico en Uruguay.

Aún publicaciones de la Iglesia han sido clausuradas y cerradas. Por ejemplo "El Mensajero Valdense", publicación local de la Iglesia Evangélica en el Departamento de Paysandú, fue cerrada en diciembre de 1974 y los miembros de la redacción arrestados.

El decreto que clausuró la publicación atacaba al "Consejo Mundial de Iglesias" por su actitud "subversiva" y se refería al Secretario General del Consejo como "propagandista del caos y la anarquía por el cambio social".

2. Resolución Nº 1.804/973 del 15 de octubre de 1973. Esta medida implanta la censura oficial sobre los despachos cablegráficos que son enviados al exterior referentes a la "situación política, so-

cial y económica en Uruguay". Estos servicios deben enviar copia de los cables al Ministro del Interior en el mismo día de su despacho.

En la introducción al decreto se indica que esta acción es necesaria ya que la "prensa extranjera es usada para contar historias sobre la situación del Uruguay que no son ciertas".

3. Circular Nº 1376/975 del 16 de mayo de 1975: Esta medida tomada por el Director de Enseñanza Secundaria ordena a las autoridades liceales a eliminar de las bibliotecas escolares todo libro, revista, diario, folleto, discos, etc. cuyo contenido, "no esté de acuerdo con los principios fundamentales de la nación, particularmente cuando estén impregnados de una línea marxista."

4. Decreto Nº 450/975 del 5 de junio de 1975: Esta medida ordena a las autoridades del Correo a confiscar toda correspondencia, del tipo que sea, (libros, diarios, revistas, así como fotografías, películas, discos, cintas magnetofónicas, etc) "marxista y antidemocrática".

Este decreto autoriza igualmente por acto administrativo, la censura de la correspondencia personal, violando así claramente el Artículo 28 de la Constitución.

Todas estas y otras medidas relativas al derecho de profesar y expresar opiniones indican que cualquier tipo de pensamiento o ideología marxista-leninista es considerado como crimen. Por ejemplo, la Resolución 1.102/973, que disolvió la C.N.T. y la declaró "asociación ilícita" autorizó la persecución de sus dirigentes y miembros por la comisión de un delito sustantivo.

Así, el solo hecho de ser un miembro de esta organización se vuelve un crimen castigable retroactivamente.

Luego, el decreto Nº 1.026/973, que prohibió todos los grupos políticos y estudiantiles de ideología o tendencia izquierdista, somete efectivamente a cualquier persona que comparta o profiese di-

chos pensamientos a persecución criminal, independientemente de si en la actualidad cometió actos definidos como crímenes, según leyes criminales preexistentes.

Dichas personas, pueden ser y han sido procesadas por la Justicia Militar y encarceladas, más por lo que piensan o creen, que por lo que hayan actualmente hecho.

Así, todas esas medidas discriminan, estigmatizan y castigan personas solamente sobre la base de sus opiniones y creencias en flagrante violación al Artículo 19 de la Declaración Universal y al Artículo 19 de la Convención.

D. Violaciones al derecho de formar parte y participar en el gobierno. (Artículo 23 de la Convención Americana y Artículo XX de la Declaración Americana.

A lo largo de este siglo, los partidos políticos han jugado un rol crucial en la democracia uruguaya.

En este sentido el Artículo 82 de la Constitución de 1967 declara que "la Nación adopta como forma de Gobierno el sistema republicano democrático" y prevé que la soberanía de la Nación "será ejercida directamente por el Cuerpo Electoral en caso de elección, iniciativa o referéndum, e indirectamente por las ramas representativas que esta Constitución establece.

Sin embargo, por intermedio de decretos y otros actos, el Ejecutivo ha modificado drásticamente esta forma de gobierno mandatada por la Constitución. Por ejemplo, el Acta Institucional Nº 1 del 12 de junio de 1976, suspende indefinidamente las elecciones presidenciales previstas para noviembre de 1976 como lo requiere el artículo 77 (9) de la Constitución de 1967.

El Acta Institucional Nº 2, de la misma fecha, creó un nuevo órgano, el Consejo de la Nación, investido de autoridad para designar el Presidente de

la República, a los miembros del Consejo de Estado (creado como consecuencia de la disolución de la Asamblea General electa, el 27 de junio de 1973), y a los miembros de la Suprema Corte de Justicia. Y, como ya fue indicado, la gran mayoría de los partidos políticos fueron ilegalizados en noviembre de 1973.

El 1º de setiembre de 1976, el gobierno promulga el Acta Institucional No 4, que prohíbe por un período de 15 años el ejercicio de toda actividad política para las siguientes categorías de personas: todos los candidatos de grupos o partidos marxistas declarados ilícitos el 26 de noviembre de 1973, que participaron en las elecciones de 1966 y 1971; todas las personas acusadas de delitos de "lesa Nación"; todas las personas enjuiciadas por delitos contra la Administración Pública cometidos durante el ejercicio de la función pública; todos los candidatos a presidente en las elecciones de 1966 y 1971; ídem los candidatos a vice-presidente y todos los dirigentes de los partidos políticos.

Esta drástica medida castiga retroactivamente a las personas, solamente por haber participado en el proceso electoral -la base fundamental de todo sistema representativo democrático-. Esta es aplicada a diputados y senadores de virtualmente todas las ideologías y partido políticos en Uruguay, y hace de estas personas "políticos intocables" por un período de 15 años.

El 1º de julio de 1977, el Gobierno promulgó el Acta Constitucional No 8 que despojó al Poder Judicial de su autonomía constitucional subordinando todas las cortes y tribunales administrativos al Poder Ejecutivo.

De esta forma el gobierno hace "de jure", todo lo que fue "de facto" en los últimos años. Esta Acta inviste al Consejo de la Nación con autoridad, y de acuerdo a propuestas del Ejecutivo, para designar los miembros de la Corte de Justicia, antiguamente "Suprema Corte". La Constitución de 1967 otorga este poder a la Asamblea General, que fue disuelta el 27 de junio de 1973 y reemplazada por el Consejo de Estado, cuyos miembros son también designados por el

Ejecutivo. A pesar de que el Acta Institucional Nº 2 da al Consejo de la Nación esta autoridad, esta Acta explícitamente inviste al Ejecutivo con la autoridad para designar candidatos.

Además, el Acta, inter alia, autoriza al Ejecutivo a nombrar, transferir y promover los jueces y a todos los consejeros de defensa nombrados por la Corte (bajo la responsabilidad de la Corte), declara a todos los magistrados actuales, de cualquier rango, susceptibles de ser removidos por el Ejecutivo en cualquier momento, durante un período de cuatro años, remueve la jurisdicción de las cortes de rever "Actos políticos de gobierno", siendo declarados estos inapelables "por razones de seguridad e interés público".

Esta medida, tan manifiestamente siniestra y cínica en su estructura y propósito, habla claro sobre la peculiar percepción que tienen las autoridades uruguayas sobre el significado del derecho a un juicio honorable y a un proceso legal, derechos enaltecidos y garantidos en la Convención Americana y en el Tratado.

El Colegio de Abogados de Uruguay realizó el siguiente comentario refiriéndose a la reestructuración del sistema judicial hecha por el Acta, en una nota formal al Gobierno:

"El renunciamiento a la separación tri-partita de poderes -que asegura la predominancia de la doctrina democrática y de los mejores paradigmas del Derecho Comparado general-, debilitando por este medio su aptitud para proteger la libertad, es seguramente equivocado e injustificado, tanto más cuando se deja entender que tal acción pretendidamente preservaría la salvaguarda de la libertad."(1)

Estas llamadas Actas Institucionales y otras medias extra-constitucionales que han hecho desaparecer la forma de gobierno prevista por la Constitución en Uruguay, han desprovisto a sus ciudadanos del amparo de las Normas de Derecho y los han privado a su vez de toda voz y participación en los asun-

(1) Informe sobre Uruguay. Supra en página 22

tos políticos de ese país.

Así, estas medidas no solo violan numerosos artículos de la Constitución de 1967, sino que violan, también las obligaciones de Uruguay con la Declaración Americana, la Convención Americana, la Declaración Universal y el Tratado sobre Derechos Políticos y Civiles.

5. OTRAS VIOLACIONES: DESAPARICION DE CIUDADANOS URUGUAYOS EN URUGUAY Y DE REFUGIADOS URUGUAYOS EN ARGENTINA Y OTROS PAISES.

Quizás la más insidiosa amenaza a la protección de los derechos humanos que ha surgido en Latinoamérica en los últimos años, es el fenómeno de las personas "desaparecidas": aquéllas que, de acuerdo a testimonios de testigos oculares y a otras fuentes dignas de confianza, han sido detenidas por personal oficial que luego niega conocimiento sobre su detención o paradero.

En su Informe Anual de 1976, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos expresa su "grave preocupación" por el creciente número de estas desapariciones en el hemisferio, haciendo la siguiente observación:

"El estatuto de "desaparición" parece ser el procedimiento más confortable para impedir la aplicación de las provisiones legales establecidas para defender la libertad personal, la integridad física, la dignidad y la vida humana."

Las desapariciones en Uruguay de por lo menos una docena de opositores políticos o de sus familias, ha sido denunciada por organizaciones no-gubernamentales y por prominentes parlamentarios europeos y americanos. Pero, las circunstancias que rodean estas desapariciones incluyendo en algún caso el asesinato de ciudadanos uruguayos en Argentina en los últimos años, revelan un plan transnacional concertado entre las autoridades argentinas y uruguayas cuyo claro propósito es no solo violar los derechos humanos en estas personas, sino también frustrar las Convenciones

Internacionales que en su mayoría garantizan el estatuto legal del refugiado.

Por razones políticas y por otras distintas razones, varios cientos de miles de uruguayos han abandonado su país en la última década. Cientos de ellos obtuvieron inicialmente refugio en Argentina, donde tradicionalmente podían vivir y trabajar. Sin embargo, con el advenimiento del Gobierno de Videla, en 1976, la situación de los uruguayos residentes en Argentina se tornó crecientemente precaria.

Poco tiempo después, las autoridades uruguayas comenzaron, al parecer, operaciones masivas de persecución de opositores políticos uruguayos en territorio argentino. Sobre la base de relatos de testigos oculares y de testimonios directos de numerosos uruguayos afectados por esta situación, queda claro que los grupos operativos uruguayos han sido directamente responsables de estas operaciones con el consentimiento, ayuda y apoyo del Gobierno Argentino.

Un número significativo de uruguayos ha sido asesinado en Argentina, incluyendo al senador uruguayo Zelmar Michelini y al ex-presidente de la Cámara de Diputados uruguaya, Sr. Gutiérrez Ruiz en mayo de 1976. Otros, que se encontraban bajo la protección del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Refugiados, han sido detenidos o secuestrados a pesar de que tenían el estatuto legalmente garantido de refugiados. Actualmente no existe información sobre el paradero de la mayoría de las víctimas de estos secuestros. Más aún, otros uruguayos que gozaban del mismo estatuto de refugiado han sido entregados por el gobierno argentino a las autoridades uruguayas y es sabido que se encuentran en centros de detención en Uruguay.

La Comisión Interamericana en su Informe Anual hace las siguientes observaciones:

"La entrega de refugiados a las autoridades de su país de origen, violando las Convenciones de Derechos Humanos y otros principios y normas internacionalmente aceptados, con el conocimiento de que dicho retorno implica graves riesgos a estas personas, incluso la puesta en peligro de su vida, es

ciertamente un acto que no solo envuelve la responsabilidad del país que hace posible dicha entrega sino también la del país que solicita el retorno de estos refugiados"(1) (La traducción en nuestra).

En este sentido la Convención sobre el Estatuto del Refugiado (2) de 1951 y su protocolo sobre el Estatuto del Refugiado de 1967 (3) son los instrumentos internacionales claves con respecto a los refugiados y están frecuentemente referidos a la Carta Magna para tales personas. Uruguay es un estado miembro de ambas Convenciones, así como Argentina.

Fundamental es, pues, para la aplicación de estos acuerdos sobre refugiados el principio de "non-refoulement" (4) establecido en el Artículo 33 de la Convención de 1951. El Artículo provee que:

"Ningún estado signatario expulsará o devolverá ("refouler") un refugiado, bajo ningún concepto, a las fronteras donde su vida o libertad pueda ser amenazada debido a su raza, religión, nacionalidad, pertenencia a un grupo social particular, u opinión política."

Vale la pena subrayar que ninguna excepción es permitida en el Artículo 33. El principio de "non-refoulement" de refugiados es, por lo tanto, la piedra angular de la Convención, y todos los Estados signatarios de esta acuerdo aceptan ese principio como una relación de obligación legal.

De acuerdo con esta Convención, la entera responsabilidad por la protección de jure y de facto de

(1) CIDH, 1976 Informe Anual, supra en página 18

(2) 189 U.N.T.S. 137, abierto para ser firmado el 28 de julio de 1961.

(3) 606 U.N.T.S. 267, realizado el 31 de enero de 1967.

(4) Los miembros de la Convención de 1951 y del Protocolo de 1967 pueden elegir el restringir a los refugiados comprendidos por estos instrumentos, a personas que solicitan refugio por hechos ocurridos en Europa, o en caso contrario adoptar la más amplia categoría: "Europa o cualquier otra parte". Tanto Argentina como Uruguay han elegido adherir a la definición más amplia.

los refugiados uruguayos en territorio argentino, recae en el gobierno. Es absolutamente claro, por lo tanto, que ambos gobiernos de Uruguay y Argentina, a la luz de su acción concertada, comparten directa responsabilidad, según este acuerdo, por violación de los derechos de estos refugiados.

Argentina no es al parecer, el único país que ha permitido operativos uruguayos destinados a la captura de sus ciudadanos en forma clandestina. Dos uruguayos han "desaparecido", bajo extrañas circunstancias, en Paraguay, en abril de 1977. Y, de acuerdo a los informes de la prensa brasileña y de la Conferencia Episcopal Brasileña, cuatro uruguayos, incluidos dos niños de ocho y tres años, fueron secuestrados por personal de seguridad uruguayo con la ayuda de oficiales brasileños en Porto Alegre el 12 de noviembre de 1978. Sus paraderos son aún desconocidos.

Estas crueles acciones por parte del gobierno uruguayo con la complicidad de otros gobiernos, representa un nuevo y grave capítulo de la política oficial gubernamental en desmedro de los derechos humanos de sus ciudadanos, así como la flagrante violación de los Acuerdos Internacionales de los cuales forma parte.

SINTESIS Y CONCLUSIONES
PRESENTACION A LA PRENSA

Juez Louis JOINET
Magistrado francés. Miembro
fundador del S.I.J.A.U. Ex-
presidente del Sindicato de
Magistrados de Francia. Exper-
to en Derecho Latinoamericano.
Ha realizado varias misiones
en América Latina mandatado
por la Federación Internacio-
nal de Derechos Humanos, el
Movimiento Internacional de
Juristas Católicos y la Aso-
ciación de Juristas Demócratas.

Tengo que hacer ahora la síntesis de nuestros trabajos, especialmente para los periodistas, que, numerosos, han venido esta mañana a nuestro encuentro.

Creo que hacer esta síntesis significa responder a tres preguntas: ¿Por qué un secretariado internacional de juristas por la amnistía? ¿Por qué un coloquio sobre el estado de excepción y los derechos humanos en Uruguay? Por qué una campaña en favor de la Amnistía?

Ha sido, evidentemente, el segundo punto, el que ha estado en el centro de nuestros debates.

¿POR QUE UN SECRETARIADO INTERNACIONAL DE JURISTAS
POR LA AMNISTIA?

Algunos de los informes que han sido presentados creo que son la ilustración de la importancia del análisis jurídico en la comprensión de los fenómenos institucionales en Uruguay y en América Latina. ¿Por qué entonces de juristas?

Primeramente, para utilizar el derecho como instrumento de análisis. En ese sentido el S.I.J.A.U. pone sus competencias a disposición de las organizaciones de solidaridad ante las cuales juega a veces, discretamente, un papel de "consejero técnico" en este terreno. Digo "discretamente" en el sentido que, en esos casos, el S.I.J.A.U. desea respetar la autonomía de las otras organizaciones y no busca ponerse sistemáticamente delante.

¿Por qué un Secretariado Internacional? ¿Es necesario acaso recordar que, evidentemente, la solidaridad no puede concebirse en un plano estrictamente nacional? Y sobre todo referida al Uruguay, que durante un largo período fue objeto de un "complot de silencio", complot que finalmente ha sido superado gracias, hay que decirlo claramente, a las múltiples iniciativas, perseverantes y a menudo llenas de imaginación, tomadas por los exiliados uruguayos, en el cuadro de sus comités respectivos. Es indispensable -decía- que aquellos que en el interior del país resisten, ya sea activa o pasivamente, vean a su acción sostenida, amplificada, reconfortada por la solidaridad internacional.

¿Por qué un Secretariado por la Amnistía? Permítanme por el momento reservar mi respuesta, respuesta que lógicamente prolonga la conclusión de este coloquio puesto que esta "campana por la amnistía" es el objetivo que nosotros perseguimos.

¿POR QUE UN COLOQUIO SOBRE EL ESTADO DE EXCEPCION Y
LOS DERECHOS HUMANOS EN URUGUAY?

Acabamos de oír informes de calidad y deseo agradecer especialmente a sus autores por la seriedad

y el rigor casi científico que hemos podido apreciar a lo largo de estas dos jornadas. Creo que hay una idea central que surge de los análisis que nos han sido presentados -más jurídicos ayer, más económicos hoy, especialmente en lo que concierne a la intervención del Dr. CARVALHO- una idea central pues, que hubiera podido también hacer las veces de tema del coloquio, es decir: "Por un nuevo análisis de la doctrina de la seguridad nacional: el caso de Uruguay".

Es necesario recordar que esta doctrina reposa sobre el binomio: el desarrollo en la seguridad, binomio en el cual, en América Latina especialmente, la seguridad domina rápidamente al desarrollo. Los relatores han demostrado, me parece que el binomio "seguridad y desarrollo", que sirve de base teórica a la doctrina de la seguridad nacional se ha convertido, luego de cinco años de aplicación en Uruguay, en el binomio: "más seguridad para más subdesarrollo".

Los informantes se han esforzado entonces, por responder a la doble pregunta: "¿qué seguridad para qué desarrollo?".

¿QUE SEGURIDAD PARA QUE DESARROLLO?

A. De la seguridad a la superseguridad

Una primera serie de informes nos ha mostrado el proceso de destrucción de las instituciones civiles en provecho de las instituciones militares, que al igual que una célula cancerosa, "come" progresivamente al Estado y luego a la sociedad civil.

Uno de los informantes, el Dr. THOOLEN, resumió simbólicamente esta situación en esta terrible frase: "En Uruguay, el ejército representa al pueblo, el ejército hace las leyes, el ejército aplica las leyes administrando la justicia".

La ilustración fue hecha con el análisis de los poderes Legislativo, Ejecutivo y Judicial, o por lo menos de lo que hace las veces de estos.

1. La destrucción del Poder Legislativo

En lo referente al Poder Legislativo, los informantes han descrito un proceso que encontramos en otros países de América Latina: se trata, pura y simplemente, de un proceso de destrucción, mientras en cuanto al Poder Judicial, el Dr. Salvatore SENESE en su informe habló de "expropiación".

Destrucción pues, del Poder Legislativo, por la disolución del Parlamento desde la toma del poder, la prohibición de todo partido político y de toda organización democrática, la proscripción de toda persona que haya ejercido responsabilidades políticas activas en el pasado. Se indicó que 15.000 ciudadanos uruguayos, aproximadamente caen bajo el peso de esta medida.

En lugar de ese "tejido político" destruido, ¿qué se instauró? Un "sucedáneo" del Poder Legislativo, primeramente, instalando el Consejo de Estado como pude constatar. Tuve oportunidad de estar presente en los locales del Parlamento en el momento en que tenía lugar una sesión. Había algo de fascinante y de ridículo a la vez, viendo funcionar en vacío una institución suprema, que se ilusiona con que es un verdadero parlamento, con su trámite parlamentario, su diario oficial de sesiones, mientras que todos los miembros son nombrados por el Poder Ejecutivo y que de todas maneras no puede más que emitir -iba a decir tímidamente- una opinión que no liga al gobierno y este no se priva de ello.

A este sucedáneo se le agregó recientemente un "Consejo de la Nación", compuesto por militares y miembros del Consejo de Estado. Esta institución tiene sobre todo por misión la de designar a los miembros del Consejo de Estado. Es un poco la serpiente que se muerde la cola, los unos designan a los otros, quienes designan a los unos!

2. La expropiación de la Justicia Ordinaria en beneficio de la Justicia Militar.

S. SENESE nos ha mostrado cómo de las "medidas

de seguridad" (1967) al "estado de guerra interno" (1971), el derecho de excepción se generaliza hasta finalmente volverse derecho común con la "Ley de Seguridad del Estado" de 1972. Correlativamente, mostró cómo el campo de intervención de la Justicia Ordinaria se achicaba, especialmente en el terreno donde el ejercicio de las libertades requiere más garantías.

Se subrayó la importancia de un hecho que merece ser elogiado: la resistencia de una parte de la magistratura uruguaya. Como lo pude constatar en mi estadía en Uruguay y como lo recordé ayer en su intervención el Presidente del Colegio de Abogados de París, Dr. PETTITI, el legalismo de la magistratura uruguaya había adquirido renombre internacional. En el dominio cada vez más reducido que les quedaba, especialmente en materia penal, resistieron reafirmando el principio de la responsabilidad individual contra los intentos de imponer la concepción de la responsabilidad colectiva, ese signo permanente de la degradación de un Estado de Derecho.

Frente a este obstáculo imprevisto, y que honra a la magistratura uruguaya, el poder militar no tenía otra alternativa que someter definitivamente la institución judicial, embistiéndola. Luego de una serie de medidas cada vez más represivas -se ha hablado de una "espiral liberticida"- la institución se degradó definitivamente:

- la propia Justicia Militar está compuesta solo de militares nombrados por el Ejecutivo.
- la inamovilidad de los jueces fue modificada por el Acta Constitucional Nº 8 que, como lo subrayó S. SENESE, ha adoptado mecanismos jurídicos, según nuestro conocimiento, por primera en América Latina.

La idea es simple: hay que convertir a la magistratura en una magistratura homogénea, totalmente homogénea en beneficio del gobierno. Y es en ese texto que trata de la inamovilidad, que se produce la manipulación jurídica. Es así que, tanto los jueces ya en funciones como los que entran en la magistratura se ven conferir la inamovilidad, pero con la siguiente reserva, y de envergadura: deberán someterse a un período de prueba de cuatro años en el curso del cual podrán ser destituidos por el Po-

der Ejecutivo en cualquier momento, y por decisión no motivada. Este es el "monstruo jurídico", como lo subrayó uno de los oradores.

Evidentemente, se puede tener un espíritu escéptico en cuanto al papel del derecho en la independencia de la magistratura. Pero de todas maneras hay límites. Cuando le ponen a Usted un período de prueba, y le confieren la inamovilidad solamente cuando se ha verificado bien que Usted adhiere totalmente al poder existente, esto le confiere a Usted una independencia totalmente... original! Este punto tan importante del informe de SENESE merecía ser subrayado.

3. Subordinación de las estructuras del Ejecutivo a la institución militar.

En un punto poco conocido en Francia. La opinión pública tiene tendencia a creer que en América Latina siempre hay un militar a la cabeza del país. Pero esto no es siempre así: en Uruguay se trata de un civil. Es cierto que su papel es de hecho muy limitado, lo que explica sin duda que en Europa se ignore su nombre generalmente. Esta ignorancia responde efectivamente, a una realidad política, porque el poder no está en manos de un presidente civil, ni tampoco de un consejo de ministros. Hay que recordar la creación ya desde 1973, de un cierto Consejo de Ministros, de alguna manera paralelo y que él sí, toma las decisiones importantes. Me refiero a la Junta de Comandantes en Jefe de las Fuerzas Armadas, institución común, por otra parte, a la mayoría de los países del Cono Sur.

Además de ese engranaje fundamental de la subordinación del Poder Ejecutivo a la institución militar, se citó al Estado Mayor Conjunto de las Fuerzas Armadas. Este Estado Mayor unificado comprende, no solo a las Fuerzas Armadas, sino también a las Fuerzas Policiales, que se encuentran militarizadas. Es bien conocido que la oposición que intermitentemente surge entre la Policía Civil y los Cuerpos Armados, es considerada generalmente como más favorable a la democracia que lo contrario. Se constata pues un retroceso de homogeneización de todas las fuerzas de

la represión bajo obediencia militar, arrastrando ahí también, la desaparición de un órgano civil del Estado.

Esta militarización de la sociedad civil en la cima se reproduce por sedimentación, hasta la base. Primeramente a nivel regional, los poderes exorbitantes de los Jefes de las Regiones Militares, que están dotados de un poder legislativo, los "bandos". En un grado aún más desconcentrado encontramos sobretodo la utilización de los interventores, especie de "tutores militares". Se colocan interventores militares en cada estructura de la organización social: en las empresas del Estado, en las municipalidades, en las asociaciones sindicales, en los establecimientos de educación, como fue subrayado ayer. Uno de los oradores no concluyó, acaso, declarando: "Al fin de cuentas, un proceso así, cáncer militar en la sociedad civil, culmina en esto: Uruguay es un país ocupado por su propio ejército".

No es pues exagerado, a la luz de los informes presentados ayer que hablemos, no ya de seguridad sino de super-seguridad.

¿Y qué pasa con el desarrollo? Los informantes nos han mostrado que en Uruguay ya no se puede hablar de desarrollo sino de subdesarrollo.

B. La degradación de los derechos económicos, sociales y culturales.

El análisis de la degradación de los derechos económicos, sociales y culturales ante los textos internacionales, permitió al Dr. CARVALHO abordar el aspecto económico de la situación.

Ilustró muy particularmente sus propósitos centrando su intervención en la situación de los derechos sindicales: disolución de la C.N.T., central sindical de los trabajadores, confiscación de los bienes sindicales, derecho de huelga suprimido, destitución de numerosos funcionarios, orden de detención contra los dirigentes sindicales que se esforzaban por organizar la resistencia obrera ante el avance de la dic-

tadura.

Indicó claramente cual era el objetivo preseguido por los militares, a saber: reducir la capacidad de organización de la clase obrera a fin de tornarla pasiva y sin defensa para imponerle, en la "paz social", -la palabra citada en los textos uruguayos- una disminución del poder de compra del salario para rebajar los costos de producción y atraer así las inversiones extranjeras.

Este modelo de desarrollo por injusto que sea, debía ser la contrapartida lógica de la doctrina de la seguridad, incluso si provoca deliberadamente la degradación del estado de derecho, el ataque a los derechos humanos, la restricción de las libertades, e incluso su destrucción total.

Pero este propósito económico no ha sido alcanzado. Algunas personas están de acuerdo, incluso en las instituciones internacionales especializadas, en reconocer que el modelo de desarrollo económico del Uruguay es un fracaso total.

Le corresponde ahora al coloquio sacar las conclusiones, no ya jurídicas, sino políticas de este fracaso: el control del país por la autoridad militar, no solo no es legítimo desde el punto de vista institucional como lo vimos ayer, sino de una manera más pragmática, no tiene siquiera una justificación económica. Entonces, cualquiera sea el ángulo con el que examinemos el problema, la doctrina de la seguridad nacional es un fracaso, tanto en el plano de las instituciones como en el plano del modelo económico: la super-seguridad ha culminado en subdesarrollo.

C. Violación de los compromisos internacionales

Esto explica sin duda, y el Dr. GOLDMAN lo ha indicado brillantemente, que frente a esta "situación", el gobierno uruguayo se ve obligado a respetar cada vez menos sus compromisos internacionales. El Dr. GOLDMAN demostró, que el gobierno militar detentaba uno de los récords mundiales de violación

de los tratados y convenciones internacionales humanitarios. Subrayó que ese proceso alcanzaba un nivel de degradación que por primera vez, en enero de 1978 la Comisión Interamericana de Derechos Humanos no pudo hacer otra cosa que condenar por 17 votos a favor y uno en contra (los otros países que habitualmente eran favorables a Uruguay como Brasil y Chile se abstuvieron), es decir, inequívocamente al gobierno uruguayo.

Me parece que esto es lo que resalta en las jornadas que acabamos de pasar juntos. Juntos, nos queda ahora dirigirnos hacia el futuro, hacia la amnistía! Y será para mi, la manera de concluir.

POR QUE LA AMNISTIA

Podría sostenerse sin duda, que la lucha por la amnistía en Uruguay no es hoy un objetivo evidente. Permítanme decirles primero que no se trata de renunciar al combate por los derechos humanos. Este debe continuar: denuncia de las torturas, de los crímenes, secuestros, de los textos que violan ellos mismos, los textos internacionales... Pero es un combate un poco defensivo.

La lucha por la amnistía es un combate ofensivo y los dos deben ser llevados adelante. ¿Por qué un combate ofensivo? Primeramente, la lucha por la amnistía no es un fin sino un comienzo. Por dos razones, una, inmediata, es que una de las causas de la violación de los derechos humanos es la falta de garantías legales. Por lo tanto, luchar contra los textos de excepción es pues un punto de pasaje obligatorio para el restablecimiento de los derechos del hombre. En efecto; ¿para qué serviría el combate puramente humanitario si permite por un lado obtener la liberación de los prisioneros, mientras por el otro, los textos de excepción que "alimentan" las prisiones continúan en aplicación? Este combate, a largo plazo, cansaría a la opinión pública. Hay que seguir impulsándolo, pero cambiando totalmente la dinámica. De defensivo, esta debe volverse ofensivo. Ese es el combate por la amnistía.

Un combate ofensivo. Si no la amnistía llegará un día otorgada en una relación de fuerzas desfavorable. La historia enseña -no es necesario citar ejemplos recientes en Europa tales como los de Portugal y España- que generalmente la amnistía es una decisión política plasmada en una ley otorgada a los ciudadanos, luego de un cambio de régimen. Generalmente el poder cambia por vías más o menos violentas o democráticas, deja entonces pasar algún tiempo y luego establece una ley de amnistía. La gran originalidad del proceso uruguayo y que actualmente tiene sus precedentes en otros países de América Latina, es que ya no se trata de esperar que la amnistía sea otorgada luego de un cambio de régimen. Es ahora y ya, una lucha hacia un cambio de régimen, es entonces una conquista y no algo ofrecido, como prima, a un cambio de régimen. Esto es fundamental.

Otra observación. Como recién lo señalaba, el combate que impulsan el Secretariado Internacional y todas las fuerzas políticas que se han manifestado o las personas que han expresado su solidaridad, concierne cada vez más al continente latinoamericano. Hace un mes yo estaba en Brasil, para el primer Congreso Brasileño por la Amnistía. Tengo que decir que las intervenciones, los análisis que fueron hechos, la movilización, muestran que en Brasil se abre una perspectiva, que es muy importante, porque los brasileños no luchan por una democracia restringida, otorgada por los militares, sino por la instauración de un proceso democrático real. Entonces, la amnistía, es a la vez el medio y la prueba de este proceso. Ningún gobierno puede vanagloriarse de iniciar un proceso democrático si no aporta la prueba casi material de su voluntad política por la amnistía. Ciertamente, las situaciones de Brasil y Uruguay no son comparables en numerosos puntos, pero hay que provocar la misma dinámica.

¿Hay acaso que recordar que un proceso democrático de naturaleza similar se desarrolló también en Bolivia? Hecho histórico sin precedentes, la amnistía no fue otorgada, fue conquistada luego de una huelga de hambre popular. Más de mil huelguistas lucharon por la amnistía en las minas, en la ciudades, en las universidades, en la UNESCO, en la iglesias. Vimos

esta situación sin precedentes de que ni siquiera hubo ley de amnistía. La amnistía fue establecida luego de una negociación entre los huelguistas y el gobierno, por intermedio de una organización humanitaria, la Asamblea Permanente de los Derechos Humanos en Bolivia. Y es en aplicación de esta negociación y no de un texto jurídico que la amnistía fue aplicada.

También se puede citar a Santo Domingo. Por el contrario, no citaré el caso de Chile, porque los chilenos no se han beneficiado de una ley de amnistía, contrariamente a lo que se ha dicho. El texto promulgado por el gobierno chileno, y en este punto el Secretariado Internacional tendrá que dar constantemente prueba de vigilancia, es una pseudo ley de amnistía que en realidad tiene como objetivo principal amnistiar a los torturadores y accesoriamente a algunos militantes chilenos. Pero, la amnistía para los torturadores no es el objetivo que nosotros perseguimos.

En San Pablo discutimos de este difícil problema con el Cardenal de San Pablo. Por otra parte, él ha tomado posición públicamente declarando: "Para los torturadores no hay amnistía". Por lo menos ese fue el título que apareció en la prensa. Se explicó en los siguientes términos: solamente las personas que han sufrido las torturas pueden un día otorgar la clemencia a sus torturadores. Tomó pues una posición muy clara: amnistía general, amplia y sin restricciones, pero por el momento, sin amnistía para los torturadores.

He aquí, pues en lo que concierne a nuestros trabajos del Secretariado Internacional, la situación institucional y económica del Uruguay, las grandes líneas de las buenas razones de un combate por la amnistía. Esto es, me parece, lo esencial de nuestros trabajos.

El combate por la amnistía tiene entonces que ser intensificado. Vamos a hacer un balance de este coloquio, vamos a deliberar, pero creo que el proceso ha comenzado ya. La lista considerable de personas o asociaciones que sostienen la iniciativa del Secretariado Internacional nos reconforta particularmente. La presencia de parlamentarios franceses,

el mensaje del Presidente de la Asamblea Nacional, la audiencia y la recepción ofrecida por el Presidente del Senado, su mensaje de amistad leído ayer, muestran que ya se ha desencadenado un proceso que debemos desarrollar en todos los lugares en que trabajamos, cualquiera sea el sector de solidaridad en que militemos. A título de ejemplos quiero señalarles que cabamos de recibir el texto de un llamado por la Amnistía en Uruguay que nos ha llegado de Italia, y que está firmado por todas las organizaciones sindicales italianas, por todos los partidos democráticos, por los intendentes de las principales ciudades y por numerosas personalidades. Este llamado ilustra la importancia de este coloquio.

Permítanme, al terminar, agradecer en primer lugar a nuestros intérpretes. Creo que les debemos mucho. Agradezco también al Secretariado y a todas las personas que han preparado activamente la organización material del coloquio. Agradezco evidentemente, a todos los informantes y responsables estatutarios del Secretariado. Me siento en la obligación de agradecer, en vuestro nombre, muy especialmente, al Señor Presidente POHER, Presidente del Senado, y al Señor Senador Bernard PARMANTIER, uno por haber tenido la amabilidad de acoger nuestro coloquio en el Senado, el otro por su contribución activa en la presidencia de nuestros trabajos. Sin duda me he olvidado de numerosas personas, les ruego que me excusen.

Declaro cerrada esta primera sesión del Coloquio sobre el Estado de Excepción y los Derechos Humanos en Uruguay, organizado por el Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay.

ANEXO I

DISCURSOS Y MENSAJES DE DIRIGENTES POLITICOS URUGUAYOS AL COLOQUIO

ENRIQUE RODRIGUEZ
(Partido Comunista)

Hemos leído con atención el temario de las exposiciones que se van a realizar en este coloquio. Por otra parte hemos seguido con verdadera y sincera emoción la exposición del ex-senador SOLARI IRIGOYEN que ha hablado como lo que es, un hermano a través del Río de la Plata, donde tantas veces hemos compartido a través de ese río las vicisitudes de nuestras desgracias, de nuestras conquistas democráticas y de nuestras alegrías.

Por lo que hemos oído, hemos visto desfilar a través de estas voces amigas y solidarias, la comprensión que se va adquiriendo en el mundo de la tragedia de nuestra patria Uruguay, hoy sojuzgada.

Oyendo estas exposiciones, viendo el temario, aparece claro el contorno siniestro de una estructura estatal y política que con razón, como lo demostrara el Dr. SOLARI IRIGOYEN, preocupa a quien no quiera cerrar los ojos a una realidad doblemente alarmante porque este modelo de régimen que hoy se pretende consolidar en Uruguay tiene sus antecesores y sus imitadores en el contorno que rodea a Uruguay en el Cono Sur de América Latina.

Lo que ya se ha dicho bastaría para expresar porqué y para qué estamos aquí reunidos. Hay algo que está implícito pero que yo desearía enfatizar. Se trata del carácter draconiano, total, yo diría universal, de la coacción existente en Uruguay, lo que le confiere una dimensión y calidad distinta con ribetes de doctrina. Podríamos despejar este concepto con una simple pregunta: ¿qué aspecto de lo que se considera la vida en sociedad, no es atacado planificadamente con un método, casi refinadamente, por los

resortes públicos y ocultos de este régimen? Lo más grosero, público y llamativo es la demolición de ciertos pilares tradicionales del régimen republicano democrático, el Parlamento, la libertad de prensa, la libertad de reunión, la legalidad de los partidos, sindicatos, instituciones sociales, etc. Lo que se denomina, un golpe de estado tradicional.

Y siendo todo eso, no es pequeña cosa, aparece en forma transparente que la empresa iniciada con el golpe de junio de 1973 en Montevideo tiene otros alcances mucho más globales. No hay más que enumerar juntos, acompasadamente, uno detrás de otro los aspectos que surgen de las exposiciones ya realizadas y las que se realizarán, y ellas tienen una matriz en las llamadas actas institucionales que mencionaba el Dr. SOLARI IRIGOYEN, numeradas, en los decretos leyes que las complementan y sobre todo en el macabro quehacer diario de esa formidable máquina represiva montada. Aquí ya ha sido expuesto con profundidad uno de los aspectos más detonantes de la superestructura jurídica, al tratarse el tema de la Justicia Civil, suplantada y arrasada por la Justicia Militar, de las garantías individuales, de los derechos de la defensa de los detenidos, etc.

Pero, ¿qué significa esta increíble acta institucional que establece la proscripción política de todo quien haya participado en política como simple candidato o como electo a cargo público, con efecto retroactivo a diez años? Piénsese un instante en el sentido de esa sanción a más de 10.000 personas, que en una u otra tesitura, algo tuvieron que ver con el quehacer político del Uruguay. El odio, el rechazo, el desprecio por esa actividad social y política. La idea cavernaria de que el ciudadano no existe; que no debe discutir ni agruparse, ni cambiar ideas, ni opinar colectivamente sobre nada, está implícita en esta decisión. ¿Qué sociedad, qué país supone este artefacto puesto a funcionar? Hitler redivivo podría responder.

¿Qué alcance tiene esa meticulosa organización del terror individual y colectivo, transformado en mecanismo esencial, vital de este régimen, para su supervivencia; el sistema de hacer desaparecer a las personas que se oponen al régimen, en un clima total

de impunidad y con la imposibilidad absoluta de denunciar, investigar, y no digamos protestar, llevado a cabo con una absoluta planificación, para crear el clima de terror e indefensión en la oportunidad adecuada; el sistema de torturas con aportes científicos y de especialistas extranjeros -recuérdese el caso de Dan Mitrione- para transformar al detenido en una simple masa informe capaz de dar datos y efectuar delaciones, o de transformarse en un ser inútil o mutilado desde el punto de vista de su eficacia como luchador contra el régimen, y como actor eficiente en la futura democracia reconquistada? Esta destrucción física y psíquica de futuros oponentes, aún en el momento de la percepción de la derrota, ya fue comprobada por las devastaciones de retiradas realizadas en ciudades y pueblos por los nazis o en Saigón, con la famosa operación Mercurio.

¿Y qué pasa con la escuela primaria, la enseñanza secundaria y universitaria bajo este régimen? Por donde se la mire y más allá de la torpeza y el carácter obtuso, o tal vez por eso mismo, de los conductores de esta sensible porción de la vida uruguaya, no solo hay represión brutal y ordinaria, hay un serio intento de matricular en las futuras generaciones de ciudadanos, profesores, profesionales, una mentalidad servil, obediente, una visión retrógrada del mundo nublada de oscurantismo casi medieval.

No hay más que leer textos o consultar la penosa anécdota diaria de la actual educación uruguaya. ¿Qué alcance devastador puede tener en el futuro uruguayo este vaciamiento masivo de la universidad, de la educación en general, de los cargos científicos, médicos y profesionales en el estado y la asistencia social, de todo aquel que haya actuado, y a veces simplemente presenciado, actividades político-sociales de carácter democrático, progresista o revolucionario, en cualquier momento de su vida? ¿Qué puede resultar de esa búsqueda inquisitorial de actitudes o discursos en las actas universitarias de períodos legales, para detectar tendencias subversivas en profesores o docentes? ¿Qué objetivo sino el de la intimidación del más puro corte gangsteril y macartista tiene el bochornoso llamado juramente de fe democrática, consistente en autodelatarse como demócrata o renegar y prosternarse súbitamente ante el régimen

-todo ello retroactivo, con ficheros policiales a la vista-?

Y no quiero extenderme, por ser más notorio y conocido sobre el tema de la organización sindical, estudiantil, de los universitarios, el hecho de suprimir toda la actividad de estos sectores, una vez que la dictadura llegó a la conclusión que esas organizaciones no se avenían a ser un simple tornillo de esta gigantesca empresa regresiva y embrutecedora, la define como empresa represiva, aporte del carácter expoliador cuando se trata del salario y la plusvalía del trabajador en lo referente al movimiento sindical.

Queda claro luego de lo oído, que no estamos ante una violación o desmán reaccionario aislado o súbito, propio de las clásicas dictaduras bananeras o azucareras o cafeteras, de que tanto se habló y aún se habla en las crónicas y también en la novela latinoamericana y europeas.

Queda claro también, que no se trata de un aspecto o sector de la vida de un país tradicionalmente democrático, como el Uruguay. Tampoco puede decirse que se trata de una impronta personal de un civil o un militar atacado de caudillismo o providencialismo, sin antecedentes ni futuro a la vista.

No. Lo que se desprende de la realidad uruguaya, y no solo de ella, es que existe una reversión fundamental, medular, de valores hasta ahora consagrados.

Son actos y procesos movidos y motivados por una metodología, pero no exenta de bases ideológicas. No es un clavel del aire, pretende ser un árbol con raíces. Y si observamos en torno del Cono Sur y más allá de él su conexión cada días más entrelazada con el régimen racista y fascista de Sudafrica, vemos que es un árbol que quiere extender su sombrío ramaje más y más. Pero además, si uno de los tres comandantes de las Fuerzas Armadas Uruguayas, el de la marina, es el pionero empecinado de la unión militar de los regímenes del Cono Sur de América con los racistas sudafricanos, a través de la extensión de la OTAN al Atlántico Sur, y si lo que podríamos llamar filosofía irracional y tremendista

de la dictadura es la proclamación de que ya estamos sumidos en la Tercera Guerra Mundial, y con ese entendimiento debe hacerse la política nacional e internacional, el Uruguay es hoy, o lo parece, un país ocupado.

Si todo esto es verdad, y lo es, debemos saberlo y actuar en consecuencia. Estamos ante un régimen totalmente aislado en lo nacional y el solo aporte real son las Fuerzas Armadas. Ese régimen se mantiene con el apoyo económico, militar y diplomático exterior. Y no hay índice de que este apoyo vaya a faltarle en lo inmediato, de ahí su ferocidad e impunidad actual. Y no debe considerarse apoyo capaz de darle estabilidad social, la pequeña capa de usufructuarios virtuales del poder en lo económico, la oligarquía uruguaya. Ellos son solo eso, usufructuarios, beneficiarios, cómplices sordidos de esta empresa criminal y antinacional.

Estamos ante un régimen odiado por su pueblo, en forma cada día, cada hora más acentuada, pero ese pueblo de probada combatividad y patriotismo, tiene sobre sí un régimen de terror organizado -con todos los apoyos internacionales-, de una magnitud represiva, desconocida en todos los anales de América Latina.

Solo un pueblo de tan sólidas tradiciones democráticas, y de temple revolucionario como el uruguayo ha podido mantener un nivel de oposición tan destacado, que incluso está resquebrajando la unidad de las Fuerzas Armadas como es público, notorio y confesado por los propios jefes fascistas.

Hay opiniones diversas en torno a si estos regímenes tienen o no carácter fascista. Nosotros pensamos que sí. Y cuando hacemos esta calificación no nos mueve ningún afán polémico, ni un pedante doctrinarismo, totalmente fuera de lugar en un foro como el presente. Nuestro oponente polémico preferido es la dictadura, que azota como un flagelo a nuestro país. Pero sí creemos que la calificación exacta y apropiada del régimen que combatimos y al que queremos sustituir por uno democrático y popular nos ayudará a calibrar mejor, sin utopías ni triunfalismos, con sabiduría y realismo, tanto la peligrosidad de esta

aventura, tanto como las complicidades poderosas en el mundo internacional que hoy los protegen, como la magnitud y diversidad de fuerzas que podemos sumar en ayuda de nuestra causa.

Porque está comprobado internacionalmente, que el fascismo no solo golpea a la izquierda, a los radicales, a los revolucionarios, el fascismo, por la lógica de su impunidad, por la ceguera social que lo caracteriza, por el frenesí desesperado que le acomete cuando encuentra resistencia y aislamiento, golpea a todos los que no se someten incondicionalmente a sus designios y planes, sin mirar el partido, religión o raza a que pertenecen.

Bien que lo vemos y que lo sabemos en el Uruguay de hoy, cuando de la tortura inenarrable y cobarde se pasa al envenenamiento de opositores, del secuestro y la desaparición inhumanos se pasa al asesinato frío, calculado como operación política terrorista e intimidatoria.

Este engendro agresivo y liberticida que los juristas han hecho y harán desfilar hoy aquí como un macabro signo de este Uruguay de los generales ultraderechistas y sus mandantes es un engendro típicamente fascista.

Por eso, cuando ponemos la impronta antifascista en nuestra lucha, lo hacemos porque sentimos que debemos decirle la verdad a nuestro pueblo, y al decirle qué está enfrentando a un tal régimen, lo estamos preparando para una lucha muy difícil y costosa. A la vez, alertamos a todos los que en el mundo nos ayudan solidariamente, para decirles que esa ayuda que tanto estimamos, es dada a un pueblo que lucha para evitar que el fascismo se consolide y se extienda, y eso es luchar por la causa de todos los demócratas y antifascistas del mundo. Además, y sobre todo, que el gobierno fascista uruguayo es enemigo de todo lo que es el pueblo auténtico. Contamos con ese pueblo entero, y no solo con los sectores avanzados para la lucha por la reconquista de la democracia, más allá de que no podemos fijar hoy el día y la hora de la reconquista, que inevitablemente -y no tan lejos como algunos piensan- llegará.

. . .

RICARDO VILARO
(Grupos de Acción Unificadora)

Queremos saludar al S.I.J.A.U. y destacar su valioso esfuerzo iniciado hacia ya dos años en el reclamo de la Amnistía, esfuerzo que ha hecho posible el presente coloquio.

Quiero también agradecer al S.I.J.A.U. el darme la posibilidad de expresarme en este coloquio como preso liberado, como dirigente del movimiento sindical uruguayo y como dirigente político.

En mi calidad de preso liberado gracias a la solidaridad internacional, quiero testimoniar la autenticidad de las denuncias que se han hecho en este coloquio a propósito de la dictadura uruguaya. Yo fui objeto de un proceso sin delito y fui sentenciado por mi carácter de dirigente del Sindicato de la Enseñanza, de dirigente de la C.N.T. y por pertenecer a los G.A.U., movimiento fundador del Frente Amplio. Fui torturado durante el período del interrogatorio y además pude constatar en los diversos centros de detención en los que estuve, que la prisión en sí misma, por sus condiciones y por su organización, es una prolongación de la tortura. Después de casi cinco años de prisión, una vez obtenida la libertad firmada por la Justicia Militar, fui secuestrado a la salida del edificio de la Policía por un cuerpo de la Marina. La presión de la solidaridad internacional impidió que el secuestro y desaparición tuvieran las consecuencias conocidas en el caso de tantos otros compañeros, y logró que la dictadura reconociera mi nueva detención, viéndose obligada después a liberarme. Mi testimonio es una prueba de las posibilidades de la solidaridad internacional y por tanto de la importancia de una campaña mundial por la Amnistía en Uruguay, como la iniciada por el S.I.J.A.U.

Como preso liberado quiero trasladar aquí el testimonio y el clamor de los que resisten en las cárceles. Hoy los presos uruguayos son estudiantes procesados por su acción gremial, trabajadores por la defensa de sus derechos, profesionales por el ejercicio de sus actividades, educadores por la defensa de una enseñanza democrática, militantes sindicales y políticos cuyo único delito es oponerse a la dictadura. Todos ellos son víctimas de una Justicia Militar que no es justicia, que es invalidada por el uso sistemático de la tortura y por su subordinación jerárquica a los mandos militares que hoy gobiernan el país. Todos ellos resisten y reclaman hoy que se trabaje y se luche por una Amnistía total y completa.

En mi calidad de dirigente del movimiento sindical uruguayo, quiero reafirmar -como aquí se ha destacado- la violación de todos los derechos sindicales por parte de la dictadura uruguaya. El movimiento sindical uruguayo cuenta con una central única -la C.N.T.- en la que se expresan las distintas corrientes sindicales y políticas. Durante los cinco años de dictadura, la represión ha sido dura y ha afectado a todas las corrientes sindicales. Se puede decir como galardón de nuestro movimiento sindical, que no ha habido defecciones, ni fraccionamientos, ni posturas colaboracionistas. Nuestra Central cuenta con el respaldo de las tres centrales sindicales mundiales. Esta solidaridad seguirá intensificándose y forzará los caminos para que la amnistía llegue también al mundo laboral y garantice los derechos de reunión, organización y acción sindical.

En mi calidad de dirigente político, quiero destacar la necesidad -proclamada unánimemente por todos los presos- de la convergencia de toda la oposición contra la dictadura. Todas las fuerzas de la oposición coinciden en la necesidad de esta convergencia. Es imprescindible por lo tanto que se encuentren en acciones concretas de lucha contra la dictadura. Y este coloquio, más allá de su carácter especializado, constituye un hecho político común a toda la oposición, que muestra las posibilidades de esta convergencia. Es imprescindible multiplicar acciones en las cuales toda la oposición a la dictadura golpee en forma conjunta.

Tomando como punto de partida este coloquio, es necesario desarrollar una gran campaña por la Amnistía en Uruguay, que contenga una serie de medidas concretas, en las cuales toda la oposición participe. La amnistía es una verdadera arma ofensiva en la lucha por derrotar la dictadura. En efecto, el pueblo uruguayo en oposición a la dictadura solo puede ser dominado por la represión y la violación de todas las libertades. Sin ese carácter represivo, el actual régimen uruguayo no puede sostenerse; es por eso, que exigir la amnistía significa luchar por la caída de la dictadura, también significa dar solidaridad a los que resisten en el interior del país y la posibilidad de abrir el cauce para la participación de todas las fuerzas políticas en la conducción del país.

. . .

JOSE DIAZ
(Partido Socialista)

Señor presidente, señores juristas y demás personalidades aquí presentes, compañeros todos:

En mi condición de abogado perseguido comienzo saludando y agradeciendo al S.I.J.A.U. la organización de este importante coloquio. Desde mi posición de fugaz y ahora fugitivo diputado agradezco también al Senado de Francia al darnos esta altísima tribuna democrática para exponer nuestros puntos de vista sobre la lucha, la suerte y el futuro de nuestro país. Y como socialista permítanme agradecer y saludar a mis queridos compañeros del Partido Socialista de Francia y a la lucha internacional por la democracia en mi país.

¿Por qué recién ahora el tema del Uruguay entra por la puerta grande de la preocupación y de la solidaridad internacional? ¿Cómo una dictadura de esta envergadura -y aquí expositores brillantes de otros países lo han demostrado- estuvo tanto tiempo en el silencio o en el desconocimiento de muchas países y de muchas fuerzas democráticas del mundo?

Primero, porque somos un pequeño país -aunque para nosotros muy grande y hermoso- un pequeño país situado entre los dos más grandes países de América Latina, Brasil -la dictadura fascista más antigua del Cono Sur- y Argentina -también bajo la bota militar-. Y porque nuestra experiencia estaba cercana al impacto del fenómeno chileno donde un golpe feroz derriba al presidente compañero Salvador Allende. Y también porque el proceso uruguayo fue, a diferencia de los otros un proceso gradual, en cámara lenta, pero en ese gradualismo a nuestro juicio, está la característica peculiar de esta dictadura que no ha dejado nada sobre la tierra. El Uruguay fue una ejemplar democracia política y esta dictadura no ha dejado en pie

ningún derecho político. Y finalmente el desconocimiento del fenómeno uruguayo puede ser atribuido a que los militares, a que la ultra-derecha militar -que es la expresión política hoy día de los peores intereses nacionales y antipopulares-, tuvo la habilidad de no dar la cara, de tener siempre un presidente de fachada civil, primero a Bordaberry, luego a Demichelli y ahora a Aparicio Méndez.

Es la Junta de Oficiales Generales, es la ultra-derecha militar, la que realmente gobierna el país, pero se ha buscado siempre dar una fachada civil para encubrirse. No ha tenido la virtualidad de los Videla o de los Pinochet que de alguna manera sintetizan en la ferocidad cerril de su figura el carácter terrorista de estas dictadura del capital financiero internacional.

¿Pero cuál ha sido, compañeros, el resultado de este gradualismo dictatorial uruguayo? A nuestro juicio ha instaurado una dictadura de nuevo tipo, que como bien lo decía el senador Rodríguez, no se trata de una mera dictadura bananera, como decimos en América Latina, un golpe militar de viejo estilo. Es el estado del terror del capital financiero multinacional y por allí aparecen las semejanzas y también los matices peculiares de la dictadura uruguaya. Nosotros la llamaríamos una dictadura oligárquica militar con rasgos fascistas, o fascismo colonial, o fascismo dependiente, porque carece de aquella agresividad exterior que caracterizó al fascismo metropolitano.

Pero es una dictadura de carácter totalitario como la metropolitana, y tiene por supuesto un modelo económico, que es el de la dependencia, que es el de convertir a nuestros países en apéndices del capital financiero internacional.

Pero es además la dictadura, a nuestro juicio, más sistemática. No hay misión internacional que vaya a Uruguay, que recorra algunos países de América Latina, que no venga sosteniendo lo que insistentemente los perseguidos políticos uruguayos decíamos: que la dictadura uruguaya es la más opresiva y sistemática de los países del continente.

Pero al mismo tiempo yo diría que es la dictadura más invulnerable, la que ha logrado, a través de un dispositivo neo-liberal en lo económico y autoritario en lo político, instaurar un régimen al cual ni la solidaridad internacional, ni la heroica lucha de nuestros compañeros en el interior del país han logrado de alguna manera conmover. No hemos sacado ningún preso político que no haya pasado por el vía-crucis de la jurisdicción militar.

Hoy se trata a nuestro juicio de intentar romper por alguno de sus eslabones más débiles, esta impresionante cadena de condenas de perseguidos políticos, que no salen en libertad si no cumplen la condena, y algunos, como es el caso del compañero Vilaró, aún cumpliéndola, tuvimos que librar una dura batalla internacional para lograr rescatarlo de las garras de la dictadura.

Pero hay salidas. Nosotros no queremos quedarnos en un sombrío panorama como el de hoy, si no también hablar del futuro, seguramente luminoso para la patria de Artigas. Hay fuerzas políticas, y sociales en el país -la inmensa mayoría del Uruguay- que quieren derribar la dictadura. Existen posibilidades reales de que un grupo de organizaciones, de dirigentes y yo diría de estadistas de alto nivel y de técnicos de alto nivel, capaces de poner en marcha un Uruguay nuevo, reencontrado con su destino democrático y revolucionario desde la época de Artigas.

Y existen posibilidades de un entendimiento programático para ello.

Y existen también elementos de solidaridad internacional, hoy en día, como nunca tuvo nuestro país, porque como más de una vez lo hemos dicho, los exiliados hemos logrado a nivel internacional que el Uruguay tenga posibilidades de apoyo en lo económico, en lo diplomático, en lo político como nunca tuvo antes nuestra pequeña nación.

¿Cuáles son en la hora actual los grandes objetivos? A nuestro juicio, en primer lugar, pasar de la denuncia a los actos de aislamiento político, económico, comercial y financiero del Uruguay.

En segundo lugar, el gran objetivo que hoy nos concita en este coloquio, frente al cual yo traigo el apoyo de mi partido, de nuestro Frente Amplio y de su líder preso: la lucha por la amnistía de todos los presos políticos y sindicales, para todos los perseguidos políticos y sindicales que hay en el mundo. Y para todo ello nosotros pensamos que el camino pasa por la unidad de esas fuerzas democráticas, lo que nosotros llamamos la Unidad Nacional, la unidad de todas las fuerzas realmente nacionales y populares, que están enfrentadas a una dictadura antinacional y antipopular.

Y en ese camino estamos nosotros, y en esa etapa estamos batallando todas las fuerzas en el exterior y en el interior del país, por la libertad de todos nuestros presos, por la libertad de LIBER SEREGNI, de HECTOR RODRIGUEZ, del Ingeniero MASSERA, pero también para salvar la vida de algunos que la tienen en peligro como RAUL SENDIC o JAIME PEREZ, para que no pase como hace poco ocurriera con uno de mis queridos compañeros, el maestro MANUEL TOLEDO, que luego de estar años preso por la dictadura, su esposa es llamada al Hospital Militar para entregarle el cadáver de su esposo. Y tenemos que hacer aparecer a los compañeros desaparecidos, los GERARDO GATTI, los MENDEZ, los DUARTE, los BLEIER.

Es una batalla común en la que todos tenemos que aportar, en donde todos somos fuerzas que estamos dispuestas, con los mismos objetivos, y en que todos son nuestros compañeros y nuestros presos y nuestros mártires, nuestros torturados, nuestros desaparecidos.

Yo con estas palabras, entrego finalmente mi emocionado saludo a todos los presentes en nombre de mi partido, del Secretariado en el Exterior del Frente Amplio del Uruguay y auguro a este coloquio el mayor de los éxitos.

. . .

ENRIQUE ERRO
(Patria Grande)

En esta segunda mediana del siglo XX nosotros advertimos que valores que parecían inmutables están siendo cuestionados. Todos, pasando por el mismo meridiano intelectual, principios, sistemas, ideologías, van careciendo de contenido. Hay una desesperada y legítima impaciencia en encontrar los caminos válidos para forjar sociedades libres y justas. En esa búsqueda puede inscribirse la violencia para el cambio, y surgen también las contradicciones profundas de que se tenga memoria. Los principios universalistas van perdiendo consistencia y sufren los embates más grandes de los últimos siglos, se transforman en episodios regionales. El mundo entero está convulsionado, con resonancias casi apocalípticas en muchos casos.

En este contexto se encuentra también América Latina o la América Hispánica, para algunos estudiosos. Confusiones por doquier, indignidades, vejámenes, crímenes, torturas.

Yo pienso que en esta sala, en que hay distinguidas personalidades europeas, y ayer tuvimos la presencia del Senador Parmatier, y del Secretario de la Comisión de Asuntos Extranjeros, yo tengo que formular una pregunta. ¿Qué piensan los hombres de gobierno y de la oposición de Francia sobre América Latina? ¿Lo mismo que en los siglos XVII, XVIII y XIX por ejemplo? ¿O hay cambios profundos en las distintas posiciones? Esa respuesta solo la pueden dar, fundamentalmente los europeos, pero nosotros tenemos el deber de decirlo en esta hora tan llena de preocupaciones para América Latina y por supuesto para mi pequeño país, el Uruguay.

Esa respuesta de Europa es para nosotros importante. En la hora en que los europeos buscan la unidad, en que el mundo asiático, el mundo africano y el

mundo árabe buscan unificarse, ¿debería ser América Latina una excepción? Creo que no.

Por eso hago una primera afirmación: no habrá soluciones para América Latina ni tampoco para mi país, si las soluciones no tiene un sentido continental. Me refiero a las soluciones permanentes. Tenemos que tender en un gran esfuerzo a la unidad y a la unificación de América Latina, porque, cosa curiosa, América Latina tiene todos los elementos unificadores, todos los elementos igualitarios, todos los elementos de origen común que no tenía, por ejemplo el mundo anglo-sajón.

Pero en el caso de mi país, en el siglo pasado, en 1828, cuando la Convención Preliminar de Paz, un nombre muy sutil y sagaz, Lord Ponsomby, nos dividió hasta el día de hoy, deshaciendo prácticamente la idea federalista de nuestro Artigas, fundador de nuestra nacionalidad. Y nos definió como un algodón entre dos cristales, Argentina y Brasil, advirtiéndolo al mundo que cuidadosamente debía evitar el rompimiento de los dos cristales si el algodón era sacado.

Tenemos ahora que revertir la situación y pensar en esos términos y con esa mentalidad latinoamericana para las soluciones, incluso del Uruguay.

Tenemos que hacer una segunda afirmación. He escuchado con la atención que merecen tan altos exponentes de la cultura europea y también latinoamericana, y escucharemos al Dr. Weil, y he escuchado a mis compatriotas. Pero es evidente que hay que formular una gran interrogante. Por más solidaridades que nosotros tengamos, por más actitudes positivas que vengan del exterior, habrá siempre un saldo de amargura y de contradicción en los intercambios comerciales, en el envío de técnicos, en las inversiones, que las hacen, desgraciadamente, países que están en un área y en otra área. Y yo podría probar documentadamente esta afirmación. Y esto nos preocupa, porque mientras la dictadura tenga esta alimentación económica y financiera, mientras se obtenga, como obtuvo el año pasado el Ministerio de Relaciones Exteriores, el envío de técnicos de gran capacidad para asesorarlos en comercio exterior, nosotros seguiremos padeciendo estos males y la solidaridad entonces se va

desgajando, se va desmembrando. Yo sé que éste es un problema muy complejo, que este es un problema de gobierno, pero la oposición tiene su palabra. Es un problema difícil, y yo con esto no estoy interfiriendo en las posiciones que puedan adoptarse.

Digo además, que el 10 de diciembre de este año se cumplieron los 30 años de la declaración de Derechos del Hombre de París -yo me acuerdo que hablé mucho con el delegado uruguayo en 1948, de cómo fue que se llegó a la Declaración de Derechos de Hombre y ese documento fue violado y es violado sistemáticamente. Basta que yo extraiga el artículo 5º de ese documento, que establece que nadie podrá ser torturado por sus ideas, nadie podrá ser sometido a sufrimientos y a posiciones degradantes, y eso lo firmó el Uruguay y Venezuela, y lo firmaron otros países, también lo firmó la Argentina, lo firmó el Brasil y el Paraguay, Bolivia y Chile. Y de esto, ¿qué se ha cumplido?

Yo pienso dar una voz de alerta en el sentido que en la medida que incluso las Naciones Unidas, no obliguen a los países firmantes a cumplir estrictamente estos instrumentos internacionales, digo que las Naciones Unidas habrán de desaparecer, porque no le sirve a los pueblos. Porque en las Naciones Unidas nosotros tenemos que encontrarnos con los delegados uruguayos, -los representantes de la dictadura, y no del pueblo-, y ellos tienen voz y voto en las Naciones Unidas? No! Porque el preámbulo de las Naciones Unidas establece "Nos, los pueblos", "Nos, los pueblos". Son los pueblos los dueños del organismo. Son los hombres que representan los pueblos los que deben tener voz y voto. Y esto ocurre. Y en la medida que estos instrumentos internacionales sigan siendo violados, evidentemente que no podemos lograr esos objetivos que queremos.

La dictadura militar, subrayo el término, la dictadura militar, que deshace y ha destruído al país -aquí se ha probado con cifras-, que ha torturado, asesinado a los compatriotas, que ha destruído todo lo que tiene que ver con la libertad, con la justicia, con la educación, con la cultura, con la vida de los uruguayos. Que no hay ni una familia de oriental que no esté desintegrada, con un familiar muerto, con un familiar preso, con un familiar en el exilio. El rector, los decanos, los investigado-

res, los maestros, los obreros especializados, muertos algunos de ellos, presos otros, dentro de esos 6.000 presos, en las condiciones que aquí también se han manejado. Pero esta dictadura militar, en la que todos están inmersos en la tortura y en la corrupción, en este momento está débil, contradictoria, corrompida, y sigue torturando y comete las monstruosidades de las dictaduras cuando están tocando sus últimas etapas. Pero ¿qué le falta a todo esto? Lo declaro sin ánimo de molestar a nadie, la falta de unidad de los uruguayos, y la unidad latinoamericana. Y la unidad no debe ser una palabra que se utiliza permanentemente, porque de tanto utilizarla se va desgastando y se va deformando, y va perdiendo contenido. ¿Es que acaso no nos sirve a nosotros la vieja experiencia de los republicanos españoles, que durante 40 años, y lo dicen ellos, no es lo que digo yo?

En este caso, vale entonces que yo lea un párrafo de un discurso que en México pronunció mi querido amigo, Mario Benedetti, en homenaje a la memoria de aquellos ciudadanos, uno de ellos Zelmar Michelini que fue mi compañero en el Senado, y que permanentemente se jugó en la defensa de la dignidad del ser humano y de Héctor Gutiérrez Ruiz, el presidente de la Cámara de Diputados del Uruguay, y de los dos jóvenes cuyos cadáveres fueron también colocados al lado de los cuerpos de estos compañeros, de Willy y de Rosario. Estos crímenes tendrán que pagarse. Recuerden las paredes de Italia -todavía están presentes-: "Con el fascismo ni olvido ni perdón". Y aquí tampoco quiero incursionar en un tema polémico, pero Benedetti dijo en esa oportunidad en México:

"Reconozcamos que el enemigo sí ha hecho bastante por unirnos, ya que cuando se trató de perseguir, prohibir, apresar, acosar, torturar y matar, no se olvidó de ningún grupo, de ningún partido, nadie pudo sentirse privilegiado y a salvo. Sinceramente creo que el único medio que tenemos a mano para impedir que la palabra unidad se gaste, es convertirla en hechos. Como simple palabra ya cumplió su ciclo y sembró sus alertas, como hecho político, en cambio tiene futuro por delante."

Recientemente en Porto Alegre, Lilián Celiberti de Casariego, sus dos pequeños hijos y Rodríguez Díaz, vieron allanado su domicilio y fueron trasladados a cárceles uruguayas.

Yo saco de esto una enseñanza, que a unidad de la represión, evidentemente, unidad de los pueblos, de ahí que esto tiene total vigencia. Pero esta vinculación para el crimen, esta vinculación acordada un 21 de febrero de 1974 en una reunión en Buenos Aires con el Sub-jefe de policía argentino, el Jefe del Servicio de Inteligencia de Uruguay -el Comisario Castiglioni-, el Jefe de la Gendarmería chileno y el Jefe del Servicio de Inteligencia de la policía boliviana ha jugado hasta ahora en territorio argentino.

Yo creo que de la teoría de la dependencia iremos forjando los hechos hasta llegar a la filosofía de la liberación. Pero sería imperdonable que yo omitiera que no es solo todo lo que se ha dicho y ha padecido nuestro pueblo en la tortura, sino las consecuencias de las torturas. Hay decenas y decenas de mis compatriotas que son tratados en clínicas y hospitales europeos con lesiones al cerebro y lesiones a la columna vertebral. Que hay muchos que después de salir de la cárcel han fallecido, a consecuencia de las torturas. Y este es un hecho que por supuesto no puede ser olvidado, y tenemos que decirlo en esta hora.

Pero ante tanta infamia, asoman luces de valor y de coraje. De muchos, pero yo tengo que mencionar una en esta hora, porque es el más reciente, el del Dr. Rodríguez Canzani, médico joven y valiente, que llevado a la Audiencia Pública ante el Tribunal Militar, dijo con voz firme que cuestionaba la farsa, que no era justicia, que todo eso era un procedimiento que pretendía impactar a nuestro pueblo. Fue llamado tres veces al orden y luego se le quitó la palabra. Pero Rodríguez Canzani es un símbolo en esta hora de la lucha interior, dentro del país, contra la dictadura.

Finalmente, todos tenemos que estar de acuerdo en que frente a estos crímenes, frente a esta destrucción que se quiere del país, tenemos la obligación, en este momento, en esta hora propicia de solidaridades y de emociones, de lograr la unidad de acción dentro del país. Tenemos que actuar unidos, todos los que se opongan a la dictadura militar dentro del país. Nosotros hemos presentado a todos los

partidos políticos, movimientos y grupos, iniciativas concretas, y ésta es la hora que no puede dejarse pasar porque mucho nos costará después volver a engranar en estas condiciones.

Esta es la palabra, no personal, sino en nombre del Movimiento Patria Grande. Agradezco con emoción a todos los que han dado su palabra de solidaridad, a quienes estuvieron presentes, en la seguridad, absoluta seguridad de optimismo equilibrado, que la dictadura militar caerá, derrocada por el pueblo, antes de los plazos que se ha fijado, y que América Latina será libre e independiente por primera vez en este siglo, a pesar de todas las contingencias desfavorables hace un tiempo, porque la liberación y la revolución, nadie la podrá detener. Ha costado vidas, ha costado esfuerzos, ha costado sacrificios. Pero yo digo que mejor, porque lo que se obtiene con sangre, con cansancio, con sacrificio, con privaciones, es más duradero en el acontecer de la historia.

A los latinoamericanos que están presentes, un abrazo fraterno para la hora en que unidos, lograremos esta liberación definitiva.

Señoras y señores, gracias por haberme permitido decir estas cosas políticas en un ambiente técnico, jurídico, donde se han expuesto piezas de valor sustancial. Esto, para mí que soy un hombre sin olvidos, debe quedar como el mejor de los recuerdos. A luchar que será vencer, y a luchar pronto antes de que mañana sea tarde.

. . .

RUBEN PRIETO

(Partido por la Victoria del Pueblo)

Seré breve. En primer lugar quiero leerles un mensaje del compañero HUGO CORES, Secretario General del Partido por la Victoria del Pueblo, y hacer luego un par de reflexiones.

"Estimados compañeros del Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay: No pudiendo suspender compromisos impostergables, me ha sido imposible viajar a Europa para responder a vuestra invitación como hubiera deseado, dada la gran significación de vuestro coloquio.

Hubiera querido estar ahí para expresar personalmente la profunda preocupación por el mantenimiento de la política terrorista de la dictadura. Mientras con el mayor descaro empiezan a hablar de 'res-tauración institucional', y proclaman diciembre el 'Mes de los Derechos Humanos', en los hechos no han variado un ápice su conducta arbitraria, ilegal y antipopular.

En los últimos meses se han multiplicado los despidos y detenciones de trabajadores; se continúa la práctica sistemática de la tortura, y centenares de prisioneros siguen siendo condenados por la ilegítima Justicia Militar. Cuando parecía que su imaginación represiva se había agotado, el país fue conmovido por el intento de envenenamiento de tres dirigentes del Partido Nacional. Mientras los responsables directos de este crimen están impunes, se desataron nuevas razzias contra los militantes de la oposición. Esto sucede como reacción frente al incremento de las actividades de resistencia, particularmente el aumento de la circulación y receptividad de la prensa clandestina.

A pesar de esa voluntad aniquiladora del régimen,

en el seno de un pueblo que no se doblega, ha comenzado la convicción de que es necesario luchar por una amnistía amplia e irrestricta, como paso imprescindible en la resistencia a la dictadura, y condición necesaria para cualquier salida política aceptable para el pueblo.

Este es también nuestro punto de vista. Uno de los ejes de la actividad de nuestro partido en el Uruguay viene siendo la promoción y organización de medidas de lucha por este objetivo, que expresa el reclamo de vastísimos sectores de nuestro pueblo.

Por eso saludamos fervorosamente el importantísimo esfuerzo de la solidaridad internacional que representa vuestro coloquio. La enorme importancia de esta solidaridad se demostró nuevamente en las últimas semanas, al salvar la vida de nuestros compañeros Lilián Celiberti y Universindo Rodríguez Díaz, secuestrados en Porto Alegre por comandos conjuntos uruguayo-brasileños.

En la hora actual, dentro y fuera del país, es necesario y es posible profundizar la convergencia de las fuerzas realmente opositoras, para poder derrotar la dictadura. Solo esa convergencia hará posible acrecentar la resistencia y ofrecer una alternativa política real ante el empantanamiento de este régimen antipopular.

La lucha por la amnistía es un terreno común, aunque no el único, y ofrece posibilidades reales de plasmar en hechos concretos la voluntad de convergencia antidictatorial manifestada por toda la oposición.

En ese sentido, consideramos que la labor del Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay es una importante contribución que saludamos calurosamente.

Saludos fraternos: HUGO CORES

A esta carta yo quisiera agregar dos reflexiones. La primera es que coincido totalmente con los juicios de los demás compañeros que me han precedido sobre la importancia del coloquio. Cuando uno escucha-

ba a Artucio, a Carvalho, a Goldman, a Senese, a todos, no podía menos que imaginarse a Rovira tratando de contestarles, o a Bayardo, y ni qué pensar del Coronel Maynard, por supuesto. Y pienso que es fundamental ver, aunque sea un evento jurídico, ubicado en una óptica técnica, ver este coloquio desde el punto de vista político, en relación a su significado para la oposición uruguaya a la dictadura.

Creo personalmente, y es la convicción profunda de nuestro partido, y la presencia hoy aquí del conjunto de la oposición de izquierda y el apoyo unánime de la oposición a este coloquio y a la iniciativa del Secretariado lo demuestran, que este Secretariado ha logrado transponer un umbral y se ha convertido en un poderoso instrumento para el conjunto de la resistencia, para el conjunto del pueblo, para el conjunto de la oposición.

El carácter amplio del Secretariado de Juristas, basado en la defensa de los presos y perseguidos de todas las filiaciones, garantiza la aplicación de criterios de trabajo adecuados en esta situación, en que la unidad de todas las fuerzas contra la dictadura es un imperativo fundamental. Esta es la primera cosa que me interesaba señalar.

Y la segunda reflexión que quería hacer, retomando la últimas frases de Hugo Cores, es justamente sobre la unidad. Y en el último tiempo transcurrido de julio del 77 para acá, desde la Declaración de México, y sin ánimo de polemizar con ninguno de los compañeros, es una reflexión que se impone.

De la unidad hay que dejar de hablar en abstracto. La unidad se forja en hechos concretos, de acuerdo a las posibilidades que presenta cada coyuntura, teniendo en cuenta las dificultades creadas por la correlación de fuerzas con el enemigo, y la situación que los diferentes grupos, partidos y movimientos tienen y que no podemos desconocer, que son elementos objetivos.

Pensamos que tenemos hoy la oportunidad de pasar a una nueva etapa. A partir del trabajo de casi dos años del Secretariado, a partir de la aparición en otros lugares, y promovidos por otros compañeros

en forma convergente, en forma coincidente, de movimientos simultáneos y que seguramente se sumarán y acumularán y multiplicarán en la misma dirección, se va viendo que la amnistía es un terreno común, aunque no el único, para la oposición y que para nosotros marca una responsabilidad fundamental.

Debemos ser capaces, el conjunto de fuerzas de la oposición, de avanzar en los puntos en que estamos de acuerdo. Y en cuanto a la amnistía hay consenso, las distintas fuerzas de la oposición han explicitado su acuerdo con los aspectos fundamentales de esta campaña que hoy empieza a cobrar cuerpo.

Para nosotros lo fundamental en este momento es al mismo tiempo que discutimos los problemas generales, la evolución de este proceso hacia la unidad, de esa convergencia antidictatorial, afirmar los puntos de vista comunes y a partir de allí emprender tareas comunes, concretas y coordinadas.

Agradezco a los compañeros del Secretariado y a los demás compañeros. Nada más.

. . .

WILSON FERREIRA ALDUNATE
(Partido Nacional)

"Wilson Ferreira Aldunate, líder del Partido Nacional, ex-Ministro, ex-Senador, lamenta profundamente no poder participar en vuestros trabajos como hubiera deseado.

Declara su total adhesión al coloquio y a sus objetivos y desea el mejor de los éxitos a los trabajos del Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay."

.

.

ANEXO II

HAN HECHO LLEGAR SU MENSAJE AL COLOQUIO:

FRANCIA

Alain POHER - Président du Sénat
Jacques CHABAN-DELMAS - Président de l'Assemblée Nationale
Bernard STASI - Vice-Président de l'Assemblée Nationale
André MERIC - Vice-Président du Sénat
Maurice SCHUMANN - Vice-Président du Sénat
André CHANDERNAGOR - Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Philippe MACHEFER - Membre de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat
Jean FRANCOU - Sénateur
Edgard PISANI - Sénateur
Jean Jacques BEUCLEH - Député
Pierre GUIDONI - Député
Jean Pierre COT - Député
Jacques DOUFFIAGUES - Député
Manuel ESCUTIA - Fédération de Paris du Parti Socialiste
Alfred KASTLER - Prix Nobel
Jean Bernard MARIE - Juriste, Institut International des Droits de l'Homme, Strasbourg
Monseigneur Daniel PEZERIL
Abbé Pierre TOULAT - Commission Française Justice et Paix
Pasteur George CASALIS - INODEP
Stephen MARKS - UNESCO, Division des Droits de l'Homme et de la Paix
Karel VASAK - UNESCO, Directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Paix
Robert EMERY - Amnesty International (groupe 92)
Lise WEIL - Amnesty International (Section Française)
Alice PEZARD - Juriste, member de la Commission Juridique d'Amnesty International
Michel CALEF - Secrétaire à l'information de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme
CIMADE
CFDT - Jean Bourhis, secrétaire confédéral
AFAL - Bruno René-Bazin
AFUDE - Association des Parents des Uruguayens Disparus
FAL - France Amérique Latine
CDPPU - Comité de Défense des Prisonniers Politiques Uruguayens
MAISON D'URUGUAY
CLA - Comité des Réfugiés Politiques Latinoaméricains
GROUPE D'AVOCATS ARGENTINS EXILES EN FRANCE
UNION D'AVOCATS ARABES
FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME qui mandate à Louis Joinet

ESPAÑA

Cristina ALMEIDA CASTRO - Jurista, miembro del Comité Central del PCE
Julia MARCHENA NAVARRO - Miembro del Equipo Jurídico de la Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR)
Jaime SAENZ DE BREMOND - Miembro del Equipo Jurídico de la Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR)
Joaquín RUIZ GIMENEZ - Jurista, Presidente de la Asociación Pro-Derechos Humanos
Maria del Carmen VICTORY - Presidente de la Asociación de Estudios Políticos para América Latina y Africa
Gabriel GUZMAN - Presidente de la Asociación de Estudios y Solidaridad con América Latina
Javier RUPEREZ - Secretario de Relaciones Internacionales de UCD
Francisco Javier ITURRIOZ - Diputado, Miembro del Comité Federal del Movimiento Comunista
Maria Luz ALMEIDA CASTRO - Jurista
Juan Gabriel ALVAREZ RODRIGUEZ - Jurista
Carmen BIEDMA REY - Jurista
Jesus CANEDO VEGA - Jurista
Eduardo CARVAJAL SALIDO - Jurista
Alfredo GOMEZ GOMEZ - Jurista
Juan Cristobal GONZALEZ GRANEL - Jurista
Dolores GONZALES RUIZ - Jurista
Tomas DUPLA DEL MORAL - Jurista
Josefina FABREGAS CASAVE - Jurista
Emilio HERNANDEZ REVUELTA - Jurista
Maria Eugenia PEREZ FERNANDEZ - Jurista
Julio PINIES NOGUES - Jurista
Luis RAMOS PARDO - Jurista
Ignacio SALORIO DEL MORAL - Jurista
Juan Ignacio SAINZ DE LOS TERREROS - Jurista
Joaquín MARTINEZ BJOKMAN - Secretario del Senado
SOLE SABARIS - Senador Entesa dels Catalans
Gregorio LOPEZ RAIMUNDO - Diputado PSUC
Pere ARDIACA - Dirigente PSUC
Ampar PINEDA - Dirigente MCC
Antonio PELEGRI - Presidente de la Comisión de Defensa del Colegio de Abogados Juristas
Josep RIBERA - Secretario de Agermanament
Agusti SEMIR - Grupo Cristiano por la Defensa de los Derechos Humanos
Juan GARCIA GRAU - Jurista
Josep DOMENECH FORNES - Jurista
Enrique LERIDA - Jurista
Carlos TOSTRAS - Abogado Comisión Catalana Defensa Refugiados Políticos
Samuel FERNANDEZ - Abogado de la Comisión Catalana de Defensa de Refugiados Políticos
Federico GARCIA NIN - Jurista
Antonio BERISTAIN - Director del Departamento de Derecho Penal

SUIZA

George KOULICHER - Secrétaire Haut Commissariat Nations Unies pour
les Réfugiés
Theo C. VAN BOVEN - Directeur de la Division des Droits de l'Homme, ONU.
Julio DE SANTA ANA - Conseil Mondial des Eglises
Charles HARPER - Conseil Mondial des Eglises
Shaw KIARMALI - OLP, Bureau de l'Observateur Permanent de l'ONU
LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME - Giovanni Chichero, Secrétaire
Général
CIOSL - Confédération Internationale des Organisations Syndicales
Libres
OIT - Organisation Internationale du Travail
CROIX ROUGE Internationale

SUECIA

Lennart GROLL - Magistrat
Hans GORAN FRANK - Juriste
Lars LINDOVIST - Juriste
Birgitta ALEXANDERSSON - Juriste
Lennart ASPEGREN - Juriste

HOLANDA

G.P. HOEFNAGELS - Juriste, Professeur
Pieter VAN DIJK - Juriste, Professeur de Droit International
Hans LANGERBERG - Juriste
Miguel KINDEREN - Juriste
FEDERATION DES COMITES DE SOLIDARITE AVEC L'URUGUAY
B.V.A. ROLLING - Directeur de Polemologisch Instituut, Université
de Groningen
PARTIVAN DE ARBEID - Me. Wim Bogaard
COMMISSION JUSTICE ET PAIX

ITALIA

Lelio BASSO - Sénateur
Carlo TOGNOLI, Sindaco de Milano
Giulio Carlo ARGAN - Sindaco de Roma
Ugo NATOLI - Secrétaire adjoint de l'Association Internationale des
Juristes Démocrates
Francesco CAVALLARO - Juriste
Marcela GLISENTI - Juriste
GRUPPO COMUNISTA - Sénateur Pierc Pieralli, président
LIQUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME - (section italienne)
M. Bauer, président
UNIONE ITALIANA DEL LAVORO - Giorgio Benvenuto, Secrétaire Générale
LIGUE ITALIENNE DES DROITS DES PEUPLES - Giancarla Codrignani,
présidente, députée

BELGICA

AMNESTY INTERNATIONAL (section belge)
CEAL - Comité Europe-Amérique Latine
OXFAM
FONDATION DOMINIQUE PIRE
COLECTIF UNIVERSITAIRE CNUCH
FEDERATION GENERAL DES TRAVAILLEURS BELGES
CONFEDERATION SYNDICAL CHRETIENNE
FEMMES PREVOYANTES SOCIALISTES
RASSEMBLEMENT DES FEMME POUR LA PAIX
COLARCH
ASSOCIATION INTERNATIONAL DE JURISTES DEMOCRATES - qui mandate à
Louis Weil

ALEMANIA

Christian TOMUSCHAT - Doyen de la Faculté de Droit et de Sciences
Economiques de Bonn
AMNESTY INTERNATIONAL - Section allemande
Wolfgang PIEPENSTOCK - Juriste
Klaus THUSING - Député
Eckard Kulweim - Député
Horst JUNGMAN - Député
V.D.G. - Fédération de Juristes Démocrates, section allemande,
Joachim Schwammborn
Centre Scolaire de Cologne-Holweide

LUXEMBURGO

Philippe VENTUJOL - Commission Politique, Parlement Européen

INGLATERRA

AMNESTY INTERNATIONAL - Inger Fahlander

David STEPHEN - Political Adviser, Foreign and Commonwealth Office

VENEZUELA

Jose Luis CORBO - Jurista uruguayo exilado

José Ramon Medina - Fiscal General de la República

Ignacio Luis ARCALLA - Magistrado

Pedro NIGUENS - Rector de la Universidad

José HERRERA OROPEZA - Profesor de la Universidad Central

Luis BELTRAN PRIETO - Presidente de la Comisión Cultural del Congreso

Humberto NJAIN - Profesor de la Universidad Central

Pedro José MARTINEZ - Profesor Universitario

José SOTO - Diputado

Manuel QUIJADA - Diputado

José Vicente RANGEL - Diputado

German LAIRET - Diputado

Jesus SOTO AMESTY - Diputado

Elario GARCIA - Jurista

María DE PALACIOS - Jurista

Pedro ORTEGA DIAS - Jurista

Julio CONTE - Jurista

Reinaldo REQUIN - Jurista

Osvaldo FUENTES - Jurista

Héctor LUNA - Jurista

Alcides FIGUEROA - Jurista

Alfredo ROJAS - Jurista

Ana RAMOS - Jurista

Juan NUNEZ - Jurista

Jose BRITOS GONZALES - Jurista

Humberto LICENO LEON - Jurista

Ana RUGGIERI DE RODRIGUEZ - Jurista

Fredy VALERA - Jurista

Gustavo MENDEZ - Jurista

Eneida CAMACHO - Jurista

Rodolfo PORRO - Jurista

Libio AGUERO - Jurista

Ricardo DUPONT - Jurista

Tomas MEJIAS - Jurista
Julio GIMENEZ - Jurista
Rafael DALIS - Jurista
Aimara MORALES - Jurista
Gustavo ALAMO - Jurista
Leonel ROJAS - Jurista
Ernesto SILVA - Jurista
Antonio URDINA - Jurista
Diego URBANEJA - Jurista
José SANCHEZ - Jurista
Ruben Dario ROMERO - Jurista
Eleazar GUEVARA - Jurista
Saul ANDRADE - Jurista
David NUNEZ - Jurista
Damian MARQUEZ - Jurista
Miguel GOMEZ - Jurista
Julio PORTILLO - Jurista
Gerardo ALFONSO - Jurista
Andrés LOVERA - Jurista
FEDERACION LATINOAMERICANA DE PERIODISTAS

ESTADOS UNIDOS

Donald FOX - Executive Committee of the American Association for
the I.C.J.



VUE D'ENSEMBLE DE LA TRIBUNE AVEC LES RAPPORTEURS



Mes.
JEAN LOUIS WEIL
EDMOND PETTITI
SALVATORE SENESE
LOUIS JOINET
SENATEUR BERNARD PARMANTIER

LE PRESIDENT DU SENAT FRANCAIS
M. ALAIN POHER ET Me. J.L. WEIL



Mes. HECTOR AMILIVIA ET EDGARDO CARVALHO



VUE PARTIELLE DU PUBLIC



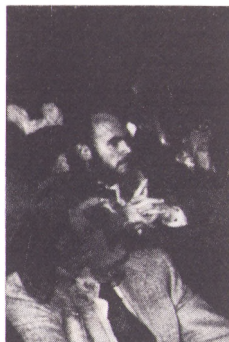
Me. MARIA ELENA
MARTINEZ



Me. LEANDRO DESPOUY



Mes. H. SOLARI IRIGOYEN
HANS TOOLEN
ROBERT GOLDMAN



Me. ALEJANDRO ARTUCIO



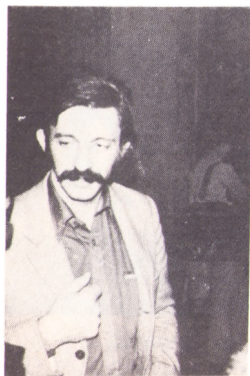
Me. CELIA GIL



VUE PARTIELLE DE
L' ASSISTANCE



MM.
ENRIQUE ERRO
ENRIQUE RODRIGUEZ
RICARDO VILARO
JOSE DIAZ
RUBEN PRIETO



Deux jours de travaux au Sénat français pour l'amnistie en Uruguay

L'Uruguay, victime du cancer militaire

LUNDI 19 DÉCEMBRE 1978

Libération

PARIS

Pour le secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay, ce pays qui détient sans doute le record absolu de la violation des droits de l'homme, est manifestement un « cas d'espèce ». Au cours du colloque qu'ils organisaient vendredi et samedi au Sénat, les juristes et avocats de retour de mission en Uruguay ont longuement évoqué cette situation où « *reli- le un cancer, l'institution militaire est en train de*

manger l'Etat et l'ensemble de la société civile ». De « *mesures d'urgence* » en « *état de guerre* », ce pays où un habitant sur 500 est en prison, est devenu au sens strict « *un Etat d'exception* ».

La présence dans la salle de Maria, une femme de 60 ans, animatrice de « *l'Association des familles des Uruguayens disparus* », qui est montée timidement à la tribune pour lire un communiqué laconique, donnait la preuve vivante de la situa-

tion dramatique analysée par les juristes. Nous l'avons rencontrée peu après dans une arrière salle de café...

Elle parcourt le monde depuis plusieurs mois. Une trentaine de familles ont déjà rejoint l'association, soit la totalité de celles qui ont pris le chemin de l'exil depuis la disparition de l'un des leurs. Le plus gros reste à faire : prendre contact avec toutes les familles restées à l'intérieur du pays. Elle estime à plus de

120 le nombre de personnes enlevées clandestinement depuis trois ans en Uruguay.

Maria parle. Sa fille, Helena, une militante syndicaliste active dans le milieu des professeurs. Arrestation le 21 juin 1976. Elle raconte à la police qu'elle avait un rendez-vous important trois jours plus tard. Des hommes en civil la conduisent discrètement sur le boulevard Artigas à Montevideo. Helena suit les trois hommes. Personne ne vient au rendez-vous. Brusquement, elle agrippe un mur et saute dans un jardin : l'ambassade du Venezuela. Elle a le temps de crier : « *Asile, asile, je m'appelle Hel...* » Les hommes des services secrets sont déjà dans le jardin. Intervention de deux secrétaires de l'ambassade. Bagarre. Le fugitif est maîtrisé, traîné en dehors du territoire vénézuélien. Une semaine plus tard, Caracas rompt ses relations diplomatiques avec Montevideo. Malgré ses démarches, Maria n'a plus jamais entendu parler de sa fille.

Maria explique encore que la plupart des 120 disparus uruguayens ont été enlevés par les services de Montevideo en Argentine, au Brésil et au Paraguay. La coopération entre les services de toutes les dictatures du « *cône* » sud n'est plus à démontrer. Elle cite pourtant le cas de Liliana De Casariego et Rodriguez Dias, deux Uruguayens enlevés à Porto Alegre (Brésil) en octobre dernier. La présence de deux juristes au moment de leur arrestation a permis de faire cesser l'abandon. La première fois depuis trois ans que cette pratique existe, la presse brésilienne dénonce la collaboration des policiers dans la chasse aux ressortissants étrangers au Brésil. L'affaire a fait tant de bruit qu'une enquête a été ordonnée par le ministre de la Justice fédérale brésilienne. Maria affirme à plusieurs reprises sa conviction absolue que seules des campagnes d'opinion orchestrées par la presse peuvent mettre un terme aux enlèvements et sauver les disparus.

Pierre BENOIT

(1) Le SIJAU : 11 rue Jean de Beauvais, 75005 Paris.

Retrouvailles de l'opposition uruguayenne à Paris

Les adversaires de la dictature d'accord pour une campagne d'amnistie

Le colloque sur « *L'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay* », qui s'est tenu ce week-end dans une salle du Sénat, à Paris, a probablement fait avancer d'un grand pas le processus d'intégration de l'opposition uruguayenne dans sa lutte contre la dictature installée à Montevideo. Organisé par le Secrétariat international de juristes pour l'amnistie en Uruguay (SIJAU), il a permis à une demi-douzaine de dirigeants politiques uruguayens en exil de se retrouver et de décider d'une campagne commune pour l'amnistie.

BROYEE par la répression interne, traumatisée par l'exil, dispersée dans le monde entier, l'opposition uruguayenne, au régime dit « *civilo-militaire* » installé à Montevideo lors du putsch du 27 juin 1973, a trouvé un point de convergence : l'amnistie. Mais une amnistie entendue au sens le plus large du terme, qui ne concerne pas seulement les 2 000 ou 3 000 — peut-être plus — détenus politiques que compte le pays, mais aussi les quelque 10 000 anciens hommes politiques interdits de toute

activité par le régime actuel, et les innombrables exilés qui ne peuvent retourner dans leur pays.

L'amnistie, ainsi que l'a souligné le juriste français Louis Joinet dans son rapport de synthèse à la fin du congrès, « *est un point de départ et non un terme* ». Si elle constitue un programme minimal pour l'opposition, elle doit « *permettre de mettre en place une dynamique vers l'instauration d'un processus démocratique dont elle est le point de passage obligé* ».

Le processus d'unification de l'opposition au régime de Montevideo peut paraître un peu lent, six ans et demi après le coup d'Etat. Elle est due pour une bonne part à cette destruction du tissu politique uruguayen, dénoncée par l'un des juristes participants, auquel les militaires sont parvenus, de « *mesures d'urgence* » en « *lois d'exception* ». Et, ainsi que l'a fait remarquer Ruben Prieto, représentant du Parti pour la victoire du peuple (PVP), si une cam-

pagne pour l'amnistie « *contribue à l'unité* », celle-ci implique un « *processus politique difficile* ». L'ancien député socialiste Jose Diaz, pour sa part, ne cache pas que le rassemblement de l'opposition est « *un processus à long terme* », tout en annonçant, sans toutefois les préciser, « *de nouveaux points d'accord* ». Cette lenteur est aussi due aux hésitations de l'homme qui serait susceptible de regrouper une grande partie des secteurs modérés de l'Uruguay : l'ancien candidat à la présidence Wilson Ferreira Aldunate, qui vait recueilli le plus grand nombre de suffrages lors de l'élection de 1971, mais n'avait pas été élu en raison du découpage électoral. Ferreira, s'il a envoyé un message de soutien aux participants au colloque, n'a toutefois pas fait le voyage de Paris, arguant qu'il était retenu à Londres par une rencontre avec le futur vice-président brésilien, Aureliano Chaves.

Le processus d'unification devrait toutefois se trouver conforté par l'importance du soutien international à l'initiative des juristes et des dirigeants politiques. Ils ont été notamment recueillis par le président du Sénat Alain Poher. Bernard Stasi (CDS), vice-président de l'Assemblée nationale, leur a également fait parvenir un message de soutien.

Henri Sernies

19 décembre 1978

LE MATIN
DE PARIS

Uruguay

UN COLLOQUE INTERNATIONAL DE JURISTES A PARIS

La loi, la règle et l'exception

L'indépendance de la justice était un des fondements de la vie politique en Uruguay, et figurait en bonne place dans toutes les Constitutions du pays depuis 1830. Le respect des formes juridiques, poussé jusqu'au légalisme, imprégnait l'idéologie libérale qui a inspiré nombre de gouvernements au dix-neuvième et vingtième siècles.

Comment expliquer que, en une dizaine d'années, tout cela ait vacillé, puis sombré. Les participants au colloque sur « L'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay », qui s'est tenu vendredi 15 et samedi 16 décembre au Sénat, à Paris, n'ont pas fourni de réponse globale à cette question. Le rôle de la guérilla des Tupamaros a sans doute été sous-estimé. Mais le Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay (1), qui organisait le colloque, a atteint son but : démanteler les mécanismes juridiques de l'arbitraire, depuis l'adoption des « mesures urgentes de sécurité », en 1967, et proposer une perspective de lutte, à travers la revendication de l'amnistie.

Pacheco Areco, élu vice-président en 1966, succède constitutionnellement en 1967 au président Gestido (décédé). Pour lutter contre la « subversion », dans un climat de crise économique et sociale, il a recouru

aux « mesures urgentes de sécurité », prévues, à titre exceptionnel, à l'article 156 de la Constitution. Elles autorisent l'exécutif à procéder directement à des arrestations sans intervention de la justice.

Rapidement, l'exception devient la règle. « L'Uruguay se trouve ainsi en présence d'un ordre juridique double : l'ordre juridique normal, fondé sur la Constitution et les lois, et l'ordre juridique spécial, fondé sur les mesures urgentes de sécurité », explique M. Sempe, secrétaire général de l'Association des magistrats uruguayens. Les juges n'ont plus à connaître que des délits « ordinaires », tandis que le gouvernement interne, sans aucune garantie juridique, les personnes qu'il estime « subversives ».

Les magistrats tentent de défendre leurs prérogatives en acceptant de recevoir les demandes d'habéas corpus des citoyens détenus indéfiniment sans procès. Ils sont soutenus par la Cour suprême, mais le gouvernement refuse de céder, ce qui provoque un conflit ouvert entre les pouvoirs exécutif et judiciaire. Une campagne est orchestrée contre la magistrature, que le gouvernement accuse publiquement, en mars 1972, d'agir uniquement par peur de représailles de la part des guérilleros.

La prééminence des tribunaux militaires

Le président Bordaberry, qui a succédé à M. Pacheco, déclare le 14 avril 1972 « l'état de guerre interne », concept qui n'existait jusqu'alors que dans le code pénal militaire. Tous les délits politiques tombent sous le coup de ce code et sont de la seule compétence des tribunaux des forces armées. Les personnes arrêtées en vertu des « mesures d'urgence » étaient d'ailleurs déjà détenues le plus souvent dans des casernes...

La loi sur la « sécurité nationale », votée le 10 juillet 1972, achève de court-circuiter les tribunaux civils. On insère dans le code pénal militaire, sous le nom de crimes de « lèse-nation », une série de délits relevant jusqu'alors des juridictions civiles. L'armée, chargée de la lutte contre la guérilla, est ainsi juge et partie. Des officiers, dont les collègues font quotidiennement le coup de feu contre les guérilleros, « jugent » les suspects.

Les arrestations ont lieu de nuit. L'« inculpé » est torturé jusqu'à ce qu'il signe des « aveux ». Il est alors présenté à un juge militaire qui lui demande s'il confirme ses déclarations. Il sait pertinemment qu'il sera à nouveau torturé s'il se rétracte.

La répression n'a pas cessé en Uruguay, bien qu'elle ait, de l'aveu même des militaires qui ont pris le pouvoir le 27 juin 1973, atteint dès cette année-là son objectif : la destruction de la guérilla. Il reste, selon un des participants du colloque, M. Toolen, avocat néerlandais et secrétaire exécutif de la Commission internationale des juristes, trois mille à quatre mille prisonniers politiques dans le pays. Leurs défenseurs sont toujours considérés comme des « complices de la subversion ». Sept avocats sont en prison et une trentaine en exil.

Toute activité syndicale est illégale depuis le coup d'Etat de 1973. La Convention nationale des travailleurs, qui regroupait 90 % des syndiqués, est dissoute. La grève est interdite. Les militaires ont bien essayé de susciter des organisations ouvrières à leur dévotion. Peine perdue. « Ils n'ont pas encore trouvé le moyen de créer des syndicats sans syndicalistes. Dans tous les votes à bulletin secret, les travailleurs ont choisi les anciens responsables. Il a fallu dissoudre d'abord les nouveaux organismes », remarque M. Carvalho, avocat uruguayen en exil, qui a défendu de nombreux syndicalistes.

LE MONDE — 20 décembre 1978

Le Secrétariat international, créé en mars 1977, a bon espoir de faire bouger les choses. « Nous voulons dépasser le cadre strictement humanitaire de la défense des droits de l'homme. Nous combattons pour l'amnistie, et ce qui s'est passé récemment dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Bolivie, nous montre que celle-ci est parfois l'amorce d'un processus politique de retour à la démocratie », conclut M. Joinet, ancien président du Syndicat français de la magistrature, l'un des fondateurs du Secrétariat.

Les Bolivians qui avaient commencé une grève de la faim le 28 décembre 1977, pour réclamer l'amnistie dans leur pays, ont réussi à faire céder le général Hugo Banzer. Il est vrai que le 14 janvier, ils étaient plus de mille, et qu'ils avaient le soutien du clergé jusqu'à présent, l'Eglise uruguayenne ne s'est pas engagée dans cette voie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) 11, rue Jean-de-Beauvais, 75053 Paris, tél. 323-16-47.

«de Matin»

16 décembre 1978

UN COLLOQUE de deux jours sur « L'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay » se termine aujourd'hui dans une salle du Sénat. Organisé par le Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay, cette réunion porte principalement sur les problèmes juridiques qui posent la répression menée depuis le coup d'Etat du 27 juin 1973 par le régime dit « civico-militaire » de Montevideo.

VENDREDI 15 DECEMBRE 1978

● L'HUMANITE — PAR: 6

EN BREF

□ ORGANISE PAR LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL des juristes pour l'amnistie en Uruguay, avec le soutien de plusieurs organisations, un colloque sur l'état d'exception et des droits de l'homme en Uruguay, s'ouvre aujourd'hui au Sénat.

PARIS, 110 (SAPP) - EL PRESIDENTE DEL SENADO FRANCÉS, ALAIN POKER, AFIRMO HOY AÑADI QUE LA OPINION PUBLICA INTERNACIONAL CARECE DE INFORMACION SUFICIENTE SOBRE LA EXACTA SITUACION EN EL URUGUAY, Y QUE ES NECESARIO LLEVAR A CABO UNA CAMPAÑA DE SOLIDARIDAD PARA RESOLVER CIERTOS PROBLEMAS QUE SE PLANTEAN EN ESE PAIS.

POKER HIZO ESTA DECLARACION A VARIOS MIEMBROS DEL SECRETARIADO INTERNACIONAL DE JURISTAS PARA LA AMNISTIA EN URUGUAY (SIJAU) Y A PERSONALIDADES POLITICAS URUGUAYAS DE LA OPOSICION REUNIDAS EL VIERNES Y HOY EN LA SALA MEDICIS DEL SENADO FRANCÉS, EN UN COLOQUIO SOBRE EL ESTADO DE EXCEPCION QUE EXISTE EN URUGUAY Y SOBRE LA VIOLACION DE LOS DERECHOS HUMANOS EN DICHA NACION, SIGUECN

POKER AGREGO QUE ESTABA CONVENCIDO QUE EL Y LA MAYORIA DE LOS SENADORES FRANCESES PODRIAN FAVORECER EL MEJOR CONOCIMIENTO DE LA SITUACION URUGUAYA.

DURANTE DOS DIAS EL SIJAU REUNIDO BAJO LA PRESIDENCIA DEL SENADOR SOCIALISTA BERNARD PARMENTIER, ABORDO LOS ASPECTOS TECNICOS Y JURIDICOS DEL REGIMEN POLITICO EXISTENTE EN URUGUAY.

LOS JURISTAS DE DIFERENTES PAISES SENALARON LAS SIMILITUDES QUE EXISTEN RESPECTO A LA VIOLACION DE LOS DERECHOS HUMANOS ENTRE URUGUAY Y OTROS PAISES DE AMERICA LATINA, PERO AFIRMARON QUE LA SITUACION EN ESE PAIS ES MUY SERIA POR SER VIOLADAS SISTEMATICAMENTE LAS LIBERTADES MAS "BASICAS".

TODOS LOS URUGUAYOS ESTAN "FICHADOS" Y PARA DESEMPEÑAR CUALQUIER TRABAJO ES NECESARIO PRESENTAR "UN CERTIFICADO DE FE DEMOCRATICA" EXPEDIDO POR LAS AUTORIDADES MILITARES, AFIRMO EL ABOGADO URUGUAYO EDUARDO CARVALHO.

EL JURISTA NORTeamERICANO ROBERT GOLDMAN, PROFESOR DE DERECHO INTERNACIONAL EN WASHINGTON, Y OBSERVADOR EN LAS RECIENTES ELECCIONES BOLIVIANAS, DECLARÓ QUE NO EXISTIAN EN EL URUGUAY GARANTIAS PARA LA DEFENSA Y QUE LOS CIUDADANOS ERAN ACUSADOS "POR LO QUE PIENSAN Y NO POR LO QUE HACEN".

"EN 1976 EL SENADOR NORTeamERICANO TED KENNEDY Y VARIOS PARLAMENTARIOS EUROPEOS DENUNCIARON LA VIOLACION DEL DERECHO AL REFUGIO POR ARGENTINA, BRASIL Y URUGUAY", DIJO GOLDMAN, QUE RECORDO LOS ASESINATOS EN BUENOS AIRES DE DOS HOMBRES POLITICOS URUGUAYOS REFUGIADOS EN ARGENTINA, ZELMAR MICHELINI Y GUSTAVO GUTIERREZ RUIZ.

EL ABOGADO FRANCÉS GIACOBBI INDICO QUE LA FEDERACION INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS HUMANOS, A LA QUE PERTENECE, BUSCA POPULARIZAR LA IDEA DE UNA CORTE PENAL INTERNACIONAL INTEGRADA POR MAGISTRADOS INDEPENDIENTES QUE JUZGARAN -COMO EN NUREMBERG- LAS VIOLACIONES DE LOS DERECHOS HUMANOS EN TODO EL MUNDO.

"LA SITUACION QUE EXISTE EN EL EL URUGUAY ES VECINA A LA DE LA ALEMANIA NAZI, PERO DICHO PAIS SIGUE SIENDO MIEMBRO DE LA ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS", AFIRMO EL ABOGADO FRANCÉS.

AL HACER LA SINTEISIS DEL COLOQUIO EL PRESIDENTE DEL SINDICATO DE LA MAGISTRATURA FRANCESA LUIS JOINET, EXPERTO EN DERECHO LATINOAMERICANO, AFIRMO QUE EL DERECHO DEBIA SER UTILIZADO "NO SOLO COMO UN INSTRUMENTO DE ANALISIS SINO TAMBIEN COMO INSTRUMENTO DE LUCHA POR LOS DERECHOS HUMANOS".

LA SUBORDINACION DEL PODER EJECUTIVO AL MILITAR HACE QUE "EL URUGUAY SEA UN PAIS OCUPADO POR SU PROPIO EJERCITO", ANADIO JOINET.

(SIGUE)

LA LUCHA POR LA AMNISTIA ES "OFENSIVA" PORQUE ES AL MISMO TIEMPO UNA PRUEBA Y UN MEDIO DEL CAMBIO DE REGIMEN POLITICO, Y LA SIJUA LUCHA EN URUGUAY Y EN AMERICA LATINA POR IMPONER LA AMNISTIA, AGREGO JOINET.

DURANTE EL COLOQUIO VARIOS PARLAMENTARIOS FRANCESES ESTUVIERON PRESENTES Y SE RECIBIO UNA NOTA DEL PRESIDENTE DE LA ASAMBLEA NACIONAL FRANCESA, JACQUES CHABAN DELMAS Y MENSAJES DE SIMPATIA DEL VICEPRESIDENTE DEL SENADO FRANCÉS, ANDRE MERCI, Y DEL EX CANCELIER FRANCÉS MAURICE SCHUMANN.

SE RECIBIERON MENSAJES DE PHILIPPE VENTURIOL, JURISTA DEL PARLAMENTO EUROPEO, DE THEO VAN BOVEN, SECRETARIO DE LA COMISION INTERNACIONAL DE JURISTAS DE GINEBRA, DE JAVIER RUPÉREZ, SECRETARIO DE RELACIONES INTERNACIONALES DE LA UNION DEL CENTRO DEMOCRATICO (UCD) ESPANOLA, Y DE WILSON FERREIRA ALDUNATE, DIRIGENTE POLITICO URUGUAYO EXILADO EN LONDRES.

DURANTE LOS DOS DIAS DEL COLOQUIO, LLEGARON NUMEROSOS TESTIMONIOS DE LEGISLADORES, SENADORES Y SINDICALISTAS DE EUROPA Y AMERICA LATINA.

POR SU PARTE, EL PROFESOR ALFRED KASTLER, PREMIO NOBEL DE FISICA, PRESIDENTE DEL COMITE INTERNACIONAL DE CIENTIFICOS ORLOV, QUE LUCHA POR DEFENDER LOS DERECHOS HUMANOS EN EL MUNDO, PRESENTE EN LA SALA, AFIRMO QUE "EL Y SU COMITE SE PREOCUPAN TAMBIEN POR LA SITUACION EN EL URUGUAY".

CARACAS. *

El Nacional — Sábado 9 de Diciembre de 1978

El Nacional — Jueves 21 de Diciembre de 1978

En París el 15 y el 16

Coloquio Jurídico Internacional por la Amnistía en el Uruguay

En el Senado de Francia, entre los días 15 y 16 de diciembre tendrá lugar un Coloquio Jurídico organizado por el secretario internacional de Juristas por la Amnistía en el Uruguay, informó el doctor German Laitret, quien indicó que participarán juristas de todo el mundo y que Venezuela estará representada por los doctores Ramón J. Medina, profesor de la Universidad Católica y Humberto Briceno, quienes ya viajaron a París.

El coloquio jurídico mencionado tendrá como tema "La Destrucción del estado de Derecho en el Uruguay" y el evento ha sido apoyado por varias instituciones de carácter mundial como los juristas demócratas, los juristas católicos, por la Federación de Derechos del Hombre y por la Comisión Internacional de Juristas.

Con motivo del 30 aniversario de la "Declaración Universal de los Derechos Humanos", juristas de Venezuela lanzan un llamado por la amnistía y el

respeto de los derechos humanos en el Uruguay, por considerar necesario sensibilizar la opinión pública, de América y del mundo, ante la situación de 5 mil prisioneros políticos uruguayos y para obtener una decisión, de la comunidad internacional, sobre la violación de la legalidad y los derechos humanos que se lleva a cabo en los países del Cono Sur, con la transferencia ilegal de refugiados políticos en la Argentina, Paraguay y Brasil al Uruguay.

Este llamado es de urgente actualidad ante la destrucción del Estado de Derecho en Uruguay y reclama la intervención de instituciones encargadas de la protección de los derechos humanos y de organizaciones sindicales y políticas democráticas, de todo el mundo. El llamado ha sido firmado, entre otros, por los doctores Ignacio Luis Arcaya, Luis Beltrán Prieto, Jesus Soto Amneste, Diego Bautista Urbaneja, Ramón José Medina, Antonio José Herrera, José Herrera Oropeza, Haydée Farías.

En el Senado francés

Coloquio Sobre la Destrucción del Estado de Derecho en Uruguay

Un coloquio internacional de juristas sobre la Destrucción del Estado de Derecho en Uruguay, se efectuó en el Senado de Francia, en ocasión de cumplirse tres décadas de la Declaración de los Derechos del Hombre.

El diputado Germán Laitret dio a conocer detalles de ese importante evento organizado por el Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía de Uruguay, al cual asistieron parlamentarios franceses, ex parlamentarios uruguayos y juristas de varias naciones.

El coloquio estuvo presidido por el senador Bernard Marmanier y Allan Pöner; este último presidente del Senado francés. Entre los asistentes estaban los dirigentes de la oposición uruguayas, Ricardo Villaró, Enrique Erro, Rubén Prieto, Enrique Rodríguez, José Díaz y dirigentes sindicales en el exilio. Venezuela estuvo representada por los doctores Humberto Briceno León y Ramón José Medina, profesor de la Universidad Católica Andrés Bello.

En el evento se debatió sobre la destrucción del estado de derecho en Uruguay, señalándose que la represión llegó a un punto insostenible, caracterizada por las torturas y crímenes a dirigentes de la oposición.

Se dijo allí que en Uruguay el Poder Judicial ha sido trasladado al Poder Militar; el pueblo uruguayo representa al pueblo, el ejército acomoda y asume el control de la constitución y de las leyes; se disolvió el Parlamento; se ilegalizaron los partidos políticos; se ilegalizó la Convención Nacional de Trabajadores y, en consecuencia, se destruyó el estado de derecho.

Al final del coloquio, los representantes de los partidos Socialista, Partido Comunista Uruguayo, Grupos de Acción Unificada, Partido por la Victoria del Pueblo de Uruguay y Patria Grande ofrecieron una rueda de prensa, donde manifestaron la necesidad de impulsar una campaña internacional por la amnistía en el Uruguay.

CARACAS

Pour l'amnistie en Uruguay

par Pierre Guidoni et Bernard Parmentier *

L'horreur absolue

SAIT-ON qu'il y a en Uruguay plus de 5 000 prisonniers politiques, c'est-à-dire, dans ce pays qui a une population voisine de 2 500 000 habitants, 1 pour 500 habitants ?

En cinq ans, depuis le coup d'État militaire, 50 000 Uruguayens ont été emprisonnés, dont la moitié ont été sauvagement torturés. Une immense émigration de la population (ouvriers, jeunes, techniciens, intellectuels) a fait perdre ses forces vives à l'Uruguay. Actuellement, 700 000 Uruguayens vivent à l'étranger de leur pays.

Jamais aucune force répressive n'a été aussi féroce et n'a réussi à atteindre ce degré de l'horreur absolue et de sophistication technologique.

Les militaires, installés au pouvoir, ont appliqué la doctrine de la « sécurité nationale », mise au point aux États-Unis pendant la période de la guerre froide. Leur idéologie et leurs méthodes — le terrorisme militaire — qui s'exercent sur une population civile désarmée, sont l'application moderne de celles qui furent employées et mises au point pendant trente ans de guerre coloniale et impérialiste.

L'Uruguay se trouve comme les autres pays du cône sud de l'Amérique latine, soumis au droit de l'armée. Celle-ci ayant découvert les thèses de la guerre subversive et s'installant ainsi comme le groupe social, politique, dominant, consolide ses privilèges aux dépens de la situation économique

L'origine internationale de l'ensemble des intervenants au colloque révèle le large soutien que reçoit le peuple uruguayen dans sa lutte pour la liberté, l'indépendance et la démocratie.

Le Parti socialiste est depuis longtemps engagé dans tous les mouvements de solidarité pour atténuer les effets des drames vécus par l'ensemble des peuples d'Amérique latine.

Il est d'autant plus important aujourd'hui que nous assumons notre vocation internationaliste en appuyant les mouvements d'espoir qui se font jour dans plusieurs de ces pays.

Les résultats des dernières élections au Brésil ont mis en évidence une volonté nationale en faveur d'un retour à la démocratie. Les derniers événements militaires en Bolivie sont peut-être le dernier acte d'une tragédie. L'isolement progressif du dictateur du Chili se confirme. Autant de faits qui révèlent que ces pays ont à présent une chance de se remettre sur les rails de la démocratie. Nous devons combattre à leurs côtés, pour qu'ils sortent du système de vassalisation par rapport aux États-Unis, et pour que ces peuples puissent enfin organiser leur société en fonction de leurs intérêts, de leurs besoins et de leur volonté.

P. G. et B. P.

* Pierre Guidoni, député de l'Aude ; Bernard Parmentier, sénateur de Paris, membre honoraire du SI/UA.

Exiger ce minimum

par Alain Touraine

PETIT pays qui fut riche et qui goûta longtemps, trop longtemps, les délices dangereuses d'un populisme qui donnait à presque tous des garanties et de l'influence au point de le paralyser, l'Uruguay a été plongé brusquement, après la révolte des Tupamaros, à la fois modernistes et révolutionnaires, et sa répression, dans le silence d'une dictature brutale. Il attire moins de regards inquiets que la grande Argentine voisine, suscite moins d'horreur que le Chili, où le président est tombé en combat sang, ses richesses, 16 % de sa population active, une plus grande proportion encore de ses cadres intellectuels et professionnels...

Le 15 décembre, dans une salle du Sénat, des juristes et des hommes politiques des tendances les plus diverses tentent de faire entendre la voix de ce pays qui fut si démocratique, où se répondaient tant de voix diverses. Les régimes autoritaires et répressifs qui développent aussi l'industrie et la puissance matérielle de leur pays troublent l'opinion, mais sembleraient arrêter la condamnation que méritent les militaires uruguayens comme ceux du Chili. Ils ont détruit les libertés, tué, torturé et emprisonné et ils ont aussi répandu la misère et le chômage, désorganisé la vie économique. La défense des droits de l'homme comme l'appui donné à la croissance des pays en voie de développement se rejoignent facilement ici pour dénoncer un régime militaire.

re qui ne vit que du silence qu'il impose à l'intérieur et de celui qui empêche l'opinion internationale de connaître ses crimes.

Des pressions ont obtenu qu'au Chili le nombre des prisonniers politiques diminue ; pourquoi permettre que soient encore incarcérés et souvent maltraités quelque six mille prisonniers politiques dans ce pays de moins de trois millions d'habitants ? Il faut que soit exigée une amnistie qui les libère, que puissent au moins quitter une terre devenue hostile ceux dont la dictature ne tolère pas l'action ou la parole.

Quelle tristesse de demander si peu de liberté pour un pays qui en a connu une si grande, mais combien il est nécessaire d'exiger ce minimum avec force.

A.T.

14 décembre 1978

LE MATIN

DE PARIS

Por la Amnistía y el Respeto de Derechos Humanos en Uruguay

Un grupo de juristas venezolanos encabezados por los doctores Ignacio Luis Arcaya y Luis Beltrán Prieto Figueroa hace un llamado ante la conmemoración de los 30 años de la declaración de la ONU

En ocasión de cumplirse hoy el 30° aniversario de la Declaración Universal de los Derechos Humanos, un grupo de juristas de Venezuela encabezados por los doctores Ignacio Luis Arcaya y Luis Beltrán Prieto Figueroa han lanzado un llamado por la amnistía y el respeto de los derechos humanos en Uruguay.

Los juristas venezolanos no solo piden la amnistía sino la garantía de la vida de los uruguayos que están en Argentina y Brasil.

Los juristas dicen:

"La opinión pública internacional no ignora que el gobierno cívico-militar uruguayo, llegado al poder después de un golpe de Estado en junio del '73, ha violado y persiste en violar de manera grave, repetida y sistemática los derechos humanos en ese país.

Un gran número de organizaciones, de partidos políticos democráticos y entidades representativas de grandes sectores de la opinión mundial han dado muestras de su extrema inquietud, suscitada por las acciones de un gobierno dictatorial que ha destruido las bases mismas del Estado de derecho en Uruguay.

Esta situación no ha dejado de empeorar. Según estimaciones prudentes, se cuenta en Uruguay más de 5.000 prisioneros políticos, o sea un prisionero por cada 500 habitantes, es decir el porcentaje más elevado del mundo. Desde 1968, la represión ha aumentado sin parar y particularmente a partir del mes de abril.

Después de este período más de 80.000 personas, o sea un habitante por cada 50 han sido encarcelados o sometidos a interrogatorios. A esto se suma la práctica sistemática de la tortura, a la cual, sólo la muerte pone fin, que ha sido denunciada de manera circunstancial con cifras y datos de apoyo, mientras que la dictadura uruguaya niega todo comentario.

Se suman igualmente la instalación de un régimen penitenciario copiado de los campos de concentración nazi y el exilio obligatorio para los que logran recobrar su libertad.

En estos últimos meses ha habido un vasto operativo de caza contra las personas que se oponen al gobierno en territorio argentino, brasileño y paraguayo.

Un gran grupo de éstos han sido asesinados, otros han sido secuestrados o detenidos en dichos países, con la complicidad de los gobiernos y en violación del estatuto de "refugio garantizado" por el Alto Comisionado de las Naciones Unidas y por las convenciones internacionales: hasta ahora no se tienen noticias de ellos. Otros refugiados, han sido detenidos y puestos en mano del gobierno uruguayo y aún continúan en las prisiones de ese país.

El Uruguay vive bajo un estado de excepción permanente. Por la vía de "actas institucionales" dictadas bajo pretexto de seguridad nacional, el estado de derecho ha sido desmantelado con el fin de favorecer la colocación de nuevas estructuras jurídicas consagradas a la existencia de un superpoder militar. Es así, que todos los que han sido acusados de crímenes contra la seguridad del Estado no tienen más derecho del beneficio de las garantías constitucionales y legales existentes en materia judicial: estos se encuentran a merced de las jurisdicciones militares que ignoran los principios más elementales del derecho, éstos están privados de la ayuda de abogados y son víctimas de violencia y malos tratos sistemáticos. Además, todo ciudadano es objeto de una medida interna administrativa por la cual puede estar en prisión durante un período indeterminado y sin beneficio de derechos constitucionales del habeas corpus.

Esta situación está además agravada por la prohibición hecha a todo partido político de ejercer sus actividades por la censura total de la prensa, la disolución de las organizaciones sindicales, los ataques llevados contra la Iglesia cuando ella defiende los derechos humanos, el hecho de que todo acto material de ayuda a las familias de los prisioneros políticos sea considerado como un delito, la abstención de admitir la entrada sobre territorio uruguayo de comisiones de encuestas internacionales, la oposición al Comité Internacional de la Cruz Roja que deseaba extender sus actividades al Uruguay.

El proyecto de ley sobre las personas peligrosas, que está inscrito en el cuadro de esta evolución, representa la amenaza más importante para las

libertades del pueblo uruguayo en la medida que permite la condena y encarcelamiento por simple motivo de divergencias ideológicas.

Por otra parte hemos tenido conocimiento de esta situación y, en nuestra calidad de juristas, no nos es posible quedar indiferentes. Estimando en consecuencia:

—que es necesario sensibilizar la opinión pública ante la situación de 5.000 prisioneros políticos uruguayos;

—que es imperativo obtener una decisión de la comunidad internacional sobre la transferencia legal de refugiados políticos de la Argentina, Paraguay y Brasil al Uruguay;

—que es urgente, en lo que concierne a la destrucción del estado de derecho en Uruguay, reclamar la intervención de instituciones encargadas de la protección de los derechos humanos y de organizaciones sindicales y partidos políticos democráticos.

LLAMADO

Ante esta situación, los juristas firmantes llaman a una acción común e inmediata a fin de reunir y difundir todas las informaciones sobre estos problemas con el objeto de determinar con los mejores detalles las formas más eficaces que permitan expresar nuestra solidaridad con el pueblo uruguayo:

—Para obtener la amnistía en favor de todos los prisioneros políticos uruguayos;

—para reclamar que sean puestos en manos de las autoridades internacionales competentes (Acruci) los refugiados políticos uruguayos que han sido transferidos ilegalmente en las prisiones de su país;

—que sean garantizadas la vida y la integridad física de los que están en Argentina y Brasil, y que cesen las persecuciones de las cuales son víctimas los refugiados políticos uruguayos en dichos países;

—para exigir el restablecimiento de todos los derechos y todas las libertades democráticas de las cuales el pueblo uruguayo ha sido privado.

Doctor Ignacio Luis Arcaya, magistrado de la Corte Suprema de Justicia; doctor José Vicente Rangel, diputado; doctor Luis Beltrán Prieto Figueroa, presidente de la Comisión de Cultura del Senado de la República; doctor Jesús Soto

Amesty, diputado; doctor Ramón José Medina, profesor de la Universidad Católica; doctor Manuel Quijada, miembro de la Comisión Asesora de Relaciones Exteriores; doctor José Herrera Oropeza, profesor universitario; doctor Gorman Lauret, diputado; doctor Humberto N. Jann, profesor universitario; doctor Diego Bautista Urbaneja, profesor universitario; doctora Haydée Fariás, profesora universitaria; doctor Antonio José Herrera, profesor universitario; doctora María Delfino de Palacios, profesora universitaria; doctor Pedro José Martínez, profesor universitario; doctor José Britos, profesor universitario.

"EL NACIONAL". DOMINGO 10 DE DICIEMBRE 1978
CARACAS - VENEZUELA

Llamamiento por la Amnistía en Uruguay Hace Coloquio Internacional de Juristas

Se realizó en el Senado francés, y Alain Pothier, presidente del cuerpo, recibió a una importante delegación de figuras de la oposición uruguaya. María Teresa Otero, presidenta del Ateneo de Caracas, dio su más ferviente apoyo al coloquio y dijo: "Hay que ocuparse del Uruguay. Los venezolanos debemos darle aliento a su pueblo,

solidaridad en su combate con ese gobierno indigno que le ha tocado padecer".

Fue reclamada libertad para todos los presos políticos, aparición de los secuestrados, regreso de los exiliados y restablecimiento de los derechos y libertades democráticas

Ernesto González Barnejo, corresponsal de "El Nacional"

Una amplia amnistía en Uruguay que suponga la libertad de todos los presos políticos, la aparición de decenas de personas secuestradas, el regreso de los exiliados y el restablecimiento de los derechos y libertades democráticas fue proclamada en un coloquio organizado por el "Secretariado Internacional de Juristas por la Amnistía en Uruguay".

El coloquio se realizó los días 15 y 16 de diciembre en la sala "Médico" del Senado de Francia. Estuvo presidido por el senador por París, Bernard Parmentier y recibió el apoyo de numerosos parlamentarios franceses.

El coloquio consideró que "la situación de los derechos del hombre en Uruguay alcanza un grado de destrucción tal que la lucha defensiva por garantizarlos ya no es suficiente. Retrivindicar la amnistía es la sola manera de luchar de manera ofensiva por su restablecimiento".

"La amnistía es un punto de partida: Ella supone la desaparición de la fuente de violaciones de derechos que son las 'legislaciones de excepción' y permite poner a operar una dinámica hacia la instauración de un proceso democrático del cual dicha amnistía debe ser un punto de paso obligatorio".

Al coloquio asistieron importantes figuras políticas y sindicales de Uruguay: entre otros, Enrique Rodríguez (Partido Comunista); Enrique Erró (Agrupación "Patria Grande"); ambos ex senadores; José Díaz (Partido Socialista), Ricardo Vilario, vicepresidente de la Central Nacional de Trabajadores de Uruguay (CNTU), y Rubén Prieto (Partido Victoria del Pueblo) quienes dieron pleno apoyo al llamamiento por la amnistía.

Wilson Ferreira Aldunate, dirigente del Partido Nacional en el Exilio, envió un mensaje de adhesión al coloquio y se excusó de no poder asistir.

María Teresa Otero, presidenta del Ateneo de Caracas y del Comité de Solidaridad con el Pueblo de Nicaragua, que se encuentra actualmente en París, dio su "más ferviente apoyo al llamamiento por la amnistía en Uruguay y a los trabajos del coloquio. En Venezuela se deberá seguir el ejemplo de lo que están haciendo los juristas franceses y organizar reuniones de este tipo donde no sólo se denuncian las increíbles violaciones de derechos en ese martirizado país que es Uruguay, sino que se convoca a luchar por sus libertades. Hay que ocuparse de Uruguay —dijo María

Teresa Otero—. Los venezolanos deben darle aliento a su pueblo, solidaridad en su combate contra ese gobierno indigno que le ha tocado padecer".

Según se denunció en el coloquio existen hoy en Uruguay cinco mil presos políticos (un preso cada quinientos habitantes, el porcentaje más alto del mundo).

A partir de 1972 más de cincuenta mil personas (o sea una cada cincuenta habitantes) han pasado por las cárceles y cuarteles o han sido sometidas a interrogatorios en los que se emplea sistemáticamente la tortura. Está documentado que por lo menos cien personas perdieron la vida en la tortura en Uruguay. A esto se agrega un régimen penitenciario copiado de los campos de concentración nazis, y la obligación de partir al exilio por los pocos presos que recuperan su libertad.

En el coloquio del Secretariado Internacional de Juristas intervinieron en dos días de sesiones numerosos abogados; entre otros, Jean Louis Weil, de la Corte de París; Robert Goldman, norteamericano, profesor de Derecho Internacional de la Universidad de Maryland; Louis Joinet, ex presidente del Sindicato de la Magistratura de Francia; Edmon Peliti, presidente de la Orden de Abogados de París; y Edgardo Carvalho, uruguayo, profesor adjunto a la cátedra de Derecho Administrativo en la Universidad de Montevideo, exiliado desde 1976.

Los autores de los informes coincidieron en señalar que la represión política y la opresión social en Uruguay no sólo carecen de toda sustentación jurídica sino que ni siquiera pueden justificarse como ha pretendido hacerlo el gobierno de Uruguay, para garantizar el desarrollo económico. El fracaso económico de la dictadura uruguaya le quita también ese supuesto argumento.

La autoridad militar que controla el país se ha hecho también cada vez más irrespetuosa de sus compromisos internacionales. En su informe, el abogado norteamericano Goldman demostró que "el gobierno militar uruguayo tiene el récord mundial de violación de tratados y convenciones internacionales". Señaló que ese proceso alcanzó tal punto de degradación que en enero de 1978 la Comisión Interamericana de Derechos del Hombre tuvo que condenar por diecisiete votos contra uno (y algunas abstenciones) al gobierno uruguayo.

REMITIDO

EL NACIONAL

URUGUAY

63 JURISTAS VENEZOLANOS SE SUMAN AL LLAMADO DE MAS DE 100 JURISTAS INTERNACIONALES DE 25 PAISES POR LA AMNISTIA Y EL RESPETO DE LOS DERECHOS HUMANOS EN URUGUAY

En ocasión de cumplirse el XXX Aniversario de la DECLARACION DE LOS DERECHOS HUMANOS, los abajo firmantes manifestamos nuestra solidaridad con el llamado lanzado en París por mas de 100 juristas de Europa, Asia, Africa y EE.UU. promovido por el secretario internacional de juristas por la Amnistía en Uruguay, con el objeto de determinar las formas mas eficaces que permitan expresar nuestra solidaridad con el pueblo uruguayo:

- Para obtener la AMNISTIA en favor de todos los prisioneros politicos uruguayos;
- Para reclamar que sean puestos en manos de las autori-

dades internacionales competentes los refugiados politicos uruguayos que han sido transferidos ilegalmente a las prisiones de su pais;

- Que sean garantizadas la vida y la integridad fisica de los que estan en Argentina, Brasil y Paraguay, y que cesen las persecuciones de las cuales son victimas los refugiados politicos uruguayos en dichos paises; y
- Para exigir el restablecimiento de todos los derechos y todas las libertades democraticas de las cuales el pueblo uruguayo ha sido privado.

—Suscriben este remitido

Dr. José Ramón Medina
Dr. Pedro Nikken
Dr. José Herrera Oropeza
Dr. Ignacio Luis Arcaya
Dr. Luis S. Prieto Figueroa
Dr. Humberto N'Jain
Dr. Jesús Soto Amesty
Dr. Gustavo Machado
Dr. Manuel Quijada
Dr. Hilario García M.
Dra. Haydée Fariás
Dra. María Delfino de Palacios
Dr. Pedro Ortega Díaz
Dr. Julio Conde
Dr. Reinaldo Rasquin
Dr. Oswaldo Fuentes
Dr. Héctor Luna
Dr. Alcides Figueroa
Dr. Alfredo Rojas
Dra. Ada Ramos
Dr. Juan Núñez
Dr. José Vicente Rangel

Dr. Germán Lairat
Dr. José Britos González
Dr. Ramón José Medina
Dr. Antonio José Herrera
Dr. Humberto Briceño León
Dra. Ana M. Rugerí de Rodríguez
Dra. Yaita Muratt de Herrera
Dr. Freddy Valera
Dr. Gustavo Méndez
Dra. Nekda Camacho
Dr. Rodolfo Porro
Dr. Ulvio Agüero
Dra. Cira Fragaichán
Dr. Ricardo Dubuc
Dr. Tomás Mejías
Dr. Tulio Jiménez R.
Dr. Rafael Daila
Dra. Almara Morales
Dr. Gustavo Alamo
Dr. Leonel Rojas
Dr. Ernesto Silva Tellería
Dr. Antonio José Urbina

Dr. Diego Bautista Urbaneja
Dr. Pedro José Martínez
Dr. José Sánchez Millares
Dr. César Sucre
Dra. Aura Suárez
Dr. Rubén Darío Romero
Dr. Eleazar Guevara
Dr. Emilio Nouel
Dr. Guillermo Pérez Ledezma
Dr. Saúl Andrade
Dr. David Núñez
Dr. Doménico Márquez
Dr. Miguel Gómez
Dr. Saúl Andrade
Dr. Andrés Loversa
Dr. Julio Portillo
Dr. Gerardo Alfonso
Dr. Rafael Derzi
Dr. Enie Nery

Caracas, diciembre 15 de 1978

EL UNIVERSAL - CARACAS 10/12/78

PUBLICA EL LLAMAMIENTO Y LAS FIRMAS

XXX Aniversario de la Declaración de los Derechos Humanos

EL 14/12/78 PUBLICO EL LLAMAMIENTO Y LAS FIRMAS



Con motivo de tan importante fecha, un grupo de juristas y parlamentarios venezolanos denuncia la constante violación de las libertades individuales y civiles en Uruguay, y hacen un llamado a la solidaridad con el pueblo del hermano país.

Edité par A.F.A.U.
33, rue Godot de Mauroy
75009 - Paris
tél. (1) 742 77 36
Imprimé par Minographie
tél. (1) 797 63 51
Achevé d'imprimer: Mai 1979
Dépôt légal: 2^e trimestre 1979

IMPRIME EN FRANCE

POR TODAS ESTAS RAZONES,
EL SECRETARIADO INTERNACIONAL
DE JURISTAS POR LA AMNISTIA EN URUGUAY
LLAMA A INTENSIFICAR LA SOLIDARIDAD
CON LA LUCHA QUE EL PUEBLO DEL URUGUAY LIBRA
PARA OBTENER UNA AMNISTIA GENERAL E IRRESTRICTA
Y POR LA PLENA VIGENCIA DE LOS DERECHOS HUMANOS, ES DECIR :

- LA LIBERACION DE TODOS LOS PRISIONEROS POLITICOS
- LA REAPARICION DE TODOS LOS DESAPARECIDOS
- EL LEVANTAMIENTO DE TODAS LAS PROSCRIPCIONES POLITICAS
Y SINDICALES
- LA ANULACION DE TODAS LAS « ACTAS INSTITUCIONALES »
Y DE LA LEGISLACION DE EXCEPCION
- LA ANULACION DE LAS CESANTIAS DE FUNCIONARIOS PUBLICOS Y PRIVADOS
IMPUESTAS POR MOTIVOS POLITICOS Y SINDICALES
- EL RETORNO DE LOS EXILADOS
- EL RESTABLECIMIENTO DE TODOS LOS DERECHOS Y LIBERTADES DEMOCRATICOS
CONCULCADOS POR EL ACTUAL REGIMEN DICTATORIAL.

(S.I.J.A.U. - 2.01.1979)